

LES ENTRETIENS

GRANDES CULTURES SOCIETE

9 experts réfléchissent à des solutions durables.

FACE AUX ENJEUX DE L'AVENIR,
UNE AGRICULTURE CONTRIBUTIVE.

Sommaire

- 03 > 07 **L'AGRICULTURE CHANGE DE MONDE(S)**
- 08 > **CONTRIBUTION DES EXPERTS**
- 09 > 13 **DOMINIQUE MOÏSI**
Géopolitique et Agriculture
- 15 > 23 **FRANÇOIS EWALD**
Agriculture : une perception brouillée
- 25 > 38 **MICHEL GRIFFON**
Repères et interrogations pour l'agriculture du futur et sa mondialisation
- 39 > 42 **JEAN VIARD**
Dix pistes pour l'avenir
- 43 > 48 **JEAN-PAUL BETBÈZE**
France 2030 : pour une stratégie de croissance avec l'agriculture
- 50 > 51 **CHIFFRES CLÉS**
- 53 > 64 **PIERRE RADANNE**
L'éclosion de l'agriculture du XXI^{ème} siècle
- 65 > 74 **JEAN-ROBERT PITTE**
Agriculture et Culture : réflexions pour un avenir humaniste de la production agricole mondiale
- 75 > 81 **JEAN-PAUL JAMET**
Les enjeux de l'agriculture européenne à l'horizon 2030 : une revanche de l'économie de l'offre ?
- 83 > 98 **JEAN-PIERRE POULAIN**
Les dimensions sociales et culturelles des enjeux de l'agriculture moderne

L'AGRICULTURE CHANGE DE MONDE(S)

Il aurait été excessif de prétendre que « l'agriculture change le monde ». Au moins, qu'elle le change à elle seule. On peut, tout autant, dire que le monde change l'agriculture. Il est de fait que le monde change, et que ce changement a besoin de l'agriculture. Besoin de l'agriculture et besoin que l'agriculture au moins accompagne ce changement, de préférence l'épouse, de plus en plus le permette, si possible l'assume. D'autant plus que ce changement est une multiplicité de changements. Des changements qui concernent toutes les sociétés du monde, c'est-à-dire leurs citoyens, leurs consommateurs, leurs populations, leurs milieux, leurs organisations, leurs activités. Des changements multiples, en somme, dans un monde lui-même d'autant plus multiple qu'il est plus mondialisé et que, par conséquent, les différences y sont plus visibles, plus contemporaines les unes aux autres. Et les besoins tous aussi urgents mais plus contradictoires que jamais.

PERMANENCE DE L'AGRICULTURE ?

L'agriculture est une activité permanente des sociétés humaines. Des pans entiers de l'économie sont apparus et ont disparu au fil de l'histoire. L'agriculture demeure. Une diversité d'agricultures, naturellement, dans l'espace et dans le temps, mais l'agriculture toujours, reconnaissable comme agriculture, avec ou sans « paysans ». Aussi cette permanence de l'agriculture est-elle une permanence du changement. Il y a eu une révolution industrielle, il y a une succession de révolutions agricoles. Nous sommes en train d'en vivre une, probablement.

La révolution agricole en cours, qui en est à son commencement, est celle par laquelle une nouvelle fois, l'agriculture épouse une transformation du monde. Elle le fait comme elle l'a fait lors de ses précédentes révolutions : avec conscience, avec ténacité, avec application, avec bouleversement de compétences, de structures et de pratiques. Mais aussi avec du temps, avec le sentiment, la conviction, de servir des enjeux vitaux pour l'espèce humaine. Et encore, comme toujours, au milieu de quelques fracas et polémiques qui témoignent d'un autre

aspect permanent de l'agriculture dans nos sociétés humaines quelles qu'elles soient et à quelque époque que ce soit : l'agriculture elle-même est un enjeu vital, propice aux confrontations idéologiques, philosophiques, économiques, sociales et politiques de toutes natures. Et de tous degrés de virulence.

L'AGRICULTURE A-T-ELLE UN SENS ?

On croyait la question définitivement tranchée : l'agriculture serait, dans le mouvement du monde, une marginalité incontournable mais de moins en moins décisive. Pour certains même une survivance à laquelle il aurait fallu trouver d'autres finalités, éventuellement superflues, par pur esprit de solidarité avec une catégorie en voie de disparition.

La question est revenue, mais dans des termes différents de ceux du passé, et demande aujourd'hui, pour l'avenir long s'il doit y en avoir un, une ou plusieurs réponses urgentes, nouvelles, qu'il faut donc prendre le temps d'instruire. La réponse, ou les réponses à la question seront des réponses politiques, des réponses d'engagement pour nos sociétés et pour nos agricultures, ensemble. Dans un domaine où un engagement produit des effets de long terme, même si le monde agricole, dans bien des régions du monde et notamment en France, a prouvé sa capacité d'adaptation rapide à des contextes fluctuants, à des orientations inconstantes, parfois à des spéculations imprudentes.

L'agriculture retrouve son sens le plus profond vis-à-vis du plus grand nombre parce que la question de l'alimentation se retrouve posée là où on la croyait définitivement résolue, et dans ce qui est perçu comme une tension avec d'autres sens possibles concernant d'autres fonctions possibles, dans des termes inédits. Voilà donc l'agriculture au centre d'interrogations aiguës sur des priorités, des relativités, des principes qui doivent fonder des politiques, des économies, et naturellement des écologies.

DES EXPERTS, MAIS DE QUOI ?

L'avenir est une infinité de possibles. Il faudra cependant choisir. Il convient, par conséquent, d'éclairer les choix. De les évaluer en mesurant les contraintes réelles ou imaginées, les capacités avérées ou espérées, les hypothèses raisonnables et les utopies motrices.

Souhaitant apporter quelques lumières à ce nécessaire éclairage, plusieurs organisations de professions des grandes cultures en France ont sollicité des sources multiples. A quels spécialistes fallait-il s'adresser ? L'infinité des possibles ouvrait sur une infinité d'expertises. Neuf sont réunies dans ce volume.

Neuf regards d'experts aussi hétérogènes que l'on pouvait l'espérer. Chacun laissé libre de son propos, qui laisse également libres ceux qui les ont interrogés. Mais chacun ayant, chemin faisant, modifié par le débat le regard des autres. Neuf experts qui, pour certains très éloignés jusque-là des questions de l'agriculture, ont apporté l'étendue de leurs compétences dans d'autres domaines, construisant ainsi des pertinences nouvelles. Pour d'autres profondément liés à ces questions dans leur spécialité et bousculant au passage quelques idées reçues ou concentrant dans un texte restreint tout le relief de l'essentiel.

Tous se sont rendus disponibles pour se prêter à cet échange. C'est que, plus encore que d'être des experts de l'un ou l'autre des champs de compétence mobilisés ici, ils sont tous, avant tout, des spécialistes du questionnement.

C'était la spécialité commune que cette initiative souhaitait solliciter : l'expertise dans la construction des questions avant de décider de ce que devrait être la réponse. Ensuite chacun, et d'abord les professions de grandes cultures associées à cette initiative, devra en tirer les conséquences dans ses choix : choix professionnels, choix nationaux, choix européens dans un contexte mondial.

Voici donc neuf regards sur la question de la rencontre entre agriculture(s) et monde(s) qui changent. Neuf interpellations pour aider les agricultures à exprimer leur capacité contributive aux évolutions nécessaires et souhaitables pour les citoyens, les consommateurs, les populations, leurs milieux, leurs organisations, leurs activités. Neuf interpellations aussi pour les instances qui décideront des conditions dans lesquelles ces contributions pourront s'exprimer au service des sociétés humaines.

Voici neuf manières de penser, d'espérer et d'agir.

Ce qui les réunit, c'est le monde que ces neuf experts regardent. Quelques faits massifs se répètent de l'une à l'autre de leurs contributions. Un monde dont les enjeux s'affirment comme d'eux-mêmes par l'acuité des crises et l'origine des conflits, la montée des richesses et la persistance de détresses, la conscience de

son unicité et la valeur de ses diversités. C'est l'intégration de la démographie, de l'écologie, de l'économie, dans des géographies où politiques et sociétés dialoguent la vie quotidienne.

Ce qui les différencie, c'est l'agriculture qu'ils observent. Voyant le même monde, chacun en tire pour la pluralité des agricultures, singulièrement pour les grandes cultures, des enseignements divers, parfois contradictoires, souvent pressants, toujours pertinents. Ils sont, en cela, l'expression des compétences qui font le mouvement de la société, y compris de la société se vivant comme marchés.

Ce qui les distingue, c'est l'angle de leur vision. La capacité de chacun à concevoir et décrire le lien entre des stratégies d'Etats, des intérêts d'acteurs économiques, des cultures de populations, des phénomènes dans la nature, et les faisceaux de décisions, prises ou à prendre, qui infléchiront de manière durable la relation de tous avec un patrimoine commun : les milieux que l'agriculture travaille.

L'agriculture doit repenser ses interfaces avec ce monde, avec ces mondes. Il lui appartient, au premier chef, de construire la vision de ses contributions à la réalisation du monde souhaitable qui émerge des aspirations autant que des contraintes. Il lui appartient de proposer ses engagements, d'éclairer ce faisant les choix de ceux dont les engagements, à leur tour, rendront plus ou moins possibles les contributions de l'agriculture.

C'est à cet échange que l'initiative de réunir ici neuf regards espère participer.

Car il s'agit de passer à l'action. Au nombre des évidences qui appellent des actes et dont les experts tracent ici les grands axes, quelques-unes s'imposeront.

L'alimentation, d'abord. Faillir à cette mission confirmerait, en effet, que l'alimentation est une arme, quand l'agriculture veut être un facteur de paix. L'objectif est réalisable. Il pourrait même être déjà réalisé : les données montrent des défauts de répartition plus que des contraintes de quantité. Même à terme. Mais au-delà des données, nourrir les perceptions. La puissance symbolique de la fonction alimentaire, gisement de valeur pour une agriculture productrice, aussi, de sens. Pour prendre en compte la diversité et la totalité des besoins de consommateurs qui, d'abord, sont des femmes et des hommes d'aujourd'hui, et leurs générations futures.

L'environnement, ensuite. L'agriculture est l'activité de son milieu naturel. La garante de la juste utilisation des ressources, du juste emploi des moyens. C'est-à-dire de l'efficacité économique comme, concomitamment, de la qualité écologique. Sans opposition entre l'une et l'autre. Continuer à progresser sur une voie où la réalité est déjà engagée. Mais très inégalement à la surface de la terre : la terre agricole mais aussi urbaine, ou sauvage, toujours vivante. La terre qui bénéficie de l'agriculture pour l'amélioration durable de ses équilibres internes. Et qui doit pouvoir en bénéficier davantage, en conciliant les impératifs dans une perspective dynamique, durable.

La santé, par conséquent. On semble n'en être qu'au début de la compréhension des mécanismes qui font du produit de l'agriculture une source naturelle de moyens et de méthodes de prévention et de soin. On voit la question de l'équilibre alimentaire dans sa double urgence de la carence et de l'excès. On ne fait que deviner tous les progrès possibles. Dans une vision intégrée de ce qui touche à l'aliment ingéré, au milieu intime de la vie quotidienne et aux questions mondiales du milieu naturel dans sa globalité, les trois niveaux d'une agriculture responsable, avec des industries alimentaires partenaires.

La confiance, indispensable. Les besoins urgents, les aspirations profondes et les désirs légitimes seront mieux satisfaits si les conditions du choix des réponses sont claires, les méthodes de la décision transparentes et les moyens de les réaliser assumés. L'agriculture est, en cela, semblable aux autres grands secteurs d'activité. L'écoute doit être plus visible, le dialogue plus manifeste, le débat plus ouvert. De la part de toutes les parties concernées, y compris des acteurs de l'agriculture, comme tous parties prenantes de la même société.

L'audace, nécessaire. La complexité des situations qui en appellent à l'agriculture encourage à l'innovation. Les valeurs de fond qui demeurent essentielles pour l'agriculture, leur lien profond à la nature, aux cultures, aux civilisations et à l'espérance d'une vie meilleure, doivent se maintenir à l'œuvre dans la production des valeurs économiques, techniques, professionnelles et sociales que l'on en attend pour aujourd'hui et pour demain. L'audace consistera à ne renoncer à rien de ces essentiels pour réaliser l'ambition d'un avenir différent. L'audace de changer, d'accueillir, de susciter, de maîtriser le changement.

CONTRIBUTION DES EXPERTS

– Dominique MOÏSI

POLITOLOGUE

A l'Université d'Harvard, il est titulaire de la chaire Relations internationales. Il est également conseiller spécial de l'IFRI, Institut français de relations internationales, après en avoir été le directeur adjoint. Spécialiste des relations internationales et du Moyen-Orient, il est l'auteur de nombreux ouvrages dont le dernier, La géopolitique des émotions, paraîtra aux éditions Flammarion en septembre 2008.

GÉOPOLITIQUE ET AGRICULTURE

La géopolitique est-elle en train de transformer l'image de l'agriculteur et du monde agricole en France, en Europe et au-delà dans le monde ? Jusqu'à une date très récente, le paysan était trop souvent perçu au pire comme un assisté et au mieux comme le futur conservateur de la nature ; le représentant d'une activité qui avait certes été centrale mais qui était devenue résiduelle, et dont l'importance électorale volontairement enflée ne saurait plus cacher la marginalité sinon l'anachronisme grandissant.

Une telle vision présentée de manière certes presque caricaturale ne saurait masquer la transformation de l'image du monde agricole, un monde qui est en train de se modifier sous nos yeux. Et si l'agriculteur et l'agriculture étaient sur le point de redevenir des cartes maîtresses de la France dans un monde en pleine transformation, au même titre que l'énergie nucléaire, l'industrie du luxe et le train à grande vitesse ?

Ce qui est rare est cher, et la loi des avantages comparatifs défendue hier par l'économiste Adam Smith semble bien correspondre aux atouts du monde agricole en France. Encore faut-il en prendre conscience et ne pas gaspiller la ressource précieuse qu'est redevenue la terre au nom d'une logique de profit à courte vue et d'intérêts à court terme.

Les transformations qui sont en train d'intervenir dans le monde – dont la démographie est une des composantes les plus importantes – modifient le regard que nous devons porter sur le monde agricole. Dans un monde plus complexe, avec une humanité plus nombreuse, et face à des enjeux stratégiques plus diversifiés – incluant le réchauffement climatique – l'agriculteur et l'agriculture sont devenus ou redevenus des acteurs clés du changement. Si l'on rejette avec raison toute réponse malthusienne aux défis de la planète il faudra mieux gérer ce bien rare et essentiel que constitue la terre au même titre que l'eau.

1. UN MONDE PLUS COMPLEXE

Pendant plus de quarante ans de 1945 à 1989 le monde a été artificiellement simple. Le passage de la bipolarité de la guerre froide au moment unipolaire américain de 1991 à nos jours ne s'est pas traduit par la fin de l'histoire mais par l'entrée dans un monde de fait plus complexe. Aujourd'hui en 2008 le monde est en train sous nos yeux de passer du moment unipolaire américain à une nouvelle forme de multipolarité qui n'est pas synonyme d'ordre mais de désordre sinon de chaos. Contrairement à ce que souhaitaient les dirigeants français de la Cinquième République derrière le Général de Gaulle, un monde multipolaire n'est pas nécessairement plus stable, bien au contraire, qu'un monde bipolaire ou unipolaire.

Hier la simplicité de la guerre froide s'expliquait par l'existence de deux blocs qui se faisaient face, dans une compétition idéologique et de puissance à l'ombre de l'arme nucléaire. Pour reprendre la célèbre formule de Raymond Aron, dans cet univers

dominé par la guerre froide, « la paix était impossible et la guerre improbable ». Après l'effondrement sur lui-même de l'empire soviétique, l'Amérique s'est retrouvée seule dans sa catégorie de pouvoir, possédant tous les ingrédients de la puissance, militaire, économique, politique, culturelle. .. Mais l'« Hyper-puissance » américaine n'a pas su gérer sa supériorité, par légèreté et indifférence lors de années Clinton, parce qu'elle est partie dans une mauvaise direction dans les années Bush. Aujourd'hui l'Amérique n'est plus seule et le monde est redevenu ce qu'il était dans l'Europe classique c'est-à-dire multipolaire. La principale transformation intervenue dans le système international tient à l'émergence de la Chine et derrière elle de l'Inde. Pour la première fois depuis le milieu du dix huitième siècle le monde n'est plus exclusivement dominé par l'Europe ou l'Occident. Non seulement nous avons perdu le monopole de la puissance mais encore celui des modèles. La Chine et au-delà la Russie sont la preuve que l'on peut réussir au moins à court terme sans la démocratie et sans même l'Etat de droit.

Aujourd'hui le premier défi international auquel se trouve confrontée l'Amérique n'est pas que des groupuscules terroristes fondamentalistes veuillent la détruire, mais qu'un milliard et trois cent millions de Chinois veulent dépenser et consommer, sinon même se nourrir comme elle. Et ces Chinois ne souhaitent pas à l'exception de minorités éclairées mais infimes être gouvernés comme des Américains. La revendication démocratique n'est pas leur priorité. L'accès aux biens de consommation, la satisfaction de l'orgueil national sont des revendications plus importantes.

Avec l'émergence de la Chine et derrière elle de l'Inde se constitue sous nos yeux ce qui est en passe de devenir la première puissance économique mondiale : « Chindia », un monde peuplé de sept cent millions d'individus des classes moyennes développées qui sont les classes productrices : trois cent cinquante millions de Chinois et trois cent cinquante millions d'Indiens qui continuent de croître à près de dix pour cent par ans et dont les ambitions et même les appétits se rapprochent des nôtres. Tout se passe comme si la mondialisation était à la fois marquée par le passage du flambeau de l'histoire de l'Occident américain vers l'Asie, et l'Américanisation sinon l'Occidentalisation du monde.

Au-delà de l'émergence de la Chine et de l'Inde il y a le retour d'une Russie impériale qui a le sentiment d'exister parce qu'elle nous fait peur à nouveau. Superpuissance énergétique la Russie n'est pas redevenue l'Urss ; elle n'est pas dans la même « ligue » que l'Amérique sur le plan militaire, elle ne représente sur le plan économique que sept pour cent de la puissance combinée de l'Union Européenne et des Etats-Unis. Mais dans sa revendication d'un nouvel ordre européen, la Russie nous fait légitimement peur. Ce n'est pas le retour de la Guerre Froide, mais pourtant cela a le goût et la couleur de la guerre froide pour plagier une formule publicitaire célèbre il y a de nombreuses années.

L'Union européenne quant à elle n'est pas un acteur complet du système international, elle demeure plus que jamais, après le « non » de l'Irlande au traité constitutionnel,

un géant économique et un nain politique. Un « non acteur » qui est particulièrement vulnérable non seulement aux ambitions impériales de la Russie, au dynamisme économique de l'Asie, aux ambitions destructrices des fondamentalistes, mais au désespoir économique du continent africain avec ses conséquences en termes de flux migratoires.

La complexité du monde n'est pas seulement le produit de la multiplication des acteurs, mais aussi la résultante de la multiplication, de l'interdépendance et de la transparence des enjeux. Dans un contexte de crise économique mondiale et alors que pour plagier une formule célèbre de François Mitterrand, « la croissance est à l'Est et les dettes à l'Ouest », les enjeux énergétiques sont au même titre que les questions démographiques des enjeux de sécurité majeurs. Et si la terre et l'agriculture ne servent plus seulement à nourrir les hommes, mais à travers les bio-énergies à les chauffer, sinon à assurer leur déplacement, alors le contrôle de la terre et de ses richesses réelles et potentielles en matière de ressources agricoles et alimentaires devient un enjeu vital. Des puissances pétrolières comme l'Arabie Saoudite ou la Russie commencent non seulement à acheter des terres comme l'Arabie Saoudite, mais à procéder à des prises de contrôle dans l'industrie agro-alimentaire comme la Russie. Il s'agit pour elles de prendre des garanties pour un monde « post pétrole » demain ou après-demain.

2. UNE HUMANITÉ PLUS NOMBREUSE

Selon le département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, la population mondiale devrait atteindre neuf milliards d'habitants en 2050. Proportionnellement c'est l'Afrique sub-saharienne, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord qui devraient connaître la croissance démographique la plus importante, c'est-à-dire des régions où l'accès à l'eau est le plus difficile et le plus rare. En 2050 certains pays de cette zone géographique se verraient, selon cette même étude, contraints à importer l'essentiel de leurs ressources céréalières. A l'inverse la croissance démographique de l'Asie, de l'Amérique du Nord et de l'Amérique latine ne se ferait que modérément, alors que l'Europe dans son ensemble tirée vers le bas par le déclin démographique de la Russie verrait sa population décroître, ne faisant que confirmer en cela le déclin relatif de l'Europe ; moins d'Européens et moins d'Europe dans le monde.

Autrement dit c'est là où les populations sont en train de devenir toujours plus nombreuses que l'accès à l'eau et à la nourriture se fait toujours plus rare et difficile. Au moment où les Européens et les Américains se plaignent de la montée du prix de l'essence, les émeutes de la faim ont déjà commencé en Egypte et en Afrique. Ces émeutes ont fait perdre son poste au premier Ministre de Haïti. Des pays comme la Chine, l'Inde et l'Indonésie ont restreint leurs exportations et le riz y circule désormais sous bonne escorte. Un pays riche et à la faible population comme Singapour a mis de côté des sommes importantes pour fournir du riz à un prix subventionné à ses populations les plus pauvres ; il convient de tout faire pour prévenir un mécontentement qui pourrait être source de désordre.

Les émeutes de la faim d'aujourd'hui ne sont-elles rien en comparaison de ce qu'elles peuvent devenir demain ? Le réchauffement climatique va-t-il contribuer à créer des mouvements de population encore plus déstabilisants comme cela est déjà le cas au Darfour ? En fait il convient sans doute de raison garder, de prendre conscience de la gravité du phénomène mais aussi des solutions qui sont à notre portée. L'histoire a constamment donné tort à Thomas Malthus l'économiste et démographe britannique du 19^{ième} siècle pour qui la croissance géométrique de la population ne pouvait que dépasser la croissance arithmétique de la production alimentaire. La révolution industrielle, la révolution des transports, la révolution verte ont largement discrédité Malthus. D'après des démographes réputés comme Joel Cohen, il y a assez de céréales sur terre pour nourrir 10 milliards de végétariens et l'humanité devrait se stabiliser autour de 10 milliards d'être humains en 2060. Bien entendu, une partie importante des terres ont pour vocation à nourrir le bétail. Plus les Chinois aisés voudront manger de la viande de bœuf plus les tensions alimentaires seront grandes. Si le prix des produits agricoles devient proportionnellement aussi élevé que celui du pétrole, alors on cultivera l'Afrique, on établira des exploitations de pêche dans les océans...

Au fur et à mesure que la nourriture « devient de l'or », les investisseurs placeront des sommes toujours plus importantes dans les exploitations agricoles et dans les industries agro-alimentaires.

3. LES CARTES DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGRICULTEUR À L'HEURE DE LA MONDIALISATION ET DE LA MULTIPOLARITÉ

Prendre confiance en soi, être conscient que le « Zeitgeist », le sens de l'histoire les porte à nouveau, telle est la première leçon que le monde agricole doit tirer de la transformation du contexte géopolitique actuel. La confiance retrouvée doit s'accompagner aussi de la modestie et du sens des responsabilités devant la complexité des défis et la multiplicité des tâches.

A. La confiance

C'est sans doute la dimension et la considération la plus importante. Le métier d'agriculteur n'est pas seulement en train de redevenir un métier d'avenir ; selon certaines projections le nombre d'agriculteurs pourrait doubler d'ici à 2050 en France. C'est une activité de services, noble, indispensable non seulement à l'équilibre de la nation mais encore à celui de la planète. L'agriculteur doit assurer non seulement la sécurité alimentaire de son pays et celle de l'Union européenne. Il doit également contribuer aux équilibres alimentaires mondiaux. Il doit préserver les équilibres des espaces ruraux, essentiels au bon développement du tourisme. Il doit enfin contribuer à l'amélioration de l'environnement en participant à la lutte contre le réchauffement climatique. La défense de la terre peut de ces multiples points de vues apparaître ainsi moderne et non pas archaïque.

Il n'y a bien évidemment pas de point commun entre la situation de l'agriculture en Inde et en France. Et pourtant le conflit très médiatisé qui est en train de se dérouler sous nos yeux au Bengale – entre le monde rural et le monde industriel incarné par le groupe Tata et son projet de voiture ultra bon marché la Nano – est plein d'enseignements même pour nous. Hier les pro-Nano l'auraient emporté sans difficulté ; aujourd'hui, et je me garde bien de prendre parti sur le fond, ce n'est plus le cas. Le monde rural traditionnel effrayé par les effets de l'industrialisation a une voix qui porte bien davantage. La modernité n'apparaît plus nécessairement où on s'attendrait à la trouver. Le projet de la Tata Nano est un excellent projet, mais il peut se faire sur des terres autres qu'agricoles.

B. La modestie

Le monde agricole doit prendre conscience de sa force, de sa centralité nouvelle mais il doit le faire sans forfanterie et sans excès. La diversité de ses responsabilités rend sa tâche complexe et ses missions potentiellement contradictoires ; nourrir une planète qui n'a jamais été aussi peuplée dans l'histoire de l'humanité, mais également à travers les bio-énergies contribuer à chauffer les hommes, sinon à leur permettre de se déplacer sans dépendre exclusivement des énergies qui polluent physiquement et politiquement. Une énergie propre c'est également une énergie qui n'accroît pas la dépendance des pays consommateurs démocratiques face à des pays producteurs qui eux ne le sont pas.

L'agriculture est bien au cœur des enjeux économiques, écologiques, sociétaux et stratégiques de demain. Comment concilier le retour de la rareté avec la nécessité de préserver les grands équilibres de la planète sur le plan écologique ? Comment éviter la concentration sur les zones les plus compétitives et maintenir une agriculture viable sur l'ensemble des territoires ? Comment faire face à l'incertitude sur l'équilibre entre l'offre et la demande et donc sur le niveau des prix ? L'ouverture toujours plus grande des marchés, les changements climatiques qui ne peuvent qu'accroître la fréquence des catastrophes naturelles, le retour des pandémies et des crises sanitaires mondiales qui ne peuvent qu'avoir des répercussions sur les marchés... tous ces facteurs doivent conduire à la prudence et à la modestie. Centralité et vulnérabilité vont de pair et doivent conduire naturellement à un troisième terme : celui de responsabilité.

Alors que l'avenir de la Politique Agricole Commune va être redéfini sous nos yeux, la question centrale pour le monde agricole est de retrouver aux yeux des citoyens européens une pleine et entière légitimité. L'objet de ce court essai est de démontrer au monde agricole et plus particulièrement aux céréaliers que les changements intervenus dans le monde sur le plan de la géopolitique entendue dans le sens le plus global du terme vont dans leur sens. A eux de saisir les opportunités nouvelles qui se présentent dans un esprit de confiance et de responsabilité citoyenne.



Au Conservatoire national des arts et métiers, il est titulaire de la chaire d'assurances et dirige l'École nationale d'assurances. Ses travaux portent sur les politiques du risque. Pour la période récente, il s'est particulièrement intéressé à la construction des politiques de « précaution » (cf. Le Principe de précaution, Que sais-je ?, PUF, 2001). Il connaît le monde agricole sous deux angles : d'abord par ses institutions financières, Crédit agricole et Groupama, et les dispositifs d'assurance spécifiques aux agriculteurs, ensuite comme expert des problématiques de précaution dans les débats sur les OGM.

AGRICULTURE : UNE PERCEPTION BROUILLÉE

I. UN CONSTAT DE DIVORCE

Jusqu'à une date récente, l'agriculture en France pouvait être mal connue, elle était bien perçue.

La première raison est sans doute que les agriculteurs ont su nourrir une population française en croissance constante. Le temps des famines appartient à l'histoire, ou aux pays en développement. Il relève d'un autre monde. Depuis la guerre, nous n'avons pas connu de pénurie alimentaire. Au contraire, la nourriture est surabondante en France. Les images ne manquent pas où l'on voit les agriculteurs distribuer ou détruire une production qu'ils ne parviennent à vendre à un prix suffisant. Les maladies de la nutrition ne sont plus aujourd'hui liées au manque d'alimentation, mais à une mauvaise alimentation liée à de mauvais modes de vie : l'obésité en est le symbole.

Non seulement l'agriculture française a su créer les conditions de l'indépendance alimentaire de la France, mais elle a fait de la France une puissance agricole dans la mondialisation. L'agriculture française nourrit une pépinière d'industries alimentaires fortement exportatrices.

L'agriculture française est en même temps une agriculture moderne, à la pointe du progrès. La France a su trouver les conditions de recherche, d'enseignement, de financement pour que son agriculture soit, par ses techniques, à la pointe de l'agriculture mondiale.

Tous ces développements, l'agriculture les a réalisés dans une certaine symbiose avec la population française et ses valeurs. La production agricole, même mécanisée et industrialisée, a su maintenir une production de qualité, une production respectant les valeurs de ses multiples terroirs. La France a pu ainsi rester le pays de la gastronomie, connue et appréciée dans le monde entier par de grands « chefs » ne manquant jamais de rappeler qu'une bonne cuisine se fait d'abord avec de bons produits. Le Président de la République ne s'est-il pas engagé à faire inscrire la gastronomie française au patrimoine de l'Unesco ?

Les agriculteurs ont pu mener des luttes très dures, parfois violentes, s'attaquer aux symboles de l'Etat, ils bénéficiaient du soutien des français qui considéraient qu'ils avaient raison de se défendre. L'agriculteur apparaissait moins comme un « gros » ou un puissant que comme un groupe social plus ou moins menacé, en charge de la défense de quelque chose d'essentiel. Les exploitations agricoles pouvaient se concentrer, devenir de véritables « entreprises », elles restaient inassimilables avec le monde industriel.

Symbole de cette symbiose : le salon de l'agriculture où la France a pris l'habitude de se célébrer comme terre agricole, rendez-vous incontournable pour les politiques et où les jeunes citadins découvrent une « nature » perdue. Le salon de l'agriculture est plus qu'un « lieu de mémoire ». Il exprime un rapport essentiel de la France avec elle-même et ses valeurs.

En un mot, la population agricole a pu se réduire drastiquement, la profession n'occuper qu'une part de plus en plus minoritaire de la population active, elle a su se moderniser pour réussir une nouvelle révolution agricole, mobiliser des techniques, se former, s'organiser, se structurer, assurer une production qui allie quantité et qualité et, finalement, maintenir le lien si fort des français à leur terre. Car la France reste une terre agricole, et les agriculteurs n'y sont pas mal aimés.

Pourtant, ces dernières années, cette image positive s'est progressivement brouillée. Il ne s'agit d'incriminer ni les uns ni les autres, mais seulement de constater qu'un divorce se creuse entre l'agriculture et son milieu. Les agriculteurs français, en particulier, n'ont pas vu comment la vague environnementaliste allait les toucher.

On peut faire un certain nombre de constats :

A. Les produits de l'agriculture française n'engendrent plus la même confiance qu'auparavant. Ils ne sont plus nécessairement synonymes de qualité. Ils peuvent être dénoncés comme dangereux ; les processus de l'agriculture moderne ne sont guère transparents. Les années récentes ont été marquées par de grandes crises sanitaires d'origine agricole : la vache folle d'abord, qui a révélé des techniques de production de l'alimentation du bétail qu'on n'imaginait guère et qui a eu comme conséquence d'introduire le principe de précaution dans l'agriculture, bien avant la question des OGM. Cette crise a été relayée par le débat sur les OGM qui a fait apparaître que l'ingénierie agricole, la recherche pourraient être néfastes, plus dangereuses que bénéfiques, irresponsables. Les techniques mises en œuvre par l'agriculture moderne ne seraient pas « durables » : loin de préserver la nature, elle la mettrait en péril. Quand l'agriculteur apparaissait jusqu'alors comme un réducteur de risque (alimentaire) pour la population, il est perçu, à l'inverse, comme un producteur de risques. Et cela se poursuit par un regard rétrospectif porté sur les techniques phytosanitaires qui, utilisées à grande échelle et de manière intensive, seraient dangereuses pour les hommes, cancérigènes (cf. les dénonciations du professeur Belpomme qui attribue 80 % des cancers à l'environnement), mais aussi pour les animaux et la biodiversité (la mort des abeilles) et un environnement qui, dans certaines régions, serait devenu irrécupérable (cf. l'exploitation de la banane en Martinique). Il y a comme une inversion dans les signes : l'agriculture était perçue comme une ressource, elle devient une menace. L'agriculteur était vu comme celui qui permettait à la nature de donner tout ce qu'elle pouvait à un homme qui en avait bien besoin. Voici qu'il détruit plus qu'il ne construit. Cette incapacité de l'agriculteur moderne de vivre avec la nature pouvant trouver de nouvelles illustrations dans la coexistence si difficile avec le loup réintroduit dans les Alpes ou l'ours dans les Pyrénées.

B. En même temps, l'image du métier de l'agriculteur s'est brouillée. On imaginait l'agriculteur comme un homme de la nature, celui qui avait gardé lien avec la nature perdu par le citoyen. L'agriculteur connaît la terre - nourricière -, il sait la rendre productrice, affronter les risques de la nature qui viennent des circonstances climatiques de telle manière que le consommateur en est préservé. Pendant longtemps, on a pu se

reposer sur l'art des agriculteurs pour réduire ces risques qui ont si longtemps dominé l'histoire de l'humanité. C'est comme s'ils avaient perdu cette maîtrise.

On ne sait plus ce que font les agriculteurs, ni qui ils sont. On les imaginait comme ceux dont nous avons besoin pour maîtriser une nature difficile, une maîtrise faite de proximité. On les découvre comme des industriels. Industriels d'abord parce qu'ils appartiendraient à un système de production dominé par des grandes firmes multinationales visant leur seul intérêt (Monsanto en étant le symbole). L'agriculteur serait moins du côté de la nature, avec toute la mythologie qui l'entoure, que du côté du monde économique et financier. D'ailleurs l'agriculteur ne semble plus voué à produire des aliments, mais aussi bien des carburants (ou d'autres produits industriels) ceci provoquant de nouvelles pénuries alimentaires qui font monter les prix. En cause donc, non pas seulement la qualité des produits, mais leur destination. L'agriculteur a désormais mieux à faire que de s'occuper du citoyen. Il ne le protège plus.

C. Le modèle économique de l'agriculture française est lui-même en question. La Pac est décrite comme un monde de subventions dans un univers où toutes les subventions sont supposées disparaître. Subvention veut dire impôt et transfert. Cela pouvait être accepté dans un moment où l'agriculture apparaissait naturellement au service de l'intérêt général, et devient moins « évident » dans le nouveau contexte. Et les débats autour de l'OMC soulignent un certain égoïsme des pays agricoles les plus développés.

D. Le monde agricole apparaît lui-même divisé. Fnsea contre Confédération paysanne. Il y aurait d'un côté les gros agriculteurs qui viseraient le profit, quel que soit le coût environnemental, les agriculteurs intéressés, qui seraient sous la dépendance des grandes firmes qui fournissent le matériel agricole – semences, engrais, produits phytosanitaires – et les agriculteurs qui viseraient le consommateur, la qualité, les produits bios. La Fnsea a brusquement vieilli, elle qui fut l'organisation de la modernisation de l'agriculture française, et cela au profit d'une Confédération paysanne qui, en d'autre temps, serait apparue comme le lobby des attardés. La Fnsea bafouille au milieu des préoccupations environnementalistes quand la Confédération paysanne fait alliance avec les écologistes.

Pour expliquer cette transformation dans les rapports entre l'agriculture française et son public, il y a plusieurs raisons de niveaux différents. Il y a des éléments « accidentels » comme la crise de la vache folle, mais qui n'ont pu avoir les conséquences qu'ils auront que parce que les éléments de perception de l'agriculture avaient sans doute déjà changé comme la crise des OGM ne va pas tarder à le montrer. De fait, les agriculteurs n'étaient peut-être pas suffisamment préoccupés de leur image dans l'opinion, suffisamment attentifs au fait que, en raison de changements dans les préoccupations des français, la question du rapport de l'homme à la nature, avec sa médiation technique, était en train de devenir centrale. Or, l'agriculture plus encore que l'industrie est à la charnière de cette question. Ce qui fait que l'agriculture va se retrouver, sans l'avoir voulu ni même prévu, au centre du débat sociétal. Ceci dans le contexte de la montée des préoccupations environnementales.

Mais il ne faut pas oublier que ces éléments de perception ne se sont pas transformés d'eux-mêmes. Ils sont l'objet de luttes intenses. Luttres entre groupes sociaux de tendances philosophiques distinctes, luttres qui vont être utilisées par certains agriculteurs pour faire valoir, chercher à imposer les normes de leur forme de production (bio) contre les autres. La division du monde agricole, le retour au « paysan » prôné par certains est une des composantes de cette bataille. Elle trouve appui dans des conditions sociétales plus générales.

Les agriculteurs ont-ils anticipé la profonde révolution des mentalités qui s'appelle l'écologie, qui a donné le Grenelle de l'environnement, révolution extrêmement profonde, qui s'est emparée de l'agriculture pour en inverser les signes ? Les agriculteurs non plus protecteurs des hommes, mais menaçants, à l'instar de n'importe quel industriel. Les agriculteurs avaient-ils anticipé que la recherche d'un nouveau rapport nature et culture, où ils se trouveraient naturellement impliqués, allait devenir une des préoccupations cardinales de l'homme contemporain ?

II. LE NÉO-ROUSSEAUISME : LA MENTALITÉ DOMINANTE DES FRANÇAIS

La passion politique qui domine en France aujourd'hui prend la forme d'une sorte de néo-rousseauisme. Le néo-rousseauisme est une passion qui domine les mentalités de la base au sommet, depuis la France la plus profonde jusqu'aux élites intellectuelles les plus parisiennes.

Il n'y a plus de place aujourd'hui pour des utopies, mais seulement des contre utopies. On ne peut pas rêver d'un monde meilleur, parce que tout monde meilleur ne peut être que pire. Nous ne voyons plus le progrès que sous le signe du mal. Nous subissons l'avenir, nous ne l'espérons plus. Ce n'est plus une promesse, mais une menace. Il y a tant de plaisir à se dire anti-moderne.

Nous nous sentons cernés. Nous ne sommes entourés que par le mal. A l'instar de Rousseau, nous pensons que « le mal moral est incontestablement notre ouvrage » et que « le mal physique ne serait rien sans nos vices ». Il n'y a de maux que de l'homme. Nous voyons le mal partout, en nous et hors de nous. En nous, parce que nous ne cessons de nous percevoir comme des êtres malfaisants, dont le pouvoir est d'abord destructeur. Nous n'avons que le pouvoir de nuire, détruire, d'engendrer des catastrophes, de nous rendre la terre, la vie, invivables.

Le mal est aussi partout hors de nous et à cause de nous. Nous avons perdu la nature, nous la détruisons à notre profit. Nous détruisons les espèces, nous détruisons le climat, nous nous créons un environnement artificiel, rempli d'objets empoisonnés. Nous nous sommes construit un environnement délétère. Quand la nature et ses paysages s'annoncent si accueillants et reposants, nous les avons transformés en un milieu hostile, qui se retourne contre nous-mêmes. Nous sommes des briseurs d'harmonie. La technique, nos instruments, nos artifices ne prolongent pas la nature, ils la plient, l'arraisonnent, la détournent d'elle-même et, naturellement, elle se venge. Nous nous plaçons, écologiquement, sous le signe de la faute et du péché originel.

Le climat est détraqué. Le pire nous est promis. C'est une course à l'adaptation. A la protection. Si nous pouvions revenir en arrière ! L'avenir est dans la frugalité, à la décroissance. Il faut savoir, apprendre à se restreindre. La ligne, le signe : non pas toujours plus, mais toujours moins.

Le mal est partout, dans la guerre, dans les fanatismes, dans les maladies, dans tout ce que nous produisons qui est désormais placé sous son signe universel. C'est un environnement qui ne fait que nous rendre malades, dont il faut désormais nous défier. Plus que jamais nous devons nous attacher à revenir sur ce que nous avons fait, à le purifier, à le maîtriser. Tout est mal. Le mal est partout.

Mais le mal est bien au-delà ce que l'on constate. Dans la certitude du mal, il y a que le mal nous guette derrière la porte, dans ce que nous ne voyons pas. Il faut « produire » le mal pour éclairer les catastrophes futures qui nous menacent. C'est devenu un devoir de précaution que de débusquer le mal partout où on ne le voit pas. Car nous sommes promis à la catastrophe. Et il n'y a pas de tâche plus urgente que de nous en préserver.

Il n'y a pas tant à faire qu'à défaire. Le mieux serait d'arrêter, « d'inagir », de réduire la force, la puissance, de s'apaiser, débander. Mais ce n'est pas suffisant. Il faut réparer, remettre les choses en état, revenir en arrière, retrouver le chemin perdu. Nous avons connu l'âge d'or, il n'y a pas si longtemps. Mais nous ne l'avons pas vu. Nous l'avons méconnu. Nous avons pensé qu'il fallait continuer. Nous avons réussi à nous affranchir du besoin. Alors a commencé l'excès, la déraison, l'abus, l'universelle transmutation du bien en mal. Il faut maintenant revenir au point où nous nous sommes perdus.

Voilà l'utopie de notre temps : revenir en arrière, mais sans rien compromettre de ce point heureux où nous étions parvenus. L'utopie du point mort, d'un point où l'on pourrait rester, séjourner quand toutes les forces nous poussent à en sortir. L'utopie est dans la résistance au changement, l'aménagement d'un espace indéfiniment restauré. Selon cette utopie ne devraient être célébrées que les énergies faibles, la basse tension ; il ne devrait y avoir d'industries que réparatrices. Construisons partout des conservatoires, puisque nous sommes en voie de disparition. Attachons-nous à nous conserver nous-mêmes.

Nihilisme. Annihiler tout excès dans la force, maintenir la force à son niveau d'énergie qui permet l'équilibre, de stationner, sans tomber. L'art du surplace. Comme les cyclistes dépensent tant d'énergie à rester surplace. Distinguons à nouveau le nécessaire du superflu. Créons des comités d'éthique partout, qui fassent la loi aux producteurs.

Comme il est bon, comme il s'en va au moment même où nous nous reconnaissons comme des malfaisants de nous sentir porteurs d'éthique. Voilà qui nous sauve et nous donne espoir. Quand les églises ferment, les comités d'éthique pullulent. Non pas l'éthique de la force, mais de la réduction des forces. L'éthique de la bride. Tout moteur est destiné à être bridé.

La morale de l'éthique s'adresse d'abord aux sciences et aux techniques, selon le propos même du *Discours sur les sciences et les arts* de Jean-Jacques Rousseau. Il convient de condamner l'artifice des sciences et des techniques au nom d'une frugale vertu. L'activité scientifique est un luxe de l'oisiveté, un détour inutile et dangereux. Le développement des sciences et des arts, c'est-à-dire de cela même avec quoi nous identifions la civilisation est précisément ce qui nous éloigne de la vertu. « Nos âmes se sont corrompues à mesure que nos sciences et nos arts se sont avancées à la perfection ». Quand nous avons coutume de célébrer la science comme mère de la civilisation, nous avons pris l'habitude de nous défier de ses maléficaes. « Peuples, sachez donc une fois que la nature a voulu vous préserver de la science, comme une mère arrache une arme dangereuse des mains de son enfant ». Sachons quitter Athènes pour retrouver la route de Sparte.

Nous refusons aujourd'hui que la science soit libre, nous la considérons comme dangereuse. Et comme Rousseau voulait la réserver aux Académies, nous rêvons de la confiner dans des laboratoires où elle ne pourrait nous contaminer ni physiquement, ni moralement. On ne l'en fera sortir que sous bonne garde, après moratoires et périodes de décontamination. Science et technique ne méritent plus d'être des attributs de la civilisation. Consacrons-nous à l'éloge des mœurs bonnes et simples, faisons de l'école un lieu d'apprentissage éthique, préservons-nous et tenons à distance tous les dangers des sciences et des techniques, cette infernale boîte de Pandorre. Revenons à une agriculture de jardin potager.

C'est à l'éthique que nous demandons de mettre la science en subordination. Nous avons cru, avec Descartes et Condorcet, qu'il appartenait à la science de nous libérer, libérer de l'erreur d'abord, libérer aussi des maux que recèlent nos faibles natures. La liberté désormais est dangereuse. Il convient de la placer sous la juridiction suprême de l'éthique.

Le rousseauisme est une passion isolante. Elle est communautariste. On se referme sur de petits groupes. Quand on est parvenu à l'équilibre, l'étranger, qui est aussi une frontière, ne peut être qu'une menace. Il ne sert à rien de voyager, de se mondialiser. Il faut au contraire se réinscrire dans un territoire. Comme Jean-Jacques Rousseau, dans la *Lettre à d'Alembert*, faisait l'éloge du village alpin isolé en hiver par la neige et trouvant sa satisfaction en lui-même, le néo-rousseauiste rêve d'isolement.

Le néo-rousseauiste est naturellement alter-mondialiste. Il faut retrouver la nature, sa nature, un territoire, avec des liens forts. Il faut retrouver ce que terre produisait, ses semences, ses arbres, sa faune et sa flore et s'en contenter. Le néo-rousseauiste est tout le contraire d'un marchand, d'un entrepreneur qui rêve d'abolir les frontières. La circulation, comme la marchandise portent tous les maux. N'est-ce pas l'expérience présente, sida et grippe aviaire aidant ? On revendique la souveraineté alimentaire. Il ne faut pas plus exporter – ce serait détruire un équilibre – qu'importer. Il faut limiter les échanges autant que faire se peut.

Le plus grand mal, c'est la mobilité, la marchandise, le marchand, le marché, la liberté. Le marchand, fait le marché qui fait la mondialisation. Celui qui d'une manière ou d'une autre s'échappe. Il faut nous relier à la nature, réduire les échanges à l'indispensable. Ecologie : retourner dans la maison qui est la nôtre, notre habitat, et nous y tenir, avec son jardin potager. Les paysans sont devenus des agriculteurs. Qu'ils redeviennent des paysans ! Et que les paysans remplacent les marchands !

III. LE PRINCIPE DE PRÉCAUTION : LE PROBLÈME DE LA VALEUR DES VALEURS

Il faut le souligner : l'agriculture est, s'il est possible, encore plus concernée par la montée des préoccupations environnementalistes que l'industrie. Elle est au centre de la mentalité néo-rousseauiste. L'agriculture est là pour satisfaire des besoins fondamentaux, communs à tous les hommes. La manière dont le métier d'agriculteur est exercé illustre certains rapports de l'homme avec la nature dont le thème est une préoccupation si insistante de l'homme contemporain. L'agriculteur, enfin, est celui dont le travail affecte immédiatement l'environnement.

C'est donc assez naturellement que la décision publique en matière agricole va se trouver régie par le principe de précaution. Le principe de précaution, en effet, ne s'applique pas seulement pour prévenir des « risques », mais d'abord pour gérer des ressources, et en particulier les ressources naturelles. Si l'on considère que la terre, la couche de limon fertile est une ressource, le principe de précaution est destiné à s'appliquer à sa gestion sur le long terme comme n'importe quelle ressource naturelle : l'eau, le pétrole ou le gaz. C'est ainsi qu'une des premières applications du principe a pu concerner l'exploitation des ressources halieutiques entre l'Australie et le Japon. Potentiellement, le principe de précaution est susceptible de s'appliquer, dans le domaine agricole, bien au-delà de la question des OGM et des stocks de thon en mer méditerranée.

Le principe de précaution a ceci de particulier qu'il est un principe de décision publique qui demande à ce qu'on s'interroge non seulement sur les risques, mais sur la valeur qu'il convient de leur accorder. Prenons le cas de la récente loi française sur les OGM. Elle prévoit la création d'un Haut conseil des biotechnologies, lui-même divisé entre une instance scientifique, qui va s'intéresser à l'intérêt d'une innovation comme aux risques qu'elle peut receler, et une instance sociale, qui va s'intéresser à l'intérêt économique et social de l'innovation et aux risques qu'elle fait courir dans ce domaine (par exemple les perturbations dans la relation entre le semencier et l'agriculteur). On comprend qu'un tel dispositif n'est pas seulement dédié à l'évaluation de risques sanitaires ou environnementaux ; il a à se prononcer sur ce qui fait l'intérêt, la valeur de telle ou telle innovation. Il s'agit d'une évaluation non seulement de ce qui fait la valeur d'une innovation, mais aussi des valeurs en fonction desquelles celle-ci est valorisée. Or, il est bien précisé que le débat sur ce qui fait la valeur de ces valeurs doit être un débat public et participatif.

Ces procédures rendent la décision si complexe que, le plus souvent, on aboutit soit à l'indécision, soit à des décisions instables, soit à la victoire d'un certain terrorisme.

En effet, dans chaque décision, il va falloir agréger des éléments de natures hétérogènes qui porteront non seulement sur la qualité intrinsèque d'une semence, mais aussi sur ses effets potentiels sur l'environnement, mais aussi sur ses conséquences économiques, sur les effets géopolitiques (indépendance alimentaire, risques de guerre engendrés par les problèmes de nutrition) de son utilisation. Il va falloir balancer entre ces différents éléments. Tout va dépendre de la manière dont on les pondère. La décision dépendra de la valeur relative qu'on leur accorde. Le « On » ici n'a rien d'absolu : c'est l'expression relative des valeurs plus ou moins largement partagées par une communauté déterminée. De telle sorte que l'évaluation d'une innovation ne donnera pas les mêmes résultats si les communautés au sein desquelles la décision est prise ne partagent pas les mêmes valeurs.

A l'automne 2007, en plein Grenelle de l'environnement, Jacques Attali, président de la Commission pour la libération de la croissance française, a adressé une lettre au Président de la République pour lui demander sinon de supprimer le principe de précaution, du moins d'en changer la rédaction qui figure à l'article 5 de la Charte de l'environnement. La réponse, cinglante, fut donnée par le Président de la République dans son discours de conclusion du Grenelle. « Le principe de précaution est un principe d'action », entendons qu'il guide l'action publique et organisera la décision publique dans toutes les matières du Grenelle.

Les agriculteurs doivent en prendre acte et s'adapter à cette nouvelle conjoncture.

IV. UNE RSA - RESPONSABILITÉ SOCIALE DES AGRICULTEURS ?

De cette analyse résulte que l'agriculture française doit se préoccuper de retrouver la confiance que les français sont naturellement disposés à lui porter. L'agriculture s'est développée en France comme une évidence non contestée. Ce n'est plus le cas. L'agriculture a perdu de son évidence. Il lui faut retrouver la confiance à travers l'exposition d'un projet où les français retrouvent leurs valeurs, qui ont elles-mêmes profondément changées, - un projet qui, on peut l'espérer, unifie l'agriculture.

Cela implique au moins trois impératifs :

- le premier est que l'agriculture doit relever le défi des valeurs, mener un débat national et public sur ce point. Il lui revient de faire comprendre ce que c'est que l'agriculture contemporaine et future, dans toutes ses dimensions. On ne peut pas en rester avec l'imaginaire du « jardin potager » et de la culture « bio ». Il faut construire un nouveau discours de l'agriculture française qui agrège l'ensemble des valeurs impliqués dans une activité aussi nécessaire aux hommes.

Dans un contexte de précaution, il faut faire en sorte que ces valeurs soient partagées par le public. Les agriculteurs devraient donc avoir la volonté se confronter au public, ce qui ne correspond pas exactement aux formes traditionnelles du lobbying agricole.

- le deuxième impératif est sans doute que l'agriculture réfléchisse aux formes d'organisation qui sont susceptibles à la fois de produire et de porter ce nouveau discours. La question n'est pas simple tant l'agriculture française apparaît aujourd'hui divisée, divisée dans des projets alternatifs, divisés dans la multiplicité de ses organisations. Il ne s'agit pas de supprimer la Fnsea, mais celle-ci doit trouver dans la mobilisation autour des valeurs et du projet agricoles l'occasion de se refonder.
- il appartient peut-être enfin aux agriculteurs de se demander s'ils ne devraient pas s'inspirer de la démarche qui a été celle des industriels soumis à la montée des préoccupations de « développement durable » : ils ont construit la notion « d'entreprise socialement responsable » (RSE : responsabilité sociale des entreprises). L'idée est de savoir comment les entreprises peuvent elles-mêmes mettre en œuvre les exigences et les attentes sociales dont elles se savent destinataires. Qu'est-ce qu'une agriculture « responsable » ? Quelle est la responsabilité de l'agriculture et des agriculteurs dans le monde de demain ?

Le concept est utile parce qu'à travers la notion de responsabilité s'exprime la reconnaissance d'une interdépendance. Vous avez à être « responsables » parce que nous avons besoin de vous. Porter une responsabilité est une reconnaissance avant d'être une exigence.

– Michel GRIFFON

AGRONOME ET ÉCONOMISTE

Chercheur au Cirad. Il est actuellement Directeur Général adjoint de l'Agence nationale de la recherche. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont Nourrir la Planète paru en 2006 chez Odile Jacob.

REPÈRES ET INTERROGATIONS POUR L'AGRICULTURE DU FUTUR ET SA MONDIALISATION

La période actuelle est une période de nécessaire réflexion sur l'avenir de l'agriculture. L'échéance de renégociation de la PAC en 2013 y pousse. De même, la crise alimentaire de 2007 et 2008 et les interrogations sur la capacité de la planète à fournir assez de nourriture à long terme et sur l'avenir écologique de la planète dans lequel l'agriculture jouera un rôle majeur. La réflexion sur l'avenir de l'agriculture française doit donc aussi porter sur l'agriculture mondiale. L'une et l'autre sont en effet indissociables car l'agriculture est elle aussi prise dans le processus de mondialisation. On ne traitera ici que les questions relatives aux grandes cultures, principalement la céréaliculture et les oléoprotéagineux.

1. LA CRISE ALIMENTAIRE DE 2007 ET 2008 ET LES QUESTIONS QU'ELLE POSE

Cette crise alimentaire est la **première crise alimentaire d'échelle mondiale**. Cela mérite que l'on en fasse l'analyse, même à chaud avec le risque de ne pas disposer de tous les éléments d'information. Tout d'abord, cette crise s'est manifestée par des révoltes urbaines spontanées dans une vingtaine de villes des pays du Sud, particulièrement en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne, et dans quelques capitales d'Asie. Ces villes dépendent toutes à des niveaux différents d'importations alimentaires. Les tensions sur l'offre se sont traduites par des hausses de prix sur les marchés internationaux et sur les marchés locaux. Dans les villes, les ménages pauvres (généralement ayant des revenus au jour le jour) ont vu les prix s'envoler brutalement. La dépense alimentaire représentant une grande partie du budget familial, les plus pauvres n'ont pas eu d'autre choix que de réduire leur consommation et se révolter. Les classes moyennes dont les budgets ont souffert ont vu ressurgir le spectre de la pauvreté. Les gouvernements locaux ont eu peur de la rue et les principaux dirigeants du monde ont craint la déstabilisation des gouvernements locaux, surtout dans les pays où se profile un risque politique islamiste.

1.1 LES CAUSES IMMÉDIATES ET LES CAUSES DE LONGUE DURÉE

Les causes immédiates sont connues. **La FAO signale depuis 2005 une diminution des stocks mondiaux de céréales**. Cette information périodique n'a, en général, pas été analysée comme une tendance préoccupante, mais comme le résultat de circonstances particulières. Dans un tel contexte, les deux **sécheresses successives de l'Australie** – un des grands exportateurs mondiaux de blé – et des intempéries dans différentes régions du monde sont apparues comme des événements aléatoires pour les marchés. Les prix ont donc augmenté.

L'existence, en même temps, **d'abondantes liquidités financières à l'échelle mondiale** permettait une spéculation sur les hausses de prix du pétrole et des matières premières en général. Il était donc naturel que la spéculation (autrement dit l'activité normale des marchés) intéresse aussi les matières premières agricoles, accentuant la hausse des prix.

La hausse s'étant transmise au riz, **plusieurs pays traditionnellement exportateurs ont bloqué leurs exportations** (par peur de pénuries futures ou par esprit spéculatif) faisant ainsi flamber les prix. Mais il ne faut pas s'arrêter là dans l'analyse des causes.

La croissance de la demande chinoise en matières premières a fait prendre conscience que la Chine peut devenir un très grand importateur de nourriture. Ses stocks tendent en effet à se réduire¹ et c'est un signe d'accroissement de la consommation. La croissance économique chinoise se traduit par l'émergence de classes moyennes de plus en plus consommatrices de biens alimentaires et de viande. Ces classes moyennes consomment moins de riz, mais la production de cette viande requiert des besoins rapidement accrus en grains (maïs, soja). L'effet d'accélération de la demande en calories végétales est considérable. Jusqu'à présent, la Chine a pu faire face en partie, car cette demande stimule l'offre locale mais elle ne suffira pas, particulièrement pour le soja, car le pays atteint progressivement des limites de surface et des limites de rendement. Le signal envoyé aux marchés est donc clair : la Chine importera de plus en plus d'aliments, en particulier des aliments du bétail. **C'est là un signal durable de hausse des prix.** Certes, la réalité des chiffres annuels peut momentanément contredire cette analyse, mais la tendance semble incontestable.

Un autre signal est celui donné par les pays industriels en matière de **production de biocarburants**. Les réserves pétrolières sont limitées. Les débats portent seulement sur les échéances de la rareté. Les besoins en carburants liquides resteront très importants car rien n'est plus facile à utiliser pour les transports que des carburants liquides. Bien évidemment, les biocarburants sont les premiers candidats à la substitution au pétrole. Mais un simple calcul en ordre de grandeur montre qu'il faudrait consacrer autant de terres pour substituer les biocarburants à la totalité de la consommation annuelle de pétrole, que de terres pour nourrir l'humanité. Il y aura donc une concurrence à long terme entre biocarburants et alimentation. Mais cette concurrence n'a pas réellement débuté, sauf en Amérique du Nord où une partie de la production de maïs produite aux USA et qui s'exportait au Mexique a commencé à alimenter des usines de production d'éthanol en 2007, entraînant une hausse des prix du maïs au Mexique. Mais on ne peut pas dire que les plans biocarburants des pays industriels créent aujourd'hui de la pénurie en grains alimentaires. Cependant, en termes de signaux pour les marchés, il est clair que, dans le futur, les plans biocarburants pourraient contribuer à créer une certaine rareté sur le marché des grains et entraîner une hausse des prix alimentaires. Cette tension pouvant être durable en raison de la forte demande potentielle en biocarburants, **il pourrait s'agir là d'une cause durable de hausse des prix.**

Une autre variable, moins connue des marchés, peut jouer un rôle permanent de hausse des prix : **la tendance au plafonnement des rendements dans les principales régions productrices de grains.** Dans l'Union Européenne, la baisse des prix de la dernière décennie a constitué une incitation à optimiser les revenus et à limiter la course aux rendements. Aux États-Unis, au Canada, en Australie, les conditions des marchés et les performances obtenues n'ont pas, non plus, contribué à accroître les rendements. Dans les grandes régions productrices de céréales des pays en développement et des pays

¹ Voir Demeter 2005, Marché des grains : les importations asiatiques vont-elles enfin décoller ? Notamment l'article de C. Aubert : consommations alimentaires : l'inconnue chinoise.

émergents, les plafonnements de rendement sont avérés depuis la moitié des années quatre-vingt-dix. C'est le cas en Inde dans la vallée du Gange pour le blé et le riz, ou encore des Philippines. Les causes sont variées (salinisation, excès d'irrigation...), mais la principale est la mise en place des **politiques d'ajustement structurel dans l'agriculture**. L'endettement des Etats et le poids de la dette dans les budgets publics ont amené les gouvernements à suivre les politiques fermement proposées par le FMI et la Banque Mondiale : réduction des subventions aux semences sélectionnées, engrais et produits phytosanitaires, ainsi qu'à l'eau d'irrigation, suppression des subventions aux prix d'achat des grains. Rapidement, les agriculteurs ont été incités à rationaliser économiquement leur production et à diminuer les rendements. Cette variable pourrait aussi être durable car les gouvernements reviendront difficilement à une hausse des subventions à l'agriculture. Sauf si la situation devient assez grave politiquement pour justifier une volte-face.

Ces politiques d'ajustement structurel ont eu des effets néfastes dans les pays où le progrès technique agricole avait des difficultés à se généraliser, en particulier en Afrique. Le recours aux semences sélectionnées, aux engrais et produits de protection des cultures, la pénétration de la traction attelée bovine et, dans certains cas, de la motorisation connaissaient dans ce continent une lente progression historique. Celle-ci a en grande partie été enrayerée avec l'arrêt des aides à l'agriculture. Même si la production agricole s'accroît en valeur absolue, et même quelquefois de manière spectaculaire, ce n'est pas à un rythme encore suffisant pour permettre à ce continent d'accéder à une aisance alimentaire. Il pourrait donc rester en situation de risque alimentaire périodique et sensible aux fluctuations climatiques.

1.2 LES CAUSES DE TRÈS LONGUE DURÉE

Les évènements de 2007 et 2008 se situent dans un décor plus large que l'on peut résumer par la vaste question suivante : **la planète pourra-t-elle alimenter de manière satisfaisante la population humaine quand celle-ci plafonnera en 2050 ?** Selon que l'on répond positivement ou négativement, les signaux à long terme donnés aux marchés seront différents. Certes, dans la crise récente, les marchés n'ont sans doute pas encore pris en compte cette question. Mais ils seront attentifs aux investissements qui seront consentis ou non dans le domaine de la production pour leur orientation future.

Comment peut-on répondre à cette question ? Tout d'abord, il faut estimer les besoins alimentaires. Ils dépendent premièrement de l'évolution de la population, et cette évolution est connue car les dés de la démographie sont jetés pour les quatre décennies qui nous séparent de 2050. Les besoins dépendent ensuite très largement des revenus des populations. Dans ce domaine, les dés ne sont pas jetés. Un spectre élargi de possibilités se présente. Tout dépend en fait, dans la consommation finale, de la part de la viande qui sera consommée et produite à partir de grains. Un régime alimentaire à fort contenu en viande, comme dans les pays industriels, demande de grandes quantités de terres et des rendements élevés. Un régime alimentaire plutôt fondé sur la consommation de végétaux nécessite moins de terres et moins de

performances en termes de rendements. Si la mondialisation continue à fonctionner comme un grand mécanisme à redistribuer les revenus à l'échelle planétaire en éliminant la pauvreté, et si les pays émergents consomment à la manière des pays industriels aujourd'hui, l'accroissement des besoins en nourriture sera prodigieux, de l'ordre au moins du triplement en 50 ans. Si, au contraire, les pays industriels plafonnent leur consommation et les pays en développement acceptent un standard satisfaisant, l'accroissement des besoins sera vraisemblablement de l'ordre d'un doublement².

Il faut ensuite répondre en examinant les possibilités de production à long terme, c'est-à-dire les surfaces disponibles (et les conditions de relief et d'éloignement des marchés), le climat existant et l'eau disponible, et les possibilités d'accroissement des rendements (capacités des producteurs, rôle de la recherche, le fonctionnement de l'économie, les disponibilités financières...). Il faut donc faire, là encore, des hypothèses prospectives. Un examen détaillé de ces questions fait déboucher sur des conclusions relativement robustes³. Quelles sont-elles ?

Tout d'abord l'Asie, qui connaîtra la fin de sa croissance démographique vers 2050, restera la région la plus peuplée du monde mais disposera de la surface agricole par habitant la plus petite faute d'espace disponible. La plupart des sites de retenue d'eau seront utilisés. Les rendements atteints sont déjà élevés et il n'y a donc pas de perspectives technologiques d'accroissement des surfaces et des rendements à la hauteur de la montée en puissance des besoins. Mais cette région dispose de capacités d'innovation très importantes qui feront rechercher aux pays des solutions pour conserver le plus possible leur souveraineté alimentaire. Cette région dispose aussi **de capacités de croissance économique et d'excédent commercial qui l'autorisent à importer des aliments en grandes quantités** de toutes catégories. **Le volume des importations dépendra donc de l'évolution des régimes alimentaires, du fonctionnement international des marchés et des accords à l'OMC ainsi que des capacités d'innovation.** Ces importations devraient concerner avant tout les aliments du bétail (soja, maïs).

Le Maghreb et le Moyen Orient, ainsi que l'Asie Centrale, ont une population qui augmente modérément et des ressources productives limitées faute d'eau et de terres disponibles. Cette grande région est déjà fortement importatrice et devrait le devenir de plus en plus pour ce qui concerne les céréales, les oléagineux et la viande. **Les pays exportateurs de pétrole devraient, malgré l'épuisement progressif des réserves, continuer à disposer de capacités financières d'importation. Les autres devront impérativement équilibrer leurs balances extérieures pour pouvoir importer des aliments.** Ces importations devraient concerner avant tout le blé mais aussi les aliments du bétail.

² Pour des raisonnements détaillés voir : P. Collomb, Une voie étroite pour la sécurité alimentaire d'ici à 2050, Economica, Paris, 1999. Voir aussi les travaux du groupe Agrimonde (INRA CIRAD).

³ Voir M. Griffon, Nourrir la planète, Odile Jacob, Paris, 2006.

Ces deux grandes régions importatrices représentent l'essentiel de la demande future sur les marchés alimentaires internationaux. **Qui seront les offreurs ?**

Le Brésil dispose de capacités d'exportations considérables. Il dispose en effet des surfaces, d'un climat favorable, de capacités élevées de stockage de l'eau, de main d'œuvre à coût réduit, d'entrepreneurs agricoles audacieux, de l'organisation économique et des capitaux nécessaires pour financer les infrastructures (par exemple une sortie ferroviaire sur le Pacifique), de réserves de productivité élevées en raison des rendements encore modestes, et de capacités d'innovation importantes. Tout cela en fait, dès lors et pour l'avenir, le principal offreur de grains sur le marché international. L'Argentine dispose aussi de possibilités importantes mais avec moins de capacités en réserve. Cependant, dans toute cette région du monde, l'extension des surfaces cultivées aux dépens de la forêt amazonienne se fera au risque d'une réduction durable des pluies et de perturbations du climat régional, ce qui limiterait les potentialités. Ce point fera inévitablement l'objet d'études plus approfondies dans l'avenir. De même, le risque est grand, avec la destruction de la forêt tropicale, de réduire de manière très importante la biodiversité planétaire. **Il y aura donc des limites au modèle brésilien.**

Le Canada et l'Australie disposent de surfaces immenses mais qui sont cultivées avec de faibles rendements, principalement en raison des limites climatiques. Tout effort de production supplémentaire supposerait d'utiliser plus d'intrants, donc de renchérir les coûts de production des grains, les rendant moins compétitifs par rapport au Brésil. Cette compétition serait cependant relativement limitée dans la mesure où le Canada et l'Australie resteraient producteurs de blé pour l'alimentation humaine, et le Brésil de soja et de maïs surtout pour l'alimentation animale. Mais par ailleurs l'effort qui serait consenti par le Canada et l'Australie en matière de céréales ne serait pas à la hauteur de l'accroissement des besoins du marché mondial. Les grandes plaines de Russie et surtout d'Ukraine et du Kazakhstan, en revanche, ont des réserves de surfaces cultivables et de productivité considérables. On peut en effet estimer qu'avec le temps, les grandes exploitations héritées du passé seront mieux gérées et que les gains de rendement seront faciles à obtenir. **Ces grandes plaines de la région de la Mer Noire puis ultérieurement de la Sibérie peuvent prétendre à jouer rapidement un rôle d'outsider sur les marchés alimentaires de céréales.**

Les Etats-Unis ont longtemps été les principaux offreurs de céréales. Leur compétitivité n'atteint pas celle des autres grandes régions céréalières et, à long terme, elle devrait être distancée par celle du Brésil. Les réserves de productivité ne sont pas exceptionnelles sauf à augmenter les consommations en intrants ce qui renchérirait les coûts de production et réduirait la compétitivité. Mais sous l'hypothèse que les prix mondiaux resteraient élevés, la production de grains des Etats-Unis devrait garder une place non négligeable sur les marchés. Quant à l'Europe⁴, sa compétitivité est potentiellement moindre que celle des Etats-Unis, sauf pour le blé dans les grandes plaines du Bassin Parisien, ce qui laisse espérer une confirmation de sa place comme exportateur sur les marchés internationaux.

⁴ Voir surtout le point 1.3

L'Afrique, avec ses territoires immenses, peut-elle constituer un pôle futur d'exportation ? Sa situation potentielle reste incertaine. Sa population devrait beaucoup augmenter car c'est la dernière grande région du monde à accéder à la transition démographique, ce qui la ferait plafonner après 2050. La production suivra-t-elle ? **Jusqu'à aujourd'hui, l'augmentation de la production suit à peu près l'augmentation de la consommation mais sans que la consommation par tête augmente.** Ce qui signifie que l'Afrique ne connaît pas encore d'accroissement significatif de la productivité et d'amélioration des rations alimentaires. Le continent africain dispose des réserves de terre et de productivité potentielle pour faire face à ses besoins, mais il faudra pour cela que les rendements augmentent et que les pratiques agricoles ne soient pas destructrices de l'environnement. La seule extension des surfaces sans accroître de manière durable les rendements constituerait un scénario dangereux. La question est donc de savoir quand et comment s'enclencheront les processus durables d'accroissement de la productivité.

Au total, la première conclusion, après avoir estimé les besoins et les productions potentiels⁵, est que **l'obtention en 2050 d'une offre sur les marchés internationaux correspondant à la demande semble possible dans le cas d'un scénario de doublement des besoins alimentaires entre 2000 et 2050. Mais le chemin pour assurer une sécurité alimentaire à cette échéance n'est pas simple et garanti.** Il faudra en effet mettre en culture des régions nouvelles dans le tropique ou dans les grandes plaines de Russie, éloignées des marchés. Il faudra limiter les atteintes à la forêt tropicale et donc augmenter significativement les rendements sans trop augmenter les coûts de production. **Les investissements à consentir seront importants. On peut donc penser, à ce stade du raisonnement, que pendant cette période il pourrait y avoir des tensions périodiques sur l'offre et que, dès lors, le paysage d'ensemble pourrait confirmer une hausse tendancielle des prix.**

1.3 QUE TIRER COMME CONCLUSIONS POUR L'EUROPE ?

L'Europe a connu dans sa longue histoire des périodes de famine. C'est même la principale raison pour laquelle beaucoup de ruraux ont émigré dans des continents où la population était plus rare et la terre abondante. Jusqu'à la moitié du XX^{ème} siècle, elle est restée importatrice de matières premières alimentaires, certes dans des proportions limitées, mais au point d'être en partie dépendante pour sa nourriture. Ce n'est qu'après le Traité de Rome et la promotion d'une Politique Agricole Commune (PAC) destinée à accroître la production et approvisionner ainsi le marché de la consommation interne européenne qu'elle est sortie d'une longue période de dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

La PAC a été un grand succès si l'on en juge par l'obtention rapide des objectifs de production et de satisfaction des marchés. Elle a intensifié l'utilisation d'intrants modernes pour accroître de manière exceptionnelle les rendements, mais en augmentant les coûts de production de manière importante. Cela a été permis par des prix agricoles et des prix alimentaires au consommateur plus élevés que ceux

⁵ Voir M. Griffon, op. cit.

du marché international, ce qui apparaît comme un choix de politique générale. Il faut cependant remarquer que les prix relativement bas des céréales sur le marché international correspondaient aux coûts de production exceptionnellement peu élevés des grandes régions exportatrices pratiquant une agriculture extensive (très grandes surfaces, peu d'utilisation d'intrants). L'essentiel de la production des pays à forte population se faisait déjà avec des techniques de production plus intensives en intrants et donc à des coûts plus élevés. La protection européenne a donc été assumée comme un choix politique fondamental.

Le succès productif de la PAC a cependant dépassé les objectifs d'approvisionnement des marchés intérieurs ; des excédents sont apparus et ont été écoulés sur les marchés internationaux en quantités de plus en plus notables. Les Etats-Unis ont vu d'un mauvais œil ces exportations qui perturbaient les circuits d'exportation sur les marchés internationaux et ont contesté le contenu en subvention des coûts de production européens. Cette critique a été rapidement généralisée dans le cadre des négociations au GATT puis à l'OMC. En fait **le débat oppose les grands exportateurs qui ont des coûts de production bas ce qui fait, répétons-le, que les prix internationaux des grains soient assez bas, et les exportateurs qui ont des coûts de production internes plus élevés et qui veulent placer une partie de leur production à l'exportation.** Avec le temps, l'idée qu'un pays ou un groupe de pays pouvait protéger son agriculture est devenue une idée très combattue sur la scène internationale. Aussi, l'Europe a-t-elle progressivement adopté en partie cette idée et renoncé à subventionner des exportations. Ce faisant, elle a admis implicitement qu'elle n'est pas aujourd'hui en situation d'être compétitive sur les marchés internationaux de matières premières agricoles et qu'elle n'est peut être pas dans la course des grands exportateurs du futur.

Mais, à ce stade du raisonnement, on peut penser que l'Europe peut avoir d'autres ambitions. D'abord, continuer dans sa perspective de nourrir au mieux sa population qui s'est agrandie avec l'entrée d'autres pays membres. Il y a là des possibilités intéressantes pour les producteurs agricoles européens. Ensuite, l'Europe transforme une grande partie de sa production par un tissu dense et diversifié de PME de l'industrie alimentaire. Ces industries sont fortement exportatrices et il s'agit là d'un atout précieux dans le cadre de l'économie mondiale. Les consommateurs européens sont très exigeants en matière de qualité et les nombreuses normes qui en résultent sont autant d'atouts pour les exportations dans le futur. Il ne faut donc pas raisonner uniquement en termes de matières premières alimentaires, mais de produits transformés. Dans ce domaine, l'Europe a un avenir international. Mais l'Europe n'est pas distancée en matière de compétitivité sur le blé en tant que matière première, et elle a, à ses portes, des pays fortement importateurs.

1.4 LE CHANGEMENT CLIMATIQUE PEUT-IL FAIRE ÉVOLUER LA SITUATION ?

La hausse des températures, particulièrement dans les régions septentrionales, la redistribution des pluies et le fait qu'il pourrait y avoir plus d'événements climatiques extrêmes, perturbent en effet le raisonnement antérieur. Tout d'abord, les modèles

de prospective qui définissent les nouvelles situations s'intéressent à l'horizon 2080 ou 2100, ce qui semble très lointain. On peut cependant « tracer » des lignes de transition entre 2010 et ces horizons qui nous montrent que l'horizon 2050 (celui du plafonnement de la population mondiale) devrait connaître en partie les perturbations identifiées dans les modèles. Quelles seraient-elles ?

Tout d'abord, les grandes plaines septentrionales du monde, c'est-à-dire le Canada, la Sibérie et la Chine du Nord bénéficieraient d'une température en moyenne plus clémente et dans certains cas de plus de pluies. Plus précisément, le nouveau climat permettrait d'accroître la durée de végétation des plantes, ce qui autoriserait des cultures de céréales à faible rendement mais sur des surfaces très importantes. Bien évidemment, il faudra vérifier les possibilités réelles de production et faire les recherches correspondantes. Malgré les incertitudes, on peut penser que **le Canada et la Russie en bénéficieraient sur les marchés internationaux.**

Le Brésil pourrait au contraire rencontrer plus de difficultés avec un climat plus sec, ce qui contredirait son essor actuel et sa place de premier exportateur mondial de grains. Plus gravement encore, on peut s'interroger sur les conséquences croisées de l'extension des surfaces agricoles et du changement climatique sur la biodiversité dans l'Amazonie qui est, de ce point de vue, une région stratégique d'intérêt mondial. D'autres régions pourraient en souffrir comme l'Afrique de l'Ouest. On peut aussi être inquiet pour les grandes régions agricoles alimentées par les eaux des glaciers comme la vallée du Gange.

Quant à **l'Europe, son climat pourrait évoluer en général vers un climat de type plus méditerranéen :** moins de précipitations en période d'été, plus de périodes de sécheresse, température plus clémente et plus chaude au sud. **L'Europe du Nord et même du grand Nord verrait, comme la Sibérie, ses conditions de production s'améliorer.** Ceci signifie que **l'Europe devra sans doute repenser sa stratégie de sécurité alimentaire notamment pour assurer l'alimentation de sa frange méridionale, et consentir des grands investissements d'adaptation de son agriculture au changement climatique.** Il ne faut pas oublier non plus, qu'à ses portes, l'ensemble de la région méditerranéenne et moyen orientale pourrait manquer cruellement de vivres et que l'avenir agricole de ces deux grandes régions du monde – l'Europe et la Méditerranée – pourrait être fortement lié. En particulier, la complémentarité des échanges entre les céréales européennes et les légumes de printemps et d'automne du Sud devra être étudiée à nouveau.

En conclusion de cette première partie, il apparaît assez clairement que la sécurité alimentaire mondiale n'est pas assurée de manière évidente à long terme. Le marché mondial des aliments (matières premières comme aliments transformés) devrait prendre de plus en plus d'importance. Des risques de tensions sur l'offre sont possibles sur longue période et pourraient constituer une sorte de décor économique nouveau pour les décennies à venir, rompant avec une très longue période de baisse tendancielle des prix agricoles.

2. PAR AILLEURS, UNE NOUVELLE MUTATION TECHNIQUE DE L'AGRICULTURE EST INÉVITABLE

L'histoire de l'agriculture montre qu'il y a eu de nombreuses mutations⁶. La dernière en Europe est celle de la grosse motorisation, de la généralisation des semences sélectionnées, des engrais et des molécules de protection phytosanitaire. Elle a permis des hausses de production et de rendement inédites dans l'histoire. Dans les pays tropicaux, elle a reçu le nom de Révolution Verte et a permis notamment de sortir l'Inde, puis l'Asie des risques de famine. Le modèle générique est né aux Etats-Unis et est fondé sur l'utilisation intensive d'intrants industriels et d'énergie. A travers ses nombreuses adaptations, il a assuré la croissance de la production alimentaire pour permettre de nourrir trois milliards de personnes en plus entre 1950 et 2000. C'est ce modèle qui est maintenant peu à peu remis en cause.

2.1 LES LIMITES DU MODÈLE TECHNOLOGIQUE ACTUEL

La hausse des prix du pétrole est liée à une raréfaction progressive de la ressource. Derrière les soubresauts des prix, se dessine une tendance inéluctable à la hausse. Pour l'éviter, il faudrait disposer de perspectives de production d'un même ordre de grandeur en matière de carburants liquides ou d'énergies de substitution pour les transports et entre autres pour l'agriculture, ce qui semble très difficile. Il faut donc tabler sur une hausse des prix des carburants. Or, l'agriculture est un grand consommateur de carburants. **Le principal poste de consommation d'énergie est de très loin le labour. Il est donc en partie condamné**, ce qui implique des répercussions importantes en termes de techniques productives. **L'énergie est aussi très présente dans les engrais azotés** puisqu'ils sont issus du gaz naturel dont le prix suit le prix du pétrole. Elle est aussi présente dans les coûts d'extraction et de transport des autres engrais (potasse, phosphore) qui, au passage, sont des ressources fossiles limitées et dont les réserves les plus faciles à extraire ont déjà été utilisées. **La rareté potentielle des matières premières dont dépend la productivité de l'agriculture doit désormais être inscrite dans l'horizon de la réflexion stratégique pour l'avenir de l'agriculture.**

Un autre pilier de la productivité agricole est menacé partout dans le monde : **l'utilisation de molécules chimiques pour la protection des cultures**. Les gains de rendements obtenus ont été considérables. Mais l'usage d'un grand nombre de ces molécules est de plus en plus contesté par les consommateurs, par les ruraux et une partie des agriculteurs eux-mêmes. Les raisons en sont nombreuses : dangers avérés ou suspicions en ce qui concerne les atteintes à la biodiversité, et maladies transitant par les aliments ou la pollution des eaux. D'une manière plus générale, les exigences des consommateurs deviendront sans nul doute de plus en plus élevées en matière de réduction d'usage des produits de traitements phytosanitaire. Par ailleurs, un certain nombre de ces molécules ont des effets limités dans le temps en raison de mutations génétiques de résistance dans les populations de champignons, d'insectes et d'adventices qui sont visées. Les coûts de recherche et développement ainsi que d'homologation devenant par ailleurs plus élevés,

⁶ M. Mazoyer, L. Roudart, Histoire des agricultures du monde, Paris, Seuil, 1994.

Le spectre des offres de solutions chimiques pourrait se restreindre. **Il y a donc des menaces sur l'utilisation des molécules chimiques actuelles en agriculture.** L'utilisation de plantes OGM résistant à certains insectes se heurte potentiellement aux mêmes difficultés sauf à assembler au sein d'une même plante différents mécanismes de résistance.

L'eau pourrait devenir plus rare dans beaucoup de régions du monde et en particulier dans une grande partie de l'Europe à l'horizon de temps du changement climatique et en fonction de l'accroissement de la demande de la part de l'agriculture. Dans de nombreuses régions européennes, les disponibilités en eau (ressource renouvelable) font l'objet de calculs de manière à calibrer l'offre en fonction de l'état des ressources et des capacités de renouvellement. **Il faudra sans nul doute aller plus loin et repenser les aménagements des paysages de manière à retenir le plus possible l'eau dans les parcelles**, pas seulement dans des retenues d'eau dont on sait que leur efficacité en matière de conservation n'est pas très bonne.

D'autres contraintes se font jour. Elles sont d'ordre environnemental. Tout d'abord, la lutte contre l'effet de serre. **L'agriculture est un émetteur important et elle sera appelée, elle aussi, à contribuer à l'atténuation du changement climatique.** Les sources d'émission sont principalement le labour en raison de l'usage de carburant fossile et de production de CO₂, et les oxydes d'azote résultant de la décomposition des engrais azotés. A contrario, les pratiques agricoles qui fixent la matière organique dans le sol et gèrent bien les épandages d'engrais azoté contribuent à mieux séquestrer le carbone. On conçoit donc que, pour des raisons d'effet de serre, de coût de carburant et de coût des engrais, ce soit **l'ensemble de la fertilité conventionnelle qui soit remise en cause.** L'hypothèse technique la plus plausible aujourd'hui consiste à réactiver, catalyser et exploiter le plus possible les fonctionnalités naturelles des milieux et des sols : utilisation maximale de la photosynthèse tout au long du cycle végétatif, utilisation maximale de plantes fixatrices d'azote ou d'autres éléments minéraux, production abondante de matière organique et séquestration du carbone dans les sols, constitution d'une phase biologique riche et diversifiée dans les sols assurant une meilleure structure, une conservation de l'eau et des éléments nutritifs. Cette orientation n'empêche pas le recours aux engrais, mais en quantités très raisonnables.

Autre contrainte environnementale : **le maintien de la biodiversité.** A la recherche de gains de productivité, l'agriculture a inéluctablement réduit la biodiversité des espèces en simplifiant les paysages à l'extrême : très grandes parcelles, disparition des arbres et bosquets, monocultures monovariétales, disparitions d'insectes utiles en raison d'usage d'insecticides... Cette situation inquiète de plus en plus les scientifiques, non seulement pour la disparition d'espèces, mais aussi pour les risques d'invasion biologique (pullulations incontrôlables) et notamment de maladies et ravageurs pour les cultures que cela peut entraîner. Là encore, des processus naturels peuvent être mieux mis à contribution en reconstituant une diversité écosystémique utile tant à l'environnement qu'à l'agriculture elle-même. Ceci implique, là aussi, des aménagements du paysage agricole en reconstituant des habitats, en particulier pour les auxiliaires des cultures et pour les espèces à protéger.

2.2 LES SORTIES POSSIBLES

Comme on l'a vu, **l'ensemble des contraintes oblige à repenser l'ensemble des pratiques agricoles dans un contexte d'écosystème**. Il faut repenser la fertilité des sols sur des bases écologiques scientifiques. Il faut repenser la défense des cultures dans un contexte de protection de la biodiversité. Il faut repenser la gestion de l'eau dans un contexte de gestion d'ensemble des bassins versants et jusqu'au niveau de chaque parcelle. La technologie nouvelle qui assemble les différentes pièces des propositions actuelles a reçu plusieurs noms : « **agriculture écologiquement intensive** » ou « à haute valeur environnementale », « **agriculture intégrée** » ou encore « Révolution doublement verte ». Elle est en partie préfigurée par « l'agriculture de conservation » ou « l'agroécologie » ou encore « l'écoagriculture ».

A la différence de l'agriculture biologique, cette technologie ne refuse pas systématiquement le recours à des techniques chimiques, mais préconise de les utiliser à la fois subsidiairement (en complément et dans certaines conditions de compatibilité) et dans des cas extrêmes (par exemple pour sauver une récolte contre une maladie ou ravageur contre lequel il n'y a pas d'autre solution). **L'objectif principal reste bien de produire en fonction des besoins tout en respectant le plus possible les contraintes environnementales et économiques**. Par ailleurs, cette technologie n'est pas incompatible avec l'utilisation de plantes OGM mais sous certaines conditions. Outre les conditions absolues qui touchent à la santé et à l'environnement, le recours aux OGM ne devrait se faire que pour répondre à des problèmes où il n'apparaît pas d'autres solutions satisfaisantes, et où il y a des avantages clairs pour les consommateurs, les producteurs, la société et l'environnement. On peut penser par exemple aux OGM permettant de répondre à des stress climatiques ou à des conditions limitantes de milieu. Mais, dans le contexte polémique que suscite l'usage des OGM, et surtout pour des raisons éthiques et d'innocuité, il est important que la société soit en mesure d'exercer un contrôle des initiatives et que le secteur public puisse retrouver une autonomie d'innovation dans ce domaine.

Mais l'essentiel de **la productivité que l'on peut attendre semble bien résider dans l'écologie productive**. Outre des techniques à la parcelle, elle comprend beaucoup de techniques d'aménagement du paysage. Ces techniques sont destinées à gérer l'eau et tous les circuits hydriques, à gérer les climats locaux, gérer les cycles du carbone et des éléments qui peuvent migrer dans les sols et les nappes, gérer les pollutions et la qualité des eaux en organisant la fonction de filtration par les écosystèmes, gérer les déchets, gérer la biodiversité locale, et gérer la qualité esthétique des paysages qui constitue aussi un capital valorisable sur un plan écotouristique. Pour faire la synthèse de toutes les techniques utilisables dans un lieu donné, **il faudra déployer un véritable « génie écologique »**, ce qui commence à se réaliser dans certaines régions. On comprendra aisément que cela ne sera possible qu'avec des politiques d'accompagnement.

3. QUELLES POLITIQUES D'ACCOMPAGNEMENT POUR L'EUROPE ?

La PAC a été conçue pour la sécurité alimentaire des Européens. Le contexte a changé et devrait encore changer beaucoup, comme on vient de le voir. Dès lors se pose la question de l'anticipation pour s'adapter au contexte à venir. Cette adaptation devra se faire progressivement, si bien que la transition est aussi importante que le but à atteindre dans le futur, d'autant plus qu'il faut rester flexible vis-à-vis de ce but car il peut évoluer.

3.1 LES PRIX ET LES REVENUS DES AGRICULTEURS

La tendance actuelle de la politique européenne est donnée par le maintien d'un niveau élevé de sécurité alimentaire et par la recherche d'une plus grande compétitivité des prix de manière à ne plus avoir à financer des subventions à l'exportation qui sont combattues à l'OMC par les autres compétiteurs. Cette compétitivité ne pourrait être obtenue que par un accroissement des tailles d'exploitation, poursuivant ainsi la réduction du nombre des exploitations céréalières et la hausse de la productivité du travail. Cette tendance ne se justifie que si les prix mondiaux (faits par les grands pays à céréaliculture extensive) restent bas. Or on a vu que la crise de 2007-2008 pourrait être annonciatrice de tensions futures sur l'offre et **les prix pourraient augmenter tendanciellement. Dans cette hypothèse, il ne serait plus nécessaire d'aller fortement dans le sens d'une course à la compétitivité et à la taille des exploitations : la hausse des prix rejoindrait progressivement les coûts de production européens rendant les exportations plus acceptables par les autres compétiteurs.** Cette hypothèse est d'autant plus réaliste qu'en matière de culture du blé, les performances en termes d'avantage compétitif ne sont pas mauvaises et permettent d'alimenter une politique exportatrice. Le blé reste un choix sans doute durable pour l'exportation d'autant plus que le très grand marché de la Méditerranée se trouve aux portes de l'Europe.

Pourtant, **il serait imprudent de renoncer rapidement aux subventions. Mais on peut espérer qu'elles deviendront progressivement inutiles.** Il vient immédiatement à l'idée que le montant des subventions devrait s'ajuster à l'évolution des prix internationaux selon une formule à déterminer. Par ailleurs, il y a une autre raison pour ne pas abandonner les subventions : l'évolution climatique pourrait, comme on l'a vu, amener une plus grande variabilité des rendements. **Si l'on souhaite obtenir des niveaux de production importants pour répondre à la demande du marché mondial, il convient de limiter les risques et d'assurer les producteurs d'une sécurité de revenu par un dispositif d'assurances approprié.**

3.2 LA RÉMUNÉRATION DE LA FOURNITURE DE SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

Adapter la production aux **besoins en qualité** résultant des exigences des consommateurs devrait se faire par les règles du marché : **normalisation, certification et labels. Adapter la production aux nécessités environnementales va entraîner une série de transformations importantes : nouveaux investissements, risques nouveaux à assumer, apprentissage**

de nouvelles techniques, tâches utiles à la société représentant des coûts pour les agriculteurs. Les nouvelles techniques devraient présenter l'avantage de réduire les coûts (par exemple les charges en énergie) tout en ne réduisant pas ou peu les rendements. Mais les risques, notamment pendant la période de transition, peuvent être importants (baisse de rendements, non maîtrise des adventices ou de maladies et ravageurs). **Des aides destinées à sécuriser les revenus pendant les phases de transition** pourraient être envisagées. De la même manière, la formation aux nouvelles techniques doit être prise en charge. En cas de hausse des revenus, il y aurait satisfaction des objectifs des producteurs et de ceux de la société. Mais il reste qu'en cas de baisse des revenus agricoles, l'agriculteur serait perdant et la société gagnante, menant ainsi à un antagonisme. **Il n'est donc pas réaliste de compter sur la seule rémunération par le marché (et les aides et assurances) pour que les agriculteurs adoptent les nouvelles techniques favorables à l'environnement et satisfaisant les demandes de la société.** La société demandera en effet aux agriculteurs de produire des biens environnementaux et cette demande représente un coût dont on peut estimer qu'il produise des avantages aussi aux agriculteurs, mais ce qui ne dispense pas la société de financer les coûts correspondant à ses exigences.

Comment la société peut-elle rémunérer les services écologiques fournis par les agriculteurs ? La première idée qui vient à l'esprit est de définir des barèmes pour les opérations à réaliser. C'est une solution centraliste car elle supposerait une forte présence de l'administration publique. Une autre formule consisterait à définir de manière souple **des contrats de fourniture de services écologiques. Ces contrats seraient proposés par les agriculteurs sur la base de répertoires de techniques adaptés localement et seraient discutés avec l'administration. Ils pourraient correspondre à plusieurs niveaux de qualité environnementale et constituer la base d'une certification.** A cette certification (par exemple en trois niveaux) correspondraient des niveaux de rémunération des services rendus. On peut imaginer qu'une telle **procédure soit administrée par les régions** plutôt que par l'Etat. Le dispositif serait évolutif en fonction de l'évolution des connaissances et des besoins.

3.3 LES INVESTISSEMENTS POUR DES INFRASTRUCTURES ÉCOLOGIQUES

Mais l'essentiel des coûts résiderait dans les investissements initiaux dans les infrastructures écologiques : aménagement des bassins versants, replantation de haies techniques, reconfiguration de couloirs biologiques, réaménagement des parcelles et des chemins... Les investissements pourraient être très importants. Ils s'inscriraient dans le cadre des dépenses d'adaptation au changement climatique. Ils devraient être consentis par la puissance publique sur la base d'une entente avec les parties prenantes intéressées localement. Outre ces dépenses d'investissement, des dépenses d'entretien seraient nécessaires et entreraient dans le cadre des contrats de fourniture des services écologiques.

Il reste difficile encore aujourd'hui d'envisager concrètement l'ampleur des dépenses et des mobilisations locales à réaliser. On peut par exemple imaginer que de telles

adaptations soient aussi l'occasion de réallocations de parcelles entre exploitations. Plus largement, on peut s'interroger sur les liens qu'il **pourrait y avoir entre ces aménagements et les reprises d'exploitations par de jeunes agriculteurs, ou sur la signification de ces aménagements d'intérêt public sur les droits des propriétaires. Une ample réflexion est à entreprendre dans ce domaine.**

3.4 QUELLE MONDIALISATION AGRICOLE ?

L'ensemble des coûts de tout ce qui est annoncé ci dessus (assurances, financement de contrats de fourniture de services écologiques, transition vers une agriculture écologiquement intensive, investissements pour des infrastructures écologiques) **devrait être financé par des dépenses publiques dans la mesure où il s'agit en grande partie de biens publics** ou assimilés. Mais il est clair que **si les prix agricoles devenaient à long terme plus élevés jusqu'à pouvoir assurer des revenus élevés aux agriculteurs, se poserait alors la question de savoir si le marché doit financer les dépenses de maintenance des écosystèmes.** C'est une question importante qui ne peut être tranchée qu'au plan international.

Une autre ne peut être tranchée qu'à ce niveau : la forme du régime commercial international. Le marché mondial des matières premières agricoles est fondé sur des principes équivalents à ceux des autres denrées : pas de distorsions sous forme de subventions quelles qu'elles soient. C'est sur la base de cette définition minimale du *fair trade* que sont combattues les subventions européennes à l'exportation, mais aussi potentiellement les subventions internes découplées de la production dont on peut démontrer aisément qu'elles incitent à la production, donc aux excédents par rapport au marché européen, et donc à des exportations bien que l'Europe ne soit pas bien placée en termes d'avantages compétitifs. Mais il s'agit d'un *fair trade* dangereux au plan économique et condamnable au plan éthique.

D'abord, dans les calculs de compétitivité qui alimentent les débats sur les comparaisons, nulle part ne sont prises en compte les pertes de capital naturel associées aux exportations. Ainsi, **le Brésil pourrait-il détruire sa forêt tropicale et compromettre à long terme ses capacités de production pour être le premier exportateur mondial au motif qu'il est le plus compétitif.** Si une catastrophe environnementale effondrait la production agricole brésilienne, c'est l'ensemble de la croissance agricole de la planète qui serait atteinte. De la même manière, les politiques sociales qui aboutissent à sous-payer outrageusement les travailleurs agricoles ou à minimiser les revenus des petits agriculteurs n'ont rien d'un *fair trade*. Ni moins que les politiques de sous-évaluation des monnaies nationales. **Le dumping écologique, le dumping monétaire et le dumping social font que l'on ne peut pas avoir actuellement confiance dans le marché international comme instrument d'allocation permettant la sécurité alimentaire.** Ce n'est qu'en prenant en compte les coûts sociaux qu'une **négociation sur les règles pourrait faire du marché international un instrument acceptable.** En attendant, l'Europe se doit d'assurer sa propre sécurité alimentaire, de contribuer à la sécurité alimentaire mondiale, de préserver la base productive de ses écosystèmes et les adapter au changement climatique, d'assurer la durabilité de ses écosystèmes et contribuer à la bonne gestion des écosystèmes mondiaux.

– Jean VIARD

SOCIOLOGUE, ÉCONOMISTE ET POLITOLOGUE

*Directeur de recherche CNRS à Sciences Politiques (Cevipof).
Spécialiste des relations ville-campagne et agriculture-nature,
il est l'auteur de Lettre aux paysans (et aux autres) sur un monde durable
paru aux Editions de l'Aube en 2008.*

DIX PISTES POUR L'AVENIR

AVANT-PROPOS

Je suis sociologue et je travaille en particulier sur les transformations de la campagne et sur les relations entre ville et campagne, agriculture et nature. C'est donc évidemment dans cette perspective que je réfléchis et que je tente d'éclairer les mutations en cours.

INTRODUCTION

Pour résumer mon propos, je poserai dix pistes d'interrogation qui doivent être considérées comme des outils de réflexion plus que comme des conclusions :

1. L'agriculture est perçue depuis un quart de siècle davantage comme une somme de problèmes (pollution, subventions, maladies...) et comme un ensemble de paysages à protéger, que comme un secteur porteur de développement et d'emplois. Dans une logique de développement durable, l'agriculture peut redevenir un moyen du changement et du développement. Mais, dans ce dessein, **il faut construire le passage entre « agriculture problème » et « agriculture solution »**. Il faut favoriser l'émergence d'acteurs professionnels et politiques pour construire ce passage et le porter dans l'opinion publique. Pour l'instant il n'y en a pas – ou peu.

2. Les questions agricoles ne sont évidemment pas l'apanage des seuls agriculteurs. Nourrir 9 milliards d'individus dans un contexte de réchauffement climatique d'ici un quart de siècle est un enjeu de civilisation au fondement des liens politiques car lié à la survie du groupe humain. En cela nous sommes face à une logique « d'armes alimentaires », et les décisions à prendre ne peuvent relever des seuls marchés. Mais si la décision politique y est nécessaire, la légitimité de ces décisions doit être expliquée et partagée avec les populations. **L'originalité du modèle français est que depuis plus d'un siècle des pactes agricoles - après 1870 et après 1962 - fondent nos politiques,** et ce en lien direct avec notre identité collective. Il y a là des éléments d'expérience et de savoir-faire à méditer et sans doute à réutiliser.

3. L'imaginaire de la nature qui s'est (en France particulièrement) difficilement inséré entre la ville et la campagne est en train de se saisir de l'ensemble du territoire, dans la proximité comme dans la globalité. Mais la nature de la civilisation du développement durable n'est plus ce qui reste quand l'homme a pris ce dont il avait besoin ; cette nature est le lieu reproductible de la survie de l'homme (en tout cas possible) grâce à son hyper technicité liée à un nouveau respect de la force de la nature même. **Mais la contradiction est forte entre le désir de respect de la nature, la fin de la différence nature/surnature, et le besoin sans doute vital de manipuler la nature pour poursuivre la course de l'homme vers la vie.** De même que le nouveau respect pour le nouveau-né et ses souffrances a su être complémentaire des modes de reproduction artificiels, par le biais de la sacralisation de l'enfant,

de même nature respectée et transgression de ses cycles propres vont devoir chercher une association. Par la sacralisation de la nature ? Plus haute encore que celle du lien humain politique ? Possible. **L'exigence écologique comporte un risque non démocratique que le monde agricole peut se fixer comme objectif de contrer au nom de son histoire républicaine.**

4. Le développement durable est à la fois une contrainte, une perspective et un imaginaire qui va bouleverser les enjeux agricoles - et les sociétés. Il doit être à la base d'un nouveau pacte agriculture/société. Pour des raisons objectives, modification des climats, rareté de certaines ressources énergétiques, croissance démographique, enjeu de la « Terre propre collective », mais aussi parce que les sociétés vont être traversées par des quêtes de confiance et des recherches de sens liées à ces nouveaux enjeux - avec des extrémismes, des conflits, des irrationalités. Les changements internes au monde agricole doivent être pensés et voulus comme une part des solutions à l'absence de perspectives collectives de nos sociétés industrielles bâties sur les énergies fossiles. **Il s'agit bien d'un nouveau pacte Terre/Société qui intègre le soin des corps (donc de la santé) au soin de la planète.** Du bord de l'assiette, en somme, aux puits à carbone.

5. La logique du développement durable n'est pas spontanément harmonieuse avec les pressions prévisibles sur la demande de biens agricoles alimentaires et énergétiques. Il peut même y avoir contradiction et tensions. L'agriculture qui est en position de sujet de cette situation doit se vouloir et devenir actrice de ce débat et de la recherche de ses solutions. Et cela doit intégrer une réflexion sur les territoires car les besoins de sols vont augmenter, en concurrence demain avec les infrastructures et les cités. Le temps du recul tranquille des terres disponibles est terminé, mais pas celui des besoins et des désirs urbains.

6. Pour s'arracher à sa longue histoire d'un des « plus vieux métiers du monde », l'agriculture de la fin du XX^e siècle a dû concentrer sa stratégie de mise en modernité sur la technique et le commercial. Car si « nous sommes tous des enfants de paysans », longtemps « on gardait à la ferme le petit dernier, pas forcément surdoué »... Agrandissement, productivité, matériel lourd, puissance ont été mis en avant masquant une part du métier, petite agriculture péri-urbaine, double activité, micro exploitation, ventes directes... **Peu à peu, l'agriculture des « vrais professionnels » s'est ainsi éloignée de l'agriculture « vue de la ville » : marché, chèvres, bord de route, bio aussi...** La production de matières premières pour l'industrie agroalimentaire a ainsi pris le pas sur le manger et le cuisiner. **Concrètement, « le masculin producteur » a dominé « le féminin nourrissant ».** On a même remplacé à un moment le sein de la mère par le lait en poudre, avant de réintroduire la maman juste avant « le petit pot de marque ». Ce chemin qui a transformé le besoin de nourrir en « pétrole vert » de la Nation (il fallait quand même y penser, car ce n'est pas très appétissant !), ce chemin prend un tournant brutal avec la crainte de pénurie de biens alimentaires au niveau mondial et avec la logique du développement durable. **« Travailler la terre », « faire pousser », deviennent des activités hyper modernes qui sont brutalement**

passées de l'arrière historique des sociétés à leur pointe historique, symbolique et technologique. L'enjeu est de réussir ce retournement.

7. Dans cette logique, il nous faut peu à peu apprendre à penser en termes de « monde des fermes » et non de « monde rural ». **L'urbanité culturelle et sociale a triomphé partout**, la société rurale est réduite à l'état de lambeau, cachée par des institutions aux façades régulièrement repeintes, les sociétés des villages sont en difficulté, les conseils généraux sont largement gérés par des retraités. **Mais les fermes, elles, sont souvent modernes, elles attirent les urbains et la société.** La déconnexion paysannerie/rural peut permettre de faciliter l'autonomie du monde des fermes et son inscription en position centrale de ce que nous appelons dans ce texte, pour faire image, le monde vert.

8. Nous devons nous penser face à « un monde vert » comme on dit « monde industriel » ou « monde internet », un ensemble de pratiques sociales, symboliques et économiques qui vont du pot de fleurs sur le balcon aux gigantesques exploitations des grandes plaines d'Australie et, demain, d'Afrique ou de Sibérie. Des pays riches et sans terre vont acheter des terres aux pays pauvres mais avec terres, au moment où l'agriculture va se rapprocher des villes et où les attentes bio convertissent les élites sociales mondialisées. « Le très grand » et « le très petit », habitués à se distinguer, voire à s'opposer - particulièrement dans le monde agricole -, vont devoir s'allier dans « la planète verte ». **La planète verte sera lieu de gestion de la rareté alimentaire et spatiale (redécouverte des sociétés anciennes) dorénavant liée avec l'hyper technologie et le capitalisme vert des entreprises vertes.** Autrement dit, la redéfinition par le rapport à la nature de l'unité du champ vert, va de pair avec l'élargissement de ses responsabilités du soin des corps au soin de la Terre-patrie d'Edgar Morin. **La santé de neuf milliards d'individus de moins en moins actifs de leur corps, et la santé de la Terre commune et propre « ensemble », se trouvent liées et dorénavant insécables.**

9. La problématique des nouvelles compétences, nouveaux métiers, culture des sciences naturelles... devrait être envisagée. **Une ligne professionnelle devrait être construite autour de l'idée « des cols verts »** (de cols-bleus, cols blancs...) qui place les travailleurs de la terre au sein du champ de l'ensemble des métiers du développement durable et de la nature. Les centres de recherche et les écoles agricoles pourraient être réorganisés sur cette base - de même que les priorités de la Banque verte et des coopératives. Rapidement **un fonds de capital-risque pourrait s'appuyer sur les actifs agricoles** pour favoriser l'économie verte - y compris les énergies renouvelables. Dans la même logique, en profitant de la nouvelle loi universitaire, le monde agricole pourrait se rapprocher d'universités formant dans les domaines des sciences naturelles, de la santé et des nouvelles énergies.

10. Ces différents éléments conduisent à **ne pas analyser et penser les changements en cours seulement sous des angles technologiques ou économiques.** Bien sûr, ceux-ci sont déterminants, mais il va falloir en outre obtenir la confiance des opinions publiques pour un développement durable « écologiquement intensif », comme dit Michel Griffon. Il y a là une difficulté majeure car il faut faire passer l'agriculture « des vieux

métiers du passé » modernisée dans les années soixante par la chimie et la technologie, à l'agriculture « métier du futur, lien entre la santé des hommes et le soin du corps charnel de la Terre ». Là est évidemment le centre de notre travail. La modernité de l'agriculture doit se sentir aussi bien dans ses relations avec l'économie verte, les modes d'organisation professionnelle, la construction de la communication... **Il faut repenser l'agriculture sur le modèle de Silicon Valley** et sortir du modèle rural français de la III^e République : **autrement dit, sortir l'agriculture du monde rural pour la repositionner dans le monde vert.**

CONCLUSION

Ces analyses et les quelques pistes imaginées pour faire réfléchir visent à préparer un déplacement symbolique et politique de la question agricole. **Mais qui vont en être les concepteurs et les acteurs, comment en faire un projet politique, un pacte social et un projet économique révolutionnaire ?**

Car tout cela ne nous dit pas qui va porter ces immenses bouleversements techniques, alimentaires, productifs, scientifiques, symboliques... Le monde agricole pourrait le faire. Le monde de la ville aussi, les pays rentiers – grâce à leurs rachats de nos plaines et de celles des pays pauvres pareillement. Dubaï peut racheter le bassin parisien ; les villes peuvent massivement former les cols verts de demain ; ou à l'inverse, le monde des fermes peut être le bras politique et économique des bouleversements prévisibles. C'est là que sont les choix que doit faire le monde agricole lui-même. **Des choix politiques, des choix de civilisations.**

Ce texte est volontairement dérangeant, trop rapide souvent ; il nécessite approfondissements et débats. Mais il cherche une piste offensive pour une agriculture durable d'un monde durable en crise d'horizon dans une culture politique française qui pense encore que « nous venons tous de la paysannerie ». Au niveau européen, la réflexion doit bien sûr être approfondie, car nos relations à la terre sont différentes dans chaque pays – ou groupes de pays.

– Jean-Paul BETBÈZE

ÉCONOMISTE

Chef économiste du Crédit Agricole et professeur à l'Université de Paris Panthéon-Assas. Il est membre du Conseil d'Analyse Economique auprès du Premier ministre et membre du Conseil stratégique de l'agriculture et de l'agro-industrie durables auprès du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche. Il est également Secrétaire du bureau de la Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde (FARM).

FRANCE 2030 : POUR UNE STRATÉGIE DE CROISSANCE AVEC L'AGRICULTURE

Jean-Paul Betbèze, Chef Economiste du Crédit Agricole, Professeur à l'Université de Paris Panthéon-Assas, Membre du Conseil d'Analyse Economique auprès du Premier ministre, Membre du Conseil stratégique de l'agriculture et de l'agro-industrie durables auprès du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche, Secrétaire du bureau de la Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde (FARM).

LES CRISES ONT AU MOINS UN AVANTAGE,

celui de nous faire regarder l'avenir différemment, de nous obliger à reconsidérer ce que nous croyons être nos forces, et nos faiblesses. Or, nous sous-estimons constamment l'importance quantitative et qualitative de l'agriculture française. C'est là une erreur factuelle qui nous est malheureusement habituelle, mais c'est aujourd'hui, plus encore, une faute stratégique.

4 % DE LA RICHESSE ET 5 % DE L'EMPLOI FRANÇAIS

Quantitativement, l'activité agricole au sens large c'est près de 4 % de la richesse annuelle produite en 2007 en France et 5 % de l'emploi. C'est aussi un excédent commercial de près de 11 milliards (8,5 milliards en moyenne sur les dix dernières années), soit plus de 10% de nos exportations, à comparer à un déficit extérieur annuel qui approche 40 milliards. Plus précisément, la production au prix de base de l'agriculture française, c'est près de 70 milliards d'euros et sa valeur ajoutée brute plus de 37 milliards sur un PIB de 1 900 milliards, soit près de 2 % de l'ensemble. Si l'on y ajoute les 29 milliards d'euros de valeur ajoutée des Industries Agricoles et Alimentaires, nous avons ainsi un poids économique qui atteint 3,5 % du PIB. La branche agricole, c'est ainsi 1,4 fois la richesse produite par la branche des biens de consommation, 1,4 fois celle des biens d'équipement, 6 fois celle de l'automobile. Quantitativement, ce sont aussi 450 000 exploitations et 3 000 entreprises agroalimentaires. C'est aussi plus d'un million d'emplois (en équivalent temps plein) dans l'agriculture et 550 000 dans les IAA sur un total de plus de 25 millions, soit 5 % de la population active.

ET QU'EN EST-IL DANS LES TROUBLES ACTUELS ?

Aujourd'hui plus que jamais, il nous faut mieux mesurer, et plus encore comprendre, l'apport en croissance, en emploi, en entreprises de cette activité. Car il ne faut pas oublier son apport stabilisant à l'économie et à la société en général, par la gestion des territoires, qu'il s'agisse de leur beauté ou de leur variété, tout comme du renom du pays (pour le tourisme notamment) ou de la qualité de la nourriture (et de ses effets sur la santé). Mais, plus profondément, il faut revoir son importance directe, au-delà même de la balance commerciale, si l'on prend notamment en compte l'avenir qui s'approche, avec plus de bouches à nourrir et à abreuver, avec des problèmes énergétiques et écologiques plus pressants, avec des questions nouvelles sur la santé

et le vieillissement, avec des interrogations plus fortes sur la qualité de nos espaces. Plus profondément encore, dans un monde où le développement des pays émergents, tant attendu, se produit dans le cadre d'une nouvelle montée des écarts de revenu, d'un exode rural accéléré et d'une inflation des prix des produits alimentaires, on mesure les nouveaux risques géopolitiques qui s'annoncent. Et l'importance d'une réponse stratégique adéquate.

MAIS, POUR SON MALHEUR, L'AGRICULTURE...

est vue comme un « secteur » ou une « branche », bref un morceau, et pire comme un morceau ancien. Cette division est plus un héritage de l'histoire que de l'analyse économique : au début était l'agriculture, puis vinrent le secondaire industriel, le tertiaire des services marchands, en attendant le quaternaire des services sophistiqués. L'agriculture est le début de tout, diront les bonnes âmes, mais le début est par construction ce qui est le moins avancé feront remarquer les autres ! Les deux ont tort. Car qui peut prétendre que l'agriculture peut se passer des équipements du secondaire, de la comptabilité du tertiaire, de la recherche et des nouvelles techniques de communication du quaternaire ? L'agriculture est une « base », en échange croissant avec le reste de l'économie. Symétriquement, qui peut oublier les industries qui équipent l'agriculture et ses industries de transformation, les services qu'elle utilise pour la comptabilité ou les analyses ? Surtout, qui peut sous-estimer l'apport des chercheurs sur les molécules et les entrants, ou des mathématiciens qui s'occupent de la météo ou les actuaires et les financiers de l'assurance ? En fait, la branche agricole, au sens large, réunit des milliers d'entreprises et d'entrepreneurs modernes. Nécessairement. Ils savent que les évolutions commerciales, technologiques, financières et scientifiques sont décisives pour leur futur, qui n'est pas loin d'être celui du pays et de la planète, parce qu'ils sont à la jonction du vivant et du technique.

EN AMONT, PAS « PRIMAIRE »

Par nécessité, le développement du monde agricole s'est fait dans un rapport de plus en plus étroit et complexe à la demande, qu'il s'agisse de la satisfaire en quantité, qualité et régularité. La situation nécessairement en amont, et non « primaire », de l'agriculture lui fait créer de la valeur ajoutée... ailleurs, car sa valeur ajoutée se manifeste au fur et à mesure que l'on s'éloigne d'elle. Ce bref instant où l'acheteur final fait son choix et met un produit dans son caddie rapporte ainsi au moins autant au vendeur du bref instant, qu'à l'éleveur, au laboureur ou au planteur qui auront, eux, passé des mois à travailler, à surveiller, à risquer. La valeur a certes été ajoutée, elle est toujours étrangement distribuée.

Et quand vient un problème sanitaire, quand une poule est malade en Chine, un canard en Inde ou une brebis en Australie, c'est toute la filière qui est atteinte, jusqu'au fin fond de nos contrées. Une poule éternue en Anatolie, voilà le Finistère qui souffre ! Et quand des innovations ont lieu, pour produire plus et mieux, on s'inquiète de plus en plus de leurs effets, dans l'espace et dans le temps. Nous vivons une grande peur de l'agriculture,

comme ailleurs de l'énergie ou de la science. Nous voulons en effet l'innovation sans le risque, le changement dans la continuité, un pollen changé, mais qui reste sur place. En même temps, bien sûr, nous voulons que tout ceci soit constamment moins cher, alors que les prix de ce qu'utilise ou absorbe l'agriculture ne cessent de monter et le terrain qu'elle utilise ne cesse de renchérir, concurrencé par la ville... ou la maison de campagne !

MAIS DE PLUS EN PLUS DE DÉFIS À RELEVER

Les défis de l'agriculture ne cessent de croître :

- quantitativement, avec une population en augmentation,
- qualitativement, avec des demandes plus complexes de calibrage, régularité et santé, sans compter des demandes assurancielles (qui font, en comparaison, de REACH¹ une aimable plaisanterie),
- économiquement, avec une pression croissante sur les coûts et les marges,
- socialement, avec des responsabilités plus fortes pour la gestion des territoires ici, mais aussi le soutien à des agricultures des pays émergents.

A CONTINUER AINSI, ON PEUT METTRE L'AGRICULTURE FRANÇAISE DEVANT UNE ÉQUATION IMPOSSIBLE,

en réduisant continûment sa rentabilité nette au moment où on lui fait supporter des risques et des exigences croissants. D'ailleurs, l'écart entre la part dans la valeur ajoutée et dans la population active le montre bien, tout comme la séquence de la progression des revenus agricoles : le revenu agricole connaît en effet des évolutions erratiques. Ce sont ainsi quelques hausses fortes, parfois très fortes, mais elles sont soudaines et isolées, un ou deux ans de suite, qui sont suivies d'une décennie de baisses. Ceci permet d'expliquer les soutiens nécessaires à une activité aussi volatile, et de relativiser, si l'en était besoin, leur importance.

C'EST ICI QU'IL FAUT POSER LA DOUBLE QUESTION, STRATÉGIQUE ET DE CONFIANCE :

La question stratégique d'abord : dans un monde où nous disposons d'une spécialisation économique à la fois compétitive et en expansion, faut-il (ou non) en profiter pour la développer ?

La question de confiance ensuite : les français hors du domaine agricole pensent-ils (ou non) que les français du domaine agricole sont conscients de leurs responsabilités quand ils les nourrissent, tout comme d'ailleurs pour leurs clients à l'export ?

¹ Registration, Evaluation and Authorization of Chemicals, du nom de la réglementation européenne entrée en vigueur le 1^{er} juin 2007 dans le domaine de la chimie, où il s'agit d'améliorer la connaissance des propriétés des substances chimiques produites et importées dans l'Union Européenne pour maîtriser les risques liés à leur usage. On compte que, quand son développement sera complet (dans onze ans), REACH coûtera entre 0,5 % et 1 % du chiffre d'affaires du secteur, soit entre 2 et 5 milliards d'euros.

SI L'ON RÉPOND NON À CES DEUX QUESTIONS,

La cause est entendue : une part des Français ne croit pas en une autre, au moment où la situation de tous s'obscurcit et où se présente un vrai soutien durable à la croissance et à l'emploi. La cause est entendue, pour la bonne raison qu'elle serait alors perdue pour tous. Mais pourquoi une telle suspicion ? Pourquoi un tel gâchis de chances ? Evidemment, ce double non est impossible dans le pays de Descartes ! Il ne semble pas non plus qu'une part des Français ne croie pas dans une autre : la chaîne économique est aussi sociale, c'est celle de l'échange et de la communication. On (se) fait donc confiance, bien sûr, ce qui n'empêche pas de vérifier, au contraire.

NOUS EN SOMMES DONC À UN OUI SI...

Oui, il faut développer l'activité agricole, si elle donne des preuves de son efficacité et de sa qualité. En d'autres termes si elle est transparente dans ses choix et dans ses résultats.

C'est alors qu'un Pacte français est possible avec la branche agricole, un Pacte qui doit mieux présenter ce qu'elle est, fait, implique et plus encore promet. En effet, aucune stratégie de branche de cette ampleur n'est possible en France, et aucune sans une vraie connaissance des ambitions, des possibilités, des besoins et de ses risques. Un Pacte pour la première branche de ce pays passe par des efforts et des engagements mutuels.

Dans un monde où il va falloir nourrir des milliards d'êtres supplémentaires, mais aussi leur offrir des espèces nouvelles moins consommatrices en eau, engrais ou pesticides, plus respectueuses de l'environnement, plus soucieuses de la santé, on peut se dire que la France dispose de quelques atouts. Des atouts qui sont la conséquence d'années de travail et d'expérimentations, donc qui ne sont pas de nature à disparaître aisément. La branche agricole combine une logique high tech avec une nécessité d'assimilation et d'adaptation dans la durée. Dans ce contexte, sa logique innovatrice est cumulative, ce qui implique une moindre volatilité que dans d'autres domaines (les Nouvelles Technologies d'Information et de Communication notamment), pour autant qu'un retard trop important n'ait pas lieu (dans les Organismes Génétiquement Modifiés notamment).

PROFITER DE LA SITUATION

On peut certes se dire que les céréaliers, les semenciers ou encore les professionnels du machinisme agricole qui bénéficient actuellement de la remontée des prix agricoles sont les mieux à même d'ancrer cette stratégie dans la durée. Mais cette stratégie de renforcement bénéficiera aussi à d'autres filières plus spécialisées, aux entreprises qui auront à se structurer, se renforcer pour exporter et s'étendre hors de l'hexagone, avec également l'idée non seulement d'innover, mais de se rapprocher de l'aval. Surtout, cette stratégie ne peut être menée par la seule branche agricole, si elle n'est pas appuyée par les pouvoirs publics et comprise par la population.

UN PACTE POUR UNE RÉVOLUTION AGRICOLE

Le Pacte français avec sa branche agricole est donc aussi celui d'une révolution biotechnologique et servicielle, d'une intégration plus forte des prestations d'excellence qui en font et feront le succès international.

De ce point de vue, on ne voit pas ce qui empêche de recourir à des notions de politique industrielle, c'est-à-dire de travail conjoint d'acteurs privés, publics et coopératifs dans la durée, en fonction d'objectifs précis. Mais ceci sans oublier que nous sommes dans le vivant (avec la complexité et les risques que ceci implique), dans des secteurs à forte empreinte coopérative et/ou de petites unités (avec les politiques de consolidation que ceci implique), ni dans un monde à la fois plus ouvert, plus concurrencé, et plus instable (avec les opportunités et les limites que ceci implique, on vient de le voir avec l'OMC).

AU FOND, ON SE PREND À RÊVER D'UNE APPROCHE RATIONNELLE,

étudiant les forces et les faiblesses des diverses branches de l'économie française, avec les enjeux de croissance à moyen terme qu'elles impliquent, sans oublier leur apport géo-politique. On trouverait alors la branche agricole aux premières places, dira-t-on la première ? Dans ce contexte, il ne semblerait pas anormal qu'on accorde à ce domaine les moyens de son développement, en lui permettant de se renforcer, de s'unifier, de se regrouper, en renforçant et unifiant ses pôles de recherche, de production, de financement, de prospection de marchés. Dans ce contexte aussi, comme ailleurs, il faudra renforcer les PME de l'agriculture, permettre à de plus grands acteurs de naître, rentables et puissants, intégrés en aval et capables de discuter avec une distribution qui se renforce et se mondialise. L'industrie parle souvent, pour ce qui la concerne, d'écosystèmes à bâtir, unissant et renforçant des logiques de production et de recherche, de rapports à enrichir entre grandes entreprises et PME, de chartes de bonnes pratiques à écrire, d'ambition européenne et de globalisation. Nous n'en sommes pas là dans le domaine agricole, alors qu'il peut prétendre à ces responsabilités, à ses apports en croissance et en emploi durables.

LES « USUAL SUSPECTS »

On parle alors du rapport étroit à la terre et à l'espace, des spécificités de métiers, sinon de leur émiettement, de la faible rentabilité moyenne du secteur, de la faiblesse et volatilité de ses revenus comme autant de freins habituels, d'usual suspects qui empêcheraient la croissance. Mais il existe, en France et ailleurs, dans la branche agricole, de grands succès d'entreprises, de banques ou d'assurances, qui montrent que ceci n'est pas consubstantiel à l'activité. Simplement, c'est plus difficile qu'ailleurs.

PERSONNE NE DEMANDE UNE BANALISATION DE L'AGRICULTURE,

car ce serait passer à côté de son caractère inéliminable : son rapport au vivant, avec ses spécificités et ses aléas.

PERSONNE NE PEUT COMPRENDRE NON PLUS UNE SORTE DE CANTONNEMENT,

au moment où de plus grands espaces sont à portée, des innovations à développer, des richesses à produire, des marchés à créer et conquérir. La France, répétons-le, ne dispose pas de tant de branches qui ont à la fois cette capacité technologique et organisationnelle de développement. Pourquoi ne pas la soutenir ? Pourquoi ne pas fédérer des efforts ? L'histoire économique nous montre aussi que les fenêtres d'opportunité ne restent pas longtemps ouvertes et que les phases de hausse de prix se corrigent brutalement, notamment dans l'agriculture.

PERSONNE NE POURRAIT COMPRENDRE NON PLUS UN MANQUEMENT MORAL :

le monde agricole est celui de l'homme. Au moment où les pays émergents sortent de leurs difficultés et des millions d'êtres peuvent commencer à exister, personne ne comprendrait que l'agriculture française ne contribue pas à ce tournant de l'humanité.

Monde

La population mondiale passera de 6,5 milliards d'êtres humains en 2007 à

8,3 milliards en 2030.

(FAO)

En 2005,
854 millions de personnes souffrent de la faim.

(FAO)

La même année, on compte
1,6 milliards d'adultes en surpoids et
400 millions d'obèses.

(OMS)

Le blé, le riz et le maïs fournissent à la population mondiale plus de **50 % de l'énergie alimentaire** dérivée des végétaux.

(CRDI)

Les besoins mondiaux en céréales augmenteront de **50 % d'ici 2030** et passeront de 2 à 3 milliards de tonnes.

(FAO)

Les produits agricoles réalisent **8 %** du commerce mondial de marchandises.

(Bimagri)

Les réserves mondiales de pétrole sont estimées à **41 ans.**

(Bilan statistique de l'énergie mondiale 2008 - BP)

50 % de la population mondiale vivra en zone urbaine en 2030, contre 30 % en 1950 et 47 % en 2000.

(ONU)

Entre 1950 et 2050, les surfaces agricoles mondiales auront été divisées par **5.**

(Bimagri)

L'espérance de vie des Français est passée de 45 ans en 1900 à **81 ans** en 2007.

L'agroalimentaire représente aujourd'hui **3,5 % du PIB Français.**

(Bimagri)

Les Filières biocarburants permettront la création ou le maintien de **25 000 emplois** en 2010.

(Rapport CES 2006)

Les biocarburants émettent **2 à 3 fois moins de CO₂** que les carburants fossiles.

(Etude PWC - 2008)

Europe

L'Europe est
la **1^{ère} puissance**
agricole mondiale.

(Eurostat)

L'agriculture
représente **4,9 % de**
l'emploi total
en Europe.

(Eurostat)

France

450 000 emplois sont
liés aux grandes cultures
en France ; 2,6 millions
à l'agriculture.

(Bimagri)

9,1 milliards d'euros :
c'est l'excédent agroalimentaire
français en 2007. Cette même année
le solde de la balance commerciale
est déficitaire de 39,2 milliards
d'euros.

La France importe aujourd'hui
98 % de l'énergie nécessaire au secteur des
transports ; en 2010, **7 %** de biocarburants
se substitueront aux carburants
fossiles.

La France est le **second**
exportateur mondial de produits
agricoles et alimentaires derrière
les Etats-Unis, mais devant
le Canada et le Brésil.

(Bimagri)

Les utilisations non alimentaires
hors biocarburants représentent
déjà **7 %** de la consommation en
pétrole de la chimie française.

(ACDV)

Entre 1995 et 2005,
la consommation de l'eau par
l'agriculture a diminuée de **20 à 30 %**
pour une production identique.

(ARVALIS - Institut du végétal)

Aujourd'hui, **1 agriculteur français**
nourrit 60 personnes. En 1960, il en
nourrissait 15 pour 2 fois plus cher.

(ARVALIS - Institut du végétal)



– Pierre RADANNE

SPÉCIALISTE DES QUESTIONS D'ÉNERGIE ET D'ENVIRONNEMENT

Président de Futur Facteur 4. Spécialiste des questions d'énergie et d'environnement, il a été président de l'ADEME jusqu'en 2002. Auteur de L'Energie dans l'économie en 1988, il publie en 2005 Energies de ton siècle ! Des crises à la mutation.

L'ÉCLOSION DE L'AGRICULTURE AU XXI^{ÈME} SIÈCLE

1. UNE HISTOIRE RENVERSANTE

Avant de débattre de l'évolution future de l'agriculture, il est utile de se replonger dans un raccourci historique des 50 dernières années.

L'après-guerre et l'exigence d'autosuffisance alimentaire

Au sortir du dernier conflit mondial et de ses privations, la priorité pour l'agriculture s'impose d'elle-même : assurer l'autosuffisance alimentaire. Chaque pays, y compris les moins agricoles, vont s'appliquer à y parvenir. Cette nécessité conduira naturellement à faire de la politique agricole commune une des priorités de la jeune Union Européenne.

Dans ces conditions, la figure de l'agriculteur est forte : l'alimentation de tout le pays dépend de son courage à toute heure et par tous les temps. Cette période de l'après-guerre fut aussi celle de la mécanisation de l'agriculture, de l'utilisation massive des intrants pour améliorer les rendements. Pendant les années 60, le monde agricole a vécu la succession de records de production en quintaux à l'hectare comme la triple preuve de son courage, de sa modernité et de contribution à la société. La force des sentiments nourris alors pèse encore fortement dans la perception de lui-même par le monde agricole.

Des gains de productivité jusqu'aux surproductions

Les gains de productivité dans les années 60 et les années 70 ont été tels, que l'on passe rapidement des pénuries de la guerre à des surplus : les montagnes de lait, de beurre, de blé...

Le monde agricole apprend avec difficulté combien les surcapacités constituent des situations dangereuses au plan économique. Elles signifient en effet une baisse des cours, des stocks à l'écoulement incertain et une perte de l'autonomie de l'agriculteur sur sa production. On passe d'une rémunération proportionnelle à la production, à des mécanismes complexes de quotas, avec une rémunération en partie disjointe de la production. Cette situation modifiera fortement la relation de la société aux agriculteurs. Leur rôle de pilier dans la société se délitera petit à petit puisqu'il n'y a plus de besoins de productions nouvelles. Il faut donc exporter. Le développement des échanges extérieurs sera aussi tiré par une diversification des pratiques alimentaires (des produits de partout, en toutes saisons) qui provoquent des importations. Ce contexte associé au discours de modernisation prendra également la forme d'une justification de la baisse du nombre d'agriculteurs. Ainsi, les références anciennes s'estompent et les critiques contre la politique agricole commune s'amplifient.

L'agriculture saisie par le libre-échange

L'agriculture devient de plus en plus engagée dans les échanges internationaux. Les agricultures les plus productives, celles des Etats-Unis, de l'Australie, de l'Europe et de l'Amérique Latine, sont engagées dans une concurrence de plus en plus forte. La surproduction généralisée fait chuter les cours mondiaux, ce qui rend nécessaire le maintien des subventions communautaires pour assurer la compétitivité des agricultures. Cette tension permanente creuse également les écarts entre les agricultures de plaine les plus productives et celles plus difficiles des zones de montagne, ainsi qu'entre les filières, les céréales stockables, les fruits et légumes périssables et l'élevage. Le discours de libre-échange poussé par des agricultures en surcapacité s'exprime dans un contexte idéologique libéral favorable et dans un mouvement impressionnant de mondialisation de l'économie et de décollage des pays émergents. En parallèle, les agricultures les moins productives des pays en développement, du fait de sols pauvres, de climat aride, d'insuffisance de mécanisation, perdent pied et sont délaissées. Comme toujours bien peu nombreux ont été ceux qui ont vu ce retournement de situation.

2. LE RETOURNEMENT DU CONTEXTE AGRICOLE

La croissance de la demande mondiale

De façon pourtant prévisible, la demande alimentaire mondiale s'engage dans une croissance régulière sous l'impulsion de deux moteurs puissants : la croissance de la population mondiale et celui, moins visible, de l'amélioration de la qualité de la ration alimentaire de certaines populations, notamment la nouvelle classe moyenne des pays émergents.

Le retournement du marché mondial résulte aussi depuis 2007 d'autres causes : une sécheresse en Australie, une demande de céréales pour la production de biocarburants et d'autres productions non alimentaires.

La tension sur les marchés

La tension sur les marchés a pris la forme d'une hausse brusque des cours. Avec en prime des mouvements spéculatifs. Ces tensions sont également simultanées avec une hausse généralisée des matières premières et de l'énergie qui rogne les marges bénéficiaires et accentue la déstabilisation.

Cette tension sur les marchés a ramené à la réalité. Celle de populations dans les pays en développement ne pouvant plus acheter leur galette de blé, de riz ou de maïs. La hausse des prix agricoles creuse gravement les inégalités sociales, et engendre des révoltes. On redécouvre le rôle majeur de l'agriculture, et après les dangers des surcapacités, ceux, bien pires encore, de la pénurie.

La faiblesse de la prospective en agriculture

Cette situation amène à s'interroger sur le sérieux de la prospective en matière agricole. Les modélisations de la FAO semblent avoir davantage pour but de protéger l'institution par des scénarios tellement contrastés qu'ils embrassent inévitablement toutes les situations possibles, ... au point de perdre toute capacité prospective. Un réexamen en profondeur est d'autant plus nécessaire que devant les risques de tensions sur les marchés, certains pays freinent leurs exportations, ce qui accroît encore les difficultés.

Il faut dans le même ordre d'idée relancer fortement la recherche agronomique, car nourrir la planète en 2050 nécessitera presque un doublement des rendements agricoles mondiaux par rapport à aujourd'hui. La difficulté est que la recherche est aujourd'hui tournée vers les agricultures des pays industrialisés, déjà fortement productives et qu'elle délaisse gravement les pays en développement utilisant pourtant des techniques hors d'âge et qui sont souvent en déficit alimentaire.

Une situation qui surtout ne va faire que s'aggraver d'ici 2050

Au-delà de cette actualité, il convient de s'interroger sur les tendances à long terme. Et sur ce plan, les perspectives ne sont guère rassurantes :

- La population humaine passera de 6,5 milliards d'habitants à 9 ou 9,5 milliards d'habitants en 2050 ou 2060, avec notamment un doublement de la population africaine ;
- De plus, aujourd'hui un quart de l'humanité mange mal, (alimentation insuffisante ou carencée). Mais cette situation s'améliore dans les pays émergents à mesure que l'amélioration des conditions de vie se diffuse dans les sociétés.
- En outre, l'évolution des pratiques alimentaires des populations aisées se traduit par une augmentation qualitative des besoins (et pas seulement quantitative avec l'inquiétante tendance à l'obésité).
- Il faut donc considérer, si l'on cumule les deux facteurs de la démographie et de l'amélioration de la qualité de l'alimentation, que les besoins alimentaires mondiaux devraient tendanciellement presque doubler d'ici 2050.
- Si certaines parties du monde ont des réserves importantes de terres cultivables : les deux Amériques, la partie sibérienne de la Russie, l'Afrique, d'autres régions du monde voient les terres agricoles diminuer par avancée des déserts ou par artificialisation des sols (extension des villes, des infrastructures de transports). La marge d'augmentation de la surface cultivable sera à l'avenir réduite sinon négative. La faiblesse actuelle de la prospective fait que ce point, a priori objectivable, reste l'objet de forts désaccords qui brouillent l'anticipation.

- Le changement climatique se traduit surtout par une nette chute des précipitations dans les zones qui pourtant en auraient le plus besoin : les deux ceintures autour des tropiques du cancer et du capricorne (ce qui inclut la zone méditerranéenne).
- Un déficit chronique de production aboutira à des prix élevés mais aussi à comprimer les marges sous la pression populaire. Les agricultures des pays industrialisés pourraient ainsi avoir pour intérêt l'augmentation de la productivité des pays industrialisés.

Il faut en tirer comme conclusion que la productivité de l'agriculture mondiale devra presque doubler dans le demi-siècle qui vient si ces tendances se maintiennent.

Il faut donc approfondir la réflexion, car la situation que l'on connaît depuis 2007 préfigure totalement ce que sera ce siècle.

L'agriculture face à de multiples sollicitations

Il faut dès lors élargir la discussion. L'ensemble de l'activité biologique de la planète est sous une forte pression :

- La forêt mondiale est en réduction, à la fois au niveau des grandes forêts pluviales de l'équateur et de la forêt boréale, trop exploitée (et ce même si dans certaines zones, elle s'étend à nouveau comme en Europe) ;
- La biodiversité est en forte réduction et l'empiètement continu sur les espaces sauvages et leur morcellement précipitent son déclin ;
- La production marine est en chute libre, la surpêche ne permet plus le renouvellement de nombreuses espèces ;
- Et surtout, l'agriculture est très fortement sollicitée pour produire de l'alimentation, du bois d'œuvre et de trituration, des fibres végétales pour le textile, des combustibles et des carburants et enfin des molécules pour la chimie.

Des arbitrages vont être nécessaires, on ne peut effectuer des prospectives dans ces différents domaines sans en consolider les résultats. La question du détournement de l'agriculture de sa fonction principale, à savoir l'alimentation, ne touche pas que la question des biocarburants.

Le débat sur les biocarburants est emblématique. La hausse des prix du pétrole avait généré un engouement au début des années 2000. La substitution du pétrole par les biocarburants était présentée comme une solution alléchante car conjuguant trois bénéfices : assurer aux agriculteurs des rémunérations additionnelles non dépendantes des contraintes de la PAC, dégager de la dépendance pétrolière et réduire les émissions de gaz à effet de serre. Quelques années plus tard, les voilà accusés d'affamer le monde avec les tensions actuelles sur la production. Et voilà

donc les mêmes interlocuteurs qui inversent leur diagnostic et réclament parfois l'abandon des biocarburants.

Aucune des productions non alimentaires n'est à rejeter a priori, il faut par contre leur réserver un rôle d'appoint.

Si la prospective ne nourrit pas la réflexion et ne débouche pas sur des progrès de gouvernance mondiale, les désordres vont s'accroître et prendre une forme géopolitique violente : par exemple du fait d'une perte d'autosuffisance alimentaire du sud-est asiatique, un déficit alimentaire accru du Maghreb et du Sahel, une pression sur les zones vierges notamment de l'Amazonie pour répondre à la demande mondiale...

Il faut donc développer une vision globale sur la production biologique de la planète : agricole, forestière et marine et identifier les priorités, les complémentarités et les incompatibilités entre filières.

3. L'AGRICULTURE DANS LA SOCIÉTÉ

L'attente d'une agriculture productive au plan mondial ne saurait remettre en cause les attentes importantes qui pèsent sur l'agriculture quant à sa relation à l'environnement.

L'attente environnementale

Les progrès de productivité de l'agriculture effectués dans l'après-guerre ont eu un revers dont on n'a pris conscience de la gravité que progressivement :

- Les consommations d'engrais ont distillé des rejets de nitrates dans les nappes phréatiques, les cours d'eau et les rivages ;
- Les herbicides et les pesticides ont diffusé dans l'environnement des molécules persistantes aux effets nuisibles mal connus et qui génèrent une pollution de fond ;
- La dégradation continue de la biodiversité fragilise les équilibres naturels et ouvre la voie à de grands dangers dont l'agriculture sera inévitablement la première victime ;
- L'absence de gestion du retour vers le sol des matières organiques est une question encore peu abordée et pourtant l'une des plus préoccupantes. On ne cesse d'effectuer des prélèvements sur les sols, sans réintroduire de matière organique (le fumier et le compost des agricultures traditionnelles), ce qui provoque une réduction de la quantité d'humus. L'épuisement des sols ainsi provoqué est encore aggravé par un recul de l'attention portée à l'érosion (suppression des haies, du bocage, des terrasses). La gravité du phénomène est très variable : elle est préoccupante dans la zone méditerranéenne, les terres en pente et certains sols pauvres, tandis qu'elle reste secondaire dans les plaines alluviales et les terres à grande profondeur d'humus.

Il faut organiser un retour de la matière organique dans le sol après compostage et méthanisation (à partir des déchets agricoles et des déchets municipaux en ayant recours à une collecte sélective qui garantisse la qualité de ce retour au sol).

Il ne faut pas croire que la France restera un pays, non seulement de forte production agricole mais d'élaboration de produits de grande réputation à forte valeur commerciale et l'un des centres de la gastronomie mondiale, si elle laisse dériver son agriculture vers une production avec engrais liquide sur caillou. La demande va heureusement croissant en faveur d'une agriculture durable c'est-à-dire pérenne parce qu'ayant trouvé une relation d'équilibre avec son environnement en protégeant les ressources en eau, en réduisant les diverses pollutions, en garantissant la reconstitution du sol et en favorisant la biodiversité.

Une réponse technique insuffisante

Face à cela des solutions techniques sont recherchées :

- L'opinion publique est très sensible à l'avancée radicale que constitue l'agriculture biologique et l'abandon des intrants et des traitements ;
- Une maîtrise des dosages notamment par pilotage informatique permet de réduire les apports d'intrants au niveau minimal utile ; cette optimisation étant très variable selon les territoires, les sols et les cultures, elle nécessite un accompagnement scientifique important ; elle constitue la voie d'avancée principale ;
- Des progrès importants sont possibles par association des espèces végétales (notamment le redéveloppement des légumineuses qui fixent de l'azote).

Il est essentiel de progresser dans ces voies, de les articuler et de produire une vision du long terme intelligible. La réponse à la crise actuelle proviendra à la fois de nouvelles avancées techniques et d'une relation attentive et prudente vis-à-vis de l'environnement.

Il doit être également clair que le mode d'agriculture qui prévalait avant la Révolution Industrielle ne peut constituer un refuge car, entre temps, la population mondiale a été multipliée par 10.

Comme on l'a vu plus haut, une relation affective forte existait entre l'agriculture et un pays où tous avaient de profondes racines rurales et où les agriculteurs avaient résolu la pénurie alimentaire. Mais maintenant, tout cela s'estompe. Le fait que la société ne reproche maintenant pas seulement aux agriculteurs de générer des pollutions mais d'agresser la nature constitue une sorte de retournement symbolique. La population française maintenant largement urbaine construit une relation affective avec une nature valorisée dans son origine sauvage. Confusément, nos contemporains pressentent que les déséquilibres écologiques d'origine multiple

déstabilisent notre civilisation. Cela prend dès lors la forme de recherche de bouc émissaire. Le fait qu'une partie de la population reproche au monde agricole de dégrader la nature, choque profondément un monde rural largement tout autant respectueux et attaché à la nature.

La réforme de la PAC

La dernière réforme de la PAC est le résultat de ce débat. L'agriculture doit respecter des objectifs environnementaux et modérer ses objectifs de production, elle se doit de plus de prendre en charge la gestion d'un monde rural ayant perdu une grande partie de ses agriculteurs et souvent à la population vieillissante.

Cette réforme de la PAC correspondait à une recherche d'équilibre entre production et défense de l'environnement, et ce, dans un contexte alors de surcapacité.

Elle a été assez mal vécue en France parce qu'elle s'est effectuée avec trois facteurs aggravants :

- Cette réforme a été promue par des pays au nom de l'environnement alors que ce sont les mêmes qui protestaient régulièrement contre le coût élevé de la PAC ;
- Le contexte de surcapacité faisait que de nombreuses filières avaient le sentiment de ne pas avoir leur destin en mains ;
- En même temps que la réforme justifiait une réduction des aides, les agriculteurs étaient confrontés à une forte concurrence sur le marché international.

Il apparaît toutefois maintenant que le contexte général de la PAC a déjà fortement changé avec le retournement des marchés et les tensions actuelles et qu'un réexamen s'impose (et pas seulement un bilan de santé).

4. ET DES QUESTIONS NOUVELLES ÉMERGENT

Le nouveau contexte agricole et alimentaire va dans les années qui viennent générer de nouvelles questions.

Le déséquilibre entre le fonctionnement du marché et les inégalités de production

La crise actuelle avive un débat qui n'a cessé de monter depuis une dizaine d'années. Le libre-échange qui crée un marché mondial ouvert occulte le fait que les écarts de productivité entre agricultures sont considérables. Entre une agriculture européenne des grandes plaines et une agriculture africaine ne disposant ni d'engrais, ni d'irrigation, ni de machine agricole, l'écart de productivité pour une même production est de 1 à 200. Si l'on compare la moyenne européenne et la moyenne africaine, l'écart est de un à vingt. La mise en compétition frontale de l'une et de l'autre aboutit inévitablement à la

perte des marchés de la dernière. Cette situation est difficile à renverser car elle résulte de facteurs qui soit sont constants, soit ne peuvent évoluer que très lentement :

- Une forte inégalité de fécondité des terres,
- Une extrême disparité des conditions climatiques et de la pluviométrie (disparité qui va aller en s'aggravant),
- de grands écarts de mécanisation,
- des variations de prix des semences, des engrais et des autres intrants,
- des différences d'accès à l'énergie (carburants et électricité),
- des différences de formation et de qualification,
- de grandes disparités de la structure foncière et de la taille des exploitations,
- de grandes disparités d'accès aux marchés et de maîtrise des négociations du fait d'une forte concentration de l'agroalimentaire et de la grande distribution.

Si la mise en concurrence peut jouer un rôle de stimulant au plan du travail humain ou à celui des systèmes agricoles, elle ne peut rien vis-à-vis des facteurs naturels. Certes, la création d'un marché mondial unique stimule la concurrence et oblige à des progrès de productivité, mais les disparités sont telles du fait de leur nature profonde que le marché a finalement pour effet de marginaliser encore davantage les agricultures les moins productives en leur imposant des prix de vente inférieurs à leurs prix de revient.

L'insuffisance de la production mondiale actuelle repose la question des modalités pour stimuler la production partout dans le monde y compris pour les agricultures les moins productives. Pour protéger les agricultures les moins productives, faut-il renoncer aux exportations ? Faut-il subventionner ces agricultures ou mettre en place des mesures de protectionnisme ? Ce sont là des questions anciennes qu'il faut reprendre. Elles sont importantes car l'on voit s'accroître les disparités entre grandes régions monde, celles en excédent structurel et celles en déficit croissant. La voie à suivre est probablement celle d'un marché mondial ouvert mais stabilisé par des mécanismes de régulation : un retour de l'aide publique au développement pour aider à l'investissement (irrigation, mécanisation...), une régulation des cours par des stocks, une protection de certaines productions vivrières vis-à-vis des importations pour obtenir une meilleure autosubsistance...

L'agriculture face à de nouveaux risques technologiques

L'agriculture est maintenant confrontée à une nouvelle interrogation dans sa relation à l'environnement. Il s'agit principalement du recours ou non aux organismes

génétiqnement modifiés (OGM) et du changement climatique. Ces questions sont sans équivalent avec les débats précédents.

La migration des gènes dans l'environnement du fait de l'utilisation d'OGM peut être réduite, mais pas éliminée. La question a une portée philosophique fondamentale, la migration des gènes n'est ni contrôlable dans l'espace, ni dans le temps. Elle pose une question de responsabilité d'une nature toute à fait nouvelle.

On assiste donc à l'opposition de deux thèses :

- Les nouveaux progrès de la génétique peuvent permettre une amélioration de la productivité, une meilleure résistance aux attaques de parasites et une adaptation aux aléas climatiques et donc favoriser le développement ;
- Les risques induits par une dissémination incontrôlée des gènes sont ressentis comme bien supérieurs à tous les avantages potentiels, notamment du fait de leur caractère irréversible.

Les deux points de vue sont irréductibles car fondés sur des bases totalement différentes. Comment ce débat pourrait-il progresser ?

Pour faire avancer le débat, il faudrait respecter les principes suivants :

- Distinguer la recherche, l'expérimentation et la diffusion, l'acceptation d'une étape ne signifiant en aucun cas l'autorisation de la suivante ;
- Développer un processus strict de traçabilité et des procédures d'évaluation pluralistes et indépendantes ;
- Reconnaître ses interlocuteurs et rechercher patiemment dans un débat continu des compromis ;
- Institutionnaliser un processus régulier de négociations.

Il est en effet clair que :

- L'accès de l'humanité à la compréhension des mécanismes intimes de la vie et de la génétique constitue évidemment un énorme progrès ; on ne peut le reconnaître en matière médicale pour éradiquer les maladies génétiques et se l'interdire quand il s'agit de l'agriculture.
- Simultanément, la possibilité ouverte pour l'homme de transformer les espèces y compris la sienne dépasse en responsabilité tout ce qui avait été encouru jusqu'à présent. Les questions soulevées ne portent pas seulement sur les conditions d'usage des technologies mais posent de profondes questions morales qui bouleversent les codes issus des grandes religions et des grandes philosophies.

Il est essentiel de prendre conscience de la gravité des conflits que cette question peut générer.

- Aucune autorité, qu'elle soit scientifique, éthique ou politique, ne peut trancher par ses avis des questions d'une telle importance, par ailleurs mouvantes en fonction de l'évolution des connaissances.
- Une question d'une telle importance ne peut être tranchée qu'à travers un processus démocratique associant les scientifiques, le monde agricole dans sa diversité, les acteurs industriels et économiques, les consommateurs, les autorités morales... Celui-ci implique que les acteurs en conflit travaillent à échanger leurs diagnostics, conviennent des priorités et recherchent des compromis même partiels et provisoires.
- Ce sont les responsables politiques, à savoir le Parlement, qui peuvent seuls prendre ces difficiles décisions en relation étroite avec la négociation précédente entre les acteurs scientifiques, économiques et sociaux.
- La négociation doit également être menée au plan international, ce qui sera très difficile. L'argument selon lequel, une interdiction en France ou en Europe ne bloquera pas le développement des OGM et se soldera par un retard technologique, fait mouche.

Le changement climatique

La situation de l'agriculture et de la forêt vis-à-vis du changement climatique est double, elle est source d'émissions et puits d'absorption. L'un et l'autre transformeront l'agriculture.

- Environ un cinquième des émissions découlent de la déforestation,
- La forme de l'agriculture, les méthodes agricoles et l'affectation des sols présentent de grandes variations d'émission et d'absorption de CO₂,
- Le surdosage d'engrais azotés est la principale source d'émission de protoxyde d'azote,
- La gestion des déchets agricoles et les pratiques d'élevage sont fortement émettrices de méthane,
- L'agriculture et la forêt ont un fort potentiel d'absorption de carbone.

Il en résulte que les méthodes agricoles vont profondément changer dans la décennie qui vient : ne pas laisser les sols nus, associer plusieurs cultures, revenir sur la pratique des labours profonds, doser les apports d'azote, méthaniser les déchets de culture

et d'élevage, transformer profondément les méthodes d'élevage, développer les énergies renouvelables.

L'objectif pour la France est une division par 4 de ses émissions d'ici 2050, ce sera une division par 10 pour les Etats-Unis et une division par 2 en moyenne mondiale. Tous les secteurs seront évidemment bouleversés par une réduction d'une telle ampleur.

Les choix alimentaires personnels

Les tensions nouvelles sur le marché mondial proviennent en partie du changement de régime alimentaire en particulier de la classe moyenne des pays émergents. Il s'agit là d'une tendance qui est loin d'avoir obtenu son plein effet. Elle oblige à se poser de façon directe la question du régime alimentaire du futur et de ses effets sur le système global en fonction des options prises.

L'insuffisance de production actuelle coexiste avec le constat d'une part des surfaces cultivées consacrées à l'alimentation animale qui couvre près des 2/3 des surfaces totales. Or la production d'un kilo de protéine animale, nécessite sept 7 fois plus de surface que la production d'une quantité équivalente de protéine végétale.

Il faut donc s'interroger sur le fait qu'une telle part d'alimentation carnée est viable. D'un point de vue agricole, le débat ne porte pas tant sur la légitimité de l'alimentation carnée, mais le poids de consommation annuelle et sa répartition entre viandes nécessitant de grandes surfaces et celles, plus intensives.

Cette question s'ajoute à celle de plus en plus posée des nutritionnistes aux économistes en passant par les spécialistes de certaines pathologies sur les excès alimentaires qui conduisent à l'obésité (consommations trop importantes, de sucres, de graisses, déstructuration des rythmes de repas...).

Il est évident dans la situation agricole actuelle que l'on ne peut tout attendre de la technologie ou de la fluidité des marchés, que la capacité à assurer à tous une alimentation de qualité et à faible coût va nécessiter de jouer sur un nouveau facteur, celui de l'amélioration des pratiques alimentaires.

5. LA REFORTE DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

Les voies à explorer pour la nouvelle PAC

Ce qui précède devrait amener à travailler sur les orientations suivantes :

- Développer des surfaces de compensation écologique afin d'assurer la trame verte et bleue du pays et la protection de la biodiversité, la hausse de la demande alimentaire entraînant la fin de la mise en jachère ;

-
- Sortir des références historiques pour les paiements de la PAC et rechercher un système plus équitable notamment en faveur des territoires difficiles ; l'article 68 devrait être utilisé avant tout pour le maintien des agriculteurs et le développement rural ;
 - Réfléchir au maintien de quotas sur certaines productions afin de stabiliser les productions (lait) ;
 - Réduire les subventions à l'exportation vers les pays en développement pour en éviter les effets pervers.

L'Europe doit-elle nourrir le monde ?

On sent aujourd'hui monter deux positions :

- Le nouveau contexte international d'insuffisance de production agricole exige de l'Europe, qui bénéficie de riches terroirs et d'une agriculture excédentaire alors qu'elle n'est plus en croissance démographique, de contribuer aux besoins de zones fortement déficitaires comme le sud de la Méditerranée, certains pays d'Afrique ou du sud-est asiatique ou le Moyen-Orient.
- L'Europe doit avant tout désintensifier son agriculture avec pour objectif de protéger son environnement et donc d'aller jusqu'à réduire sa productivité et donc sa production.

Le débat sur la refonte pour 2013 de la politique agricole commune va donc être plus difficile encore que lors de la réforme précédente. Il en découle des exigences fortes pour le débat :

- Progresser dans le sens de la réduction des intrants et des traitements pour réduire la pression sur l'environnement. Il est essentiel de rapprocher les positions sur cette question car elle structurera l'essentiel du débat ;
- Introduire dans le débat la question des pratiques alimentaires du futur ;
- Repenser l'organisation des marchés, la gestion des stocks et les systèmes d'aides dans un contexte qui n'est plus celui de la surcapacité ;
- Ouvrir le débat sur le rôle de l'agriculture européenne dans le monde et sur son intérêt à stabiliser les populations rurales des pays de forte émigration vers l'Europe ;
- Elargir le débat à l'ensemble de la filière alimentaire pour obtenir à la fois une répartition équitable des marges et une maîtrise des prix alimentaires ;
- Préparer les décisions en amont avec tous les partenaires pour dégager des consensus dans un processus qui pourrait ressembler à celui du Grenelle de l'Environnement.

– Jean-Robert PITTE

GÉOGRAPHE

Professeur de géographie à l'Université Paris-Sorbonne, il est membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, dans la section Histoire et géographie. Spécialiste du paysage et de la gastronomie, il est vice-président de la Société de géographie et co-directeur scientifique du Festival international de géographie (FIG). Il a été, de 2003 à 2008, président de l'Université de Paris IV. Il préside la mission du Patrimoine alimentaire français qui prépare le dossier qui sera déposé en 2009 auprès de l'Unesco.

AGRICULTURE ET CULTURE : RÉFLEXIONS POUR UN AVENIR HUMANISTE DE LA PRODUCTION AGRICOLE MONDIALE

L'actualité récente est marquée par la double augmentation des prix des hydrocarbures et des matières premières agricoles, céréales en premier lieu. La presse, divers partis et associations de la mouvance verte et certains scientifiques relevant des sciences de la terre et de la vie, plutôt que des humanités, de l'économie en particulier, ont relayé ces informations exactes, mais en leur donnant un éclairage inquiétant. Un lien a été suggéré avec le changement climatique ou ce que l'on croit en savoir. La peur du lendemain s'est emparée de l'opinion publique, résultat assez facile à obtenir, mais aussi de ceux des dirigeants du monde qui ont remplacé l'art de gouverner et la projection dans l'avenir par le principe de précaution. Beaucoup d'énergie est dépensée pour deviner ce qui va arriver, plutôt qu'à réfléchir à ce qu'il est judicieux de réaliser. Ce n'est pas un bon signe pour une civilisation.

1. REPENSER LA CONCEPTION DE L'ENVIRONNEMENT

On a vu réapparaître les vieilles craintes millénaristes de signes terribles précédant la fin des Temps. Malthus a repris du service : la terre serait surpeuplée, alors qu'elle est passée en quatre décennies de 3 à 6,5 milliards d'hommes. La Chine, l'Inde et le Brésil, sans avoir surmonté tous leurs problèmes de subsistance, ne connaissent plus les terribles famines qui jusqu'alors les affligeaient. 30 millions de Chinois sont morts de faim entre 1958 et 1962, alors que le pays exportait du blé ! En Inde, la dernière famine meurtrière eut lieu en 1966.

Les seuls pays qui en subissent encore sont en guerre civile ou gouvernés par des régimes politiques totalitaires, incapables, iniques ou corrompus. La Corée du nord en est le plus bel exemple. De sévères famines accompagnées de scènes d'anthropophagie s'y sont produites ces dernières années, alors qu'à ses portes la Corée du sud, plus petite et plus peuplée, habitée par la même ethnie, est devenue une grande puissance mondiale ! Aucun autre contraste géographique n'est plus vigoureux et absurde à la surface de la terre.

L'environnement n'est pas une réalité indépendante de l'humanité que celle-ci devrait vénérer. La seule manière civilisée de l'envisager est d'admettre qu'il est celui des Hommes. Ceux-ci ont tous les droits et sont dotés d'assez d'intelligence pour comprendre qu'un usage à courte vue de leur milieu peut se retourner contre leur propre vie. À eux de déployer savoir, raison et responsabilité, comme dans la conduite de leur propre action individuelle et sociale. La géographie enseigne la variété des réponses possibles à un problème environnemental donné. Elle constitue le terreau d'une vision diversifiée du monde. C'est aujourd'hui la seule réponse optimiste aux défis de la mondialisation, un fait indéniable auquel on ne saurait s'opposer sans de trop durs et inutiles sacrifices. Il importe juste d'en connaître les enjeux et les potentialités, d'en profiter et de s'y adapter par des choix originaux qui permettent l'échange. La géographie sert à mieux habiter la planète. Yves Lacoste a pu écrire naguère qu'elle

servait d'abord à faire la guerre. Sa formule était rigoureusement exacte. La science géographique doit beaucoup aux princes et aux stratèges qui l'ont sollicitée et utilisée à des fins militaires et de conquête territoriale. Aujourd'hui, le savoir géographique est indispensable à la recherche et au maintien de la paix. Dommage que tant de maîtres du monde et de cadres qui les entourent possèdent une culture et une curiosité géographiques aussi embryonnaires.

L'angle de vue géographique est applicable dans le domaine culturel ou politique, comme dans celui de la production économique, en particulier agricole. Il est le seul qui permette de dépasser la vision pessimiste du monde qui prévaut aujourd'hui pour envisager demain de manière raisonnablement optimiste.

2. L'AGRICULTURE DOIT ET PEUT NOURRIR SUFFISAMMENT L'HUMANITÉ

Les produits issus de l'agriculture possèdent bien des usages énergétiques, vestimentaires ou tournés vers diverses industries, mais ils ont d'abord pour fonction nourrir les hommes, reconstituer quotidiennement leurs forces, les maintenir en bonne santé.

Production alimentaire mondiale (kilocalories/personne/jour)

Année	1963	1973	1982	1992	2002
Monde	2295	2428	2593	2708	2804
Origine végétale	1944	2064	2207	2291	2336
Origine animale	351	365	386	417	468
Population (milliards)	3,195	3,907	4,575	5,412	6,205

Source : FAO

Les 6,5 milliards d'humains disposent de 18 200 milliards de calories produites par l'agriculture mondiale. Or, à raison de 2500 calories par jour, ce qui est en moyenne suffisant pour nourrir un individu, 16 250 milliards devraient suffire. Malgré cet excédent, plus de 800 millions d'habitants de la planète ne mangent pas à leur faim et la plupart des autres mangent trop, même dans certains pays considérés comme pauvres ou mal développés. En outre, la proportion d'aliments d'origine animale n'a cessé de croître et ils nécessitent près de trois fois leur valeur calorique en alimentation végétale.

Il est donc essentiel de faire comprendre à tous les cassandres que la terre peut nourrir suffisamment tous ses habitants, ne serait-ce qu'en utilisant mieux la production agricole actuelle.

Comment est-on parvenu à un résultat aussi extraordinaire, compte tenu de ce qu'affirmaient le Club de Rome ou la FAO (Josué de Castro) dans les années 1960 ? D'abord par l'utilisation d'engrais et de pesticides que l'on peut critiquer, surtout lorsqu'ils sont utilisés à l'excès et sans discernement, mais sûrement pas diaboliser. Ensuite, par la sélection et l'hybridation des espèces vivantes, à la base de la révolution verte au Mexique, en Inde et dans toute l'Asie. Enfin, par l'orientation de l'économie chinoise vers le marché, choix politique qui a libéré une énergie humaine considérable.

Dès lors, est-il raisonnable de jeter a priori l'opprobre sur les OGM, sous le prétexte que cette technologie profiterait à une société multinationale nommée Monsanto ? Imaginons un instant qu'un tel discours soit tenu sur Boeing ou sur Airbus. Même les plus virulents des syndicats en seraient scandalisés, tant ce sont des sociétés créatrices d'emploi et de richesse, sans même parler de la liberté de se déplacer qu'elles ont tant contribué à généraliser. Trop d'opinions mal informées s'expriment sur les OGM, refusant pour des raisons idéologiques et pseudo-religieuses, de soutenir des recherches qui permettront un jour d'augmenter les rendements agricoles en diminuant la quantité d'eau nécessaire et les intrants chimiques que sont les engrais et les pesticides.

Certes, des risques existent, mais il en est de même dans les domaines de la santé ou de l'énergie nucléaire. Les chercheurs scientifiques sont là pour les mesurer et imaginer comment les contourner. Les décideurs politiques doivent se tenir informés au jour le jour des découvertes de la science expérimentale. Il est ahurissant que des militants obscurantistes puissent s'arroger le droit de détruire le travail des chercheurs, usant de pratiques qui ne sont guère éloignées des autodafés.

Tout en s'efforçant de produire suffisamment, l'agriculture mondiale, française et européenne en particulier, doit songer à son coût de revient et se dégager progressivement de l'assistanat. Les subventions réelles ou déguisées sont là pour faire face à des difficultés temporaires de tel ou tel secteur de production, frappé par une mauvaise récolte ou une brusque chute des cours ; elles sont là pour aider à une reconversion ou à des choix nouveaux onéreux. Elles ne peuvent tenir à bout de bras et de manière permanente des régions entières ou des pans entiers de l'économie. Les règles de fonctionnement de l'Union européenne et de l'OMC vont dans le bon sens.

Il est clair que cet objectif d'autonomie financière du secteur ne peut être atteint brutalement, tant dans les pays riches que dans les pays pauvres. Dans ces derniers, en Afrique en particulier, il faudrait même passer par une phase d'aide intensive et non détournée à l'agriculture vivrière. Trop de campagnes africaines ou latino-américaines, voire de certaines régions d'Asie, se sont vidées de leur paysannerie qui est venue vivre d'expédients dans des villes de plus en plus monstrueuses et ingérables. Bien entendu, cela impose de réfléchir à la formation des ruraux et aux circuits de commercialisation. Il faudrait aussi un jour qu'émerge dans un certain nombre de pays une élite responsable et intègre. Or, il faut hélas admettre qu'à cet égard l'Afrique patine depuis un demi-siècle.

Dernier point, l'agriculture doit et peut non seulement nourrir en suffisance la population mondiale, mais aussi de manière équilibrée par rapport à la santé des consommateurs. Un effort d'éducation diététique doit être mené dans beaucoup de pays pauvres ou riches où l'on mange de manière déséquilibrée (trop de lipides et de sucre). Il doit être pensé en lien avec les filières de production et de transformation agro-alimentaire.

3. L'AGRICULTURE DOIT AUSSI NOURRIR L'ESPRIT

Il apparaît presque indécent d'évoquer la qualité gustative et culturelle des aliments alors que 800 millions d'habitants de la planète ne mangent pas à leur faim. Et pourtant ! Les pauvres aussi ont droit à la qualité. Il existe d'ailleurs dans un certain nombre de régions pauvres du monde de véritables gastronomies quotidiennes fondées sur des produits locaux et loyaux, issus des terroirs, parlant à l'imaginaire de ceux qui les produisent, comme de ceux qui les consomment qui sont, d'ailleurs, parfois les mêmes.

On ne saurait en effet considérer qu'il est sain de se nourrir uniquement en prêtant attention à la valeur calorique ou à l'équilibre des composants (protides, glucides, lipides, vitamines, sels minéraux, fibres, eau) de ce que l'on absorbe. Une alimentation équilibrée doit aussi procurer du plaisir et même de la joie et donc du désir d'échanger par les saveurs qui suscitent des émotions. C'est un pan de la question alimentaire qui est trop peu abordé et il faut le regretter. Si trop d'Américains souffrent d'obésité, c'est qu'ils sont devenus des consommateurs compulsifs d'aliments riches, gras et sucrés, issus d'une industrie qui n'a eu de cesse d'uniformiser, de reproduire à l'identique, de gommer les nuances saisonnières, annuelles, géographiques de ce qu'elle met en marché.

Malgré l'immense talent de ses ingénieurs, de ses cadres commerciaux, de ses chargés de communication, cette industrie n'a raisonné qu'en fonction de la loi des économies d'échelle : plus on produit du même article standard, moins cela coûte cher à l'unité. Et les consommateurs se sont laissés prendre à ce piège. Manger de manière machinale un aliment agréable, sans aspérités et sans défauts, bien connu des papilles et du cerveau, est reposant, même si cela conduit à la boulimie. C'est la même chose dans bien des domaines qui touchent au cadre de vie, au vêtement, à la musique, à la télévision, au tourisme, etc.

Il est si facile d'acquiescer des automatismes dans le domaine alimentaire, surtout si l'on a été exclusivement nourri pendant la petite enfance au lait maternisé, aux bouillies et petits pots, aux pâtes à la sauce bolognaise industrielle, à la pizza décongelée, aux hamburgers et aux blancs de poulet frits, le tout arrosé de soda marron sirupeux. Tant de haute technologie et d'efforts réels de la part des entreprises industrielles et de la grande distribution pour aboutir à une alimentation du moindre effort, dégradante pour la santé du corps comme pour le plaisir de vivre des consommateurs auxquels elle est destinée ! Pourquoi ceux-ci accepteraient-ils un type différent d'alimentation alors qu'ils n'en ont jamais connu d'autre ? La vie est si dure, surtout lorsqu'on n'est pas très riche. Pourquoi fourniraient-ils un effort lorsqu'ils font leurs courses, préparent

et consomment leurs repas, de discernement, de reconnaissance, de mastication, de compréhension, de stimulation de leur intelligence et de leur imaginaire, alors qu'ils peuvent se procurer des aliments faciles et à première vue peu onéreux ? En réalité, le bon rapport qualité-prix est très souvent gravement illusoire.

L'industrie agro-alimentaire et les distributeurs sont bien conscients de la pauvreté culturelle d'un certain nombre de produits qu'ils mettent sur le marché. Ne parlons même pas de cynisme de leur part, mais d'engrenage d'objectifs et de logiques d'entreprise. Toujours est-il que l'utilisation artificielle dans la publicité de paysages, de références patrimoniales au passé ou à la créativité culinaire des grands-mères est bien le signe d'une nostalgie, de la conscience confuse qu'il manque un volet essentiel, une part de rêve à toute une partie de l'alimentation actuelle. Il y a quelque chose de poignant dans cette publicité télévisuelle pour un fromage industriel qui met en scène une petite fille délurée disant crânement à ses parents qui ne lui en ont pas donné : « moi aussi, j'en veux, du goût ! ». Malheureusement, cette amusante saynète est au service d'une sorte de disque rayé qu'est un fromage rigoureusement égal à lui-même depuis son invention, un produit issu de savants calculs et tests de satisfaction, mais un produit mort, de par sa désespérante invariabilité gustative. N'oublions pas la fable dans laquelle Antoine Houdart de La Motte écrivait en 1719 ces vers profonds que notre époque ne méditera jamais assez :

*C'est un grand agrément que la diversité (...)
L'ennui naquit un jour de l'uniformité.*

Une alimentation réellement humaniste, c'est-à-dire conforme à la richesse de l'intelligence et de la sensibilité humaines, doit recourir à une très large palette de saveurs nuancées et variables d'un moment à l'autre, d'un lieu à l'autre. Elle doit exprimer la personnalité de son espace de provenance, de ceux qui l'ont élaborée, acheminée et vendue, de ceux qui la préparent à l'aide d'un savoir faire culinaire et dans une démarche affective et d'échange. L'alimentation doit refléter ce qu'est la vie humaine, elle doit être diverse et ondoyante, pour paraphraser Montaigne. Utopie de nanti ? Sûrement pas : c'est nécessaire pour les consommateurs, possible pour les producteurs et, en outre, rentable. C'est enfin la seule voie possible pour ce qu'il est convenu désormais d'appeler le « développement durable ».

4. PLAIDOYER POUR UNE ALIMENTATION GÉOGRAPHIQUE

Un aliment, une boisson acquièrent une valeur culturelle et une puissance de suggestion accrues dès lors qu'ils évoquent un lieu, un paysage, un environnement, un climat, un millésime, la personnalité de leurs auteurs, eux-mêmes héritiers d'une histoire et d'un patrimoine vivant qu'ils renouvellent par leur inventivité.

Ces émotions gustatives ont toujours existé, même à l'époque où l'on voyageait beaucoup moins. Que l'on songe à celles que font naître les épices depuis l'Antiquité. Dans le Paris de la Renaissance, tout le monde savait que les meilleurs pains blancs

venaient des blés de la plaine de France panifiés par les boulangers de Gonesse. Un peu plus tard, des communes d'Île-de-France se sont spécialisées dans certaines productions connues et appréciées de tous les Parisiens : petits pois de Clamart, flageolets d'Arpajon, cerises de Montmorency. Évidemment, les vins ont toujours participé à ce mode de consommation à forte connotation géographique. Les gens de peu consommaient et appréciaient des vins bon marché, s'il s'en produisait localement ; les consommateurs plus aisés, désireux d'élargir la palette de leurs plaisirs de table, faisaient appel à des vins venus de plus loin, voire de très loin.

Aujourd'hui, cette philosophie alimentaire est exprimée par le concept très français de **terroir**. Certains le critiquent durement, le trouvant archaïque, voire vichyste, et en tout cas inaccessible aux moins fortunés, en ces temps difficiles pour le pouvoir d'achat. C'est une contre-vérité flagrante, motivée par le désir de ne rien changer aux modes productifs actuels, confortables pour certains grands responsables de filières ou de géants de l'agro-alimentaire. C'est aussi une opinion dangereuse par les temps de concurrence internationale que nous vivons, dans une mondialisation que rien ne viendra enrayer, il ne faut ni l'imaginer, ni l'espérer, compte tenu de tous les avantages que l'humanité peut en tirer.

Il n'est nullement question de s'enfermer dans une défense frileuse du terroir, comme d'une manière générale des identités culturelles. Cela ne peut aboutir qu'à une conception étriquée du monde et à des conflits parfois violents. Si les hommes ont besoin d'enracinement, ils sont aussi nomades et aptes au métissage culturel. Tous les terroirs ont changé de délimitation et de vocation au cours de leur histoire et c'est très bien ainsi. Néanmoins, que certaines productions soient reconnues pour leur personnalité unique liée à un espace géographique peut être une chance pour elles. On songe d'abord aux régions peu favorisées par les conditions du sol ou du climat, mais aussi aux autres. C'est pour mettre en valeur cette diversité que, depuis des siècles, l'association de certains aliments solides, tels que des fromages, ou de certaines boissons avec leur lieu d'origine a été protégée par les pouvoirs publics. La France a même pris la tête de ce mouvement qui a abouti en 1919 et 1935 à une législation originale instituant les Appellations d'Origine Contrôlées. Depuis et progressivement, beaucoup de pays d'Europe et du monde ont rejoint la France. Même s'il reste encore à faire, nombreux sont les producteurs et les consommateurs qui poussent les pouvoirs publics dans cette direction.

À tous ceux qui doutent de la validité économique de cette évolution, il suffit de rappeler les immenses difficultés des viticulteurs français à l'époque où beaucoup de consommateurs se satisfaisaient de médiocres vins de table issus de coupages entre des vins du Languedoc et d'Algérie. Dans le même temps, beaucoup de bouteilles portant des étiquettes prestigieuses contenaient aussi des breuvages nés de coupages inavouables. Aujourd'hui, les producteurs de vin de table, même sincère, continuent à éprouver des difficultés, mais la plupart des producteurs de vins d'appellation d'origine vivent bien et sans subventions, à la condition qu'ils aient choisi le créneau de la qualité et pris en main la mise en bouteille et la commercialisation.

Ajoutons l'énorme gisement de ressources complémentaires que représente l'agritourisme : dégustation et vente sur place, tables d'hôtes, hébergement, etc. Son chiffre d'affaires est actuellement estimé à 20 milliards d'€ en France (Luc Guyau dans Le Figaro du 29 août 2008), sans doute plus en Italie qui a su, au travers de l'original mouvement *Slow food*, créer une belle émulation qualitative autour des produits des terroirs et de leurs paysages. Certains pays du sud s'y lancent timidement dans les régions de production de café, de thé, de rhum, mais le potentiel de développement est gigantesque, à l'heure où nombreux sont les touristes qui recherchent des sensations inédites et la rencontre avec d'autres cultures. Même les régions de grande culture pourraient y songer. Péguy était sensible au charme de « l'océan des blés » de la Beauce. Un peu de talent communicatif pourrait revitaliser cette veine.

5. REPENSER LES MODES DE PRODUCTION

Sans aucunement rejeter les apports de l'agronomie, de la biochimie et de l'économie d'échange d'aujourd'hui, il est désormais possible de nourrir correctement l'humanité, en quantité et en qualité, tout en renforçant le foisonnement des productions, de manière à échapper à la concurrence frontale qu'implique la standardisation.

Pour promouvoir et harmoniser une agriculture mondiale diversifiée, il importe d'infléchir les modes de production. La diminution des apports d'eau est une nécessité absolue dans beaucoup de régions du monde, tant que le dessalement de l'eau de mer ne sera pas devenu d'un coût insignifiant grâce à l'énergie presque gratuite issue de la fusion nucléaire. En revanche, l'économie des autres intrants, engrais et pesticides – ce qui ne veut pas dire leur exclusion –, est difficile à accepter aujourd'hui par les pays et les filières industrielles qui en vivent. Pourtant, il s'agit d'une révolution indispensable. C'est le seul moyen d'encourager les productions vivrières et les exportations dans nombre de pays du Sud. Un tel objectif n'est pas l'un de ces bons sentiments avec lesquels on ne fait pas de bonne politique, mais un moyen d'équilibrer l'économie mondiale en permettant un jour à tous les peuples de vendre et d'acheter des biens et des services de manière autonome et digne.

Ajoutons que c'est l'unique façon d'améliorer l'harmonie entre l'homme et son environnement laquelle, rappelons-le pour éviter de nouveau toute ambiguïté, a beaucoup bénéficié depuis la révolution industrielle des apports de la biologie et de la chimie. Nous sommes à la veille d'un nouveau seuil à franchir. Pour tout le monde, le plus tôt sera le mieux.

La viticulture de haute qualité et donc productrice de vins chers est peut-être l'avant garde d'un mouvement appelé à s'amplifier. Les meilleurs vigneron du monde sont non seulement passés à la culture biologique, mais pour certains d'entre eux à la biodynamie. Admettons que les vins issus de ce choix soient difficiles à distinguer pour les amateurs débutants. Il n'y a pas de doute quant à leur supériorité pour les connaisseurs. De même en est-il pour les fruits et les légumes. De tels propos auraient provoqué des sarcasmes il y a un demi-siècle. Le jour où l'on pourra commencer à les tenir sur le pain est peut-être plus proche qu'on le croit.

Jacques Puisais, qui a tant fait depuis des décennies pour aider les Français à mieux se nourrir, a tenté il y a quelques années une expérience pionnière qui mérite attention. Il a demandé à des céréaliculteurs de Beauce, du Val de Loire et de Sologne de cultiver en agriculture biologique la même variété de blé. Puis il a fait confectionner par le même boulanger des pains au levain avec les trois farines issues de ces récoltes. Résultat : les pains avaient des saveurs très différentes. Dont acte. La France est le pays du pain. On vient du monde entier pour en manger. Les céréaliculteurs, meuniers et boulangers ont le devoir de ne pas décevoir les amateurs et de magnifier ce patrimoine en le diversifiant d'une région à l'autre, d'un savoir faire à l'autre. Ils dorment sur une mine d'or qu'ils auraient tort de ne pas exploiter.

6. REPENSER LES CIRCUITS DE COMMERCIALISATION

Il ne saurait être question de remettre en cause l'intérêt des circuits mondiaux qui mettent en relation, à leur satisfaction mutuelle, des producteurs et des consommateurs vivant à des milliers de kilomètres les uns des autres. Il faut néanmoins réfléchir à leur nécessité au cas par cas et, pour cela, calculer leur coût réel, en particulier en énergie, en tenant compte des aides que telle ou telle production peut recevoir dans son pays d'origine pour diverses raisons.

Dans les pays pauvres, comme dans les pays riches, il est utile de revaloriser les consommations saisonnières et les circuits courts, diminuant le nombre ou supprimant les intermédiaires entre les producteurs et les consommateurs. C'est le moyen de valoriser l'agriculture vivrière du Sud, mais aussi les productions locales des pays industrialisés. Agriculteurs et consommateurs y trouvent leur avantage financier, en même temps que le moyen de promouvoir les aliments locaux, frais, originaux, liés aux paysages et aux savoir-faire. Le contact direct entre les producteurs et les consommateurs n'est en rien folklorique ou démodé : il est l'un des moyens de renouer le dialogue entre acteurs du circuit économique, de créer le lien social auquel aspirent tous les habitants de la terre.

Les marchés alimentaires du monde entier demeurent des hauts lieux de la convivialité et du sentiment d'appartenance. Ils sont si aimés et utiles qu'ils sont devenus des passages obligés du tourisme. De même en est-il des achats directs chez les producteurs (vins, fruits et légumes, fromages, charcuteries, conserves et produits cuisinés, etc.). La grande distribution devrait y réfléchir et en tirer les conclusions qui s'imposent pour s'adapter à la demande culturelle des consommateurs. Savoir que l'on rend un service et que l'entreprise dont on a la responsabilité peut en vivre ne doit pas empêcher de se poser des questions, de se remettre en cause et d'évoluer afin d'ajouter un supplément d'âme, voire de joie profonde, à l'acte d'achat des consommateurs.

7. ÉDUCER LE CONSOMMATEUR

Ce changement de cap de l'agriculture, de l'industrie agro-alimentaire et des circuits de distribution n'est pas une mince affaire. Il demande un sérieux aggiornamento des

formations aux métiers concernés. Écoles d'agronomie, d'ingénieurs, de commerce, de cuisine, d'hôtellerie doivent s'adapter à la nouvelle donne internationale. Syndicats, organisations professionnelles, agences de communication et médias doivent aussi réfléchir à leurs orientations. Enfin et surtout, la balle est dans le camp des décideurs politiques qui ne peuvent se contenter de suivre le mouvement. Encore une fois, la mondialisation est inéluctable. Elle n'est ni bonne, ni mauvaise en soi. À notre génération de prendre ses responsabilités et d'en tirer le meilleur parti possible.

Les consommateurs doivent aussi mieux exercer leur libre arbitre, chercher à bénéficier d'une information complète et fiable, se décider à un achat en fonction de leurs besoins réels, tant matériels que culturels, et bien entendu de leur capacité financière. La qualité n'est pas le luxe, mais elle demande un peu d'effort pour être débusquée. Il est ainsi clair qu'une boîte de purée de pommes de terre en flocons ou surgelée coûte sensiblement plus cher qu'une purée confectionnée à la maison. On objectera que des adultes qui travaillent n'ont pas le temps de faire la cuisine chez eux. Pourtant, les Chinois qui accomplissent un nombre d'heures de travail très supérieur à celui des Européens ou des Américains continuent majoritairement à cuisiner le soir à la maison après avoir acheté des produits frais avant de rentrer. La culture culinaire demeure profondément identitaire en Chine. Pourquoi pas dans un pays comme la France qui en fait volontiers étalage avec fierté ?

Une reprise en main de leurs choix par les consommateurs implique aussi une attention toute particulière portée à l'alimentation des enfants. Jacques Puisais et Matty Chiva ont souvent raconté cette anecdote d'une mère venant leur expliquer à l'issue d'une conférence sur le goût que ses filles ne mangent rien. Ils lui demandent si elle fait elle-même la cuisine. Jamais, répond-elle, je n'ai pas le temps et je déteste cela ! Ils eurent quelques difficultés à lui faire comprendre que là résidait le problème.

Outre la cuisine familiale, il faut bien sûr que l'École joue pleinement son rôle par l'enseignement, mais aussi par la qualité de la nourriture servie dans les cantines scolaires et les restaurants universitaires. Dans le monde entier ou presque, l'effort à fournir est aussi grand que dans la restauration hospitalière ou, à plus forte raison, pénitentiaire. Le bilan est plus contrasté sur les lieux de travail et dans la restauration populaire privée.

Une implication des syndicats de producteurs, des chambres d'agriculture, des collectivités territoriales ne peut qu'aider à la réussite de ce chantier. Par exemple, face au développement inquiétant de l'alcoolisme chez les jeunes, plutôt que de se contenter d'interdire et de réprimer, les pouvoirs publics ne devraient-ils pas s'appuyer sur les jeunes viticulteurs qui pourraient expliquer aux lycéens et étudiants comment prendre un intense plaisir en buvant raisonnablement du vin plutôt qu'en recherchant la « défonce » ? Même démarche avec le pain : il est possible d'apprendre à la jeunesse à l'aimer, plutôt que de la laisser se gaver de pâtisseries industrielles et de sucreries.

8. L'ALIMENTATION FRANÇAISE AU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL DE L'UNESCO

Le Président de la République a décidé et annoncé lors du dernier Salon agricole que la France déposerait en 2009 un dossier de demande auprès de l'UNESCO, afin que son patrimoine alimentaire soit inscrit sur la *liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité*. Ce dossier en cours de constitution ne concerne pas uniquement les produits de luxe et la haute gastronomie. Il vise tous les produits alimentaires issus de la culture, de l'élevage, de la chasse et de la pêche. Sans oublier les techniques de production, de conservation, de mise en œuvre culinaire, les métiers liés aux arts de la table, les manières de consommer, d'en parler, d'écrire à leur sujet, les pratiques sociales, les rituels et les fêtes qui les mettent en scène. C'est tout cela qui fait des façons de manger et de boire, bien plus qu'un moyen de se sustenter et de se maintenir en bonne santé, une source de plaisir, une invitation au partage, un enrichissement moral et spirituel, en un mot une culture.

Les Français doivent être à la fois fiers de leur héritage et désireux de le faire évoluer, également de le partager avec la terre entière. Il ne saurait être question d'affirmer qu'ils auraient une quelconque supériorité ou antériorité sur d'autres pays. Chaque société possède un incomparable patrimoine alimentaire qui constitue sa gastronomie, c'est-à-dire son art de bien manger et de bien boire, en plein accord avec ses valeurs, avec elle-même. La légitimité des Français tient au souci qu'ils ont eu d'en faire un élément de la culture savante, autant que populaire, d'inventer de multiples liens entre le quotidien des gens de peu et la cuisine et les vins des gâtés de la fortune ou de la culture. La France peut prendre la tête d'une croisade pour la qualité alimentaire, non pour se pavaner, mais pour entraîner tous les pays, riches et pauvres, à sa suite, pour réconcilier l'humanité avec son assiette et son verre.

– Jean-Paul JAMET

AGRONOME

Secrétaire Général du C.N.P.A. (Centre National pour la Promotion des Produits Agricoles et Alimentaires). Il a occupé précédemment les fonctions de Directeur du CNIEL (Interprofession Laitière), Chargé de Mission à la Délégation à la Prospective (INRA), Directeur de l'ONIDOL (Interprofession des Oléagineux), et Chargé de Mission au Service Régional et Urbain du Commissariat Général du Plan.

LES ENJEUX DE L'AGRICULTURE EUROPEENNE A L'HORIZON 2030 : UNE REVANCHE DE L'ECONOMIE DE L'OFFRE ?

L'avenir de l'agriculture française et européenne ne peut être pensé que dans une approche systémique et géopolitique. Les enjeux sont multiples et leur intégration se heurte parfois à des conflits de valeurs.

La légitimité première de l'agriculture est d'abord de produire des biens alimentaires, pour assurer une sécurité quantitative, sujet qui reste et restera d'actualité. La production agricole a aussi pour débouchés la chimie verte (papiers et cartons, biolubrifiants, tensioactifs, biomatériaux et matériaux composites...) et la production énergétique renouvelable.

La sécurité alimentaire de l'ensemble de la population de la planète est loin d'être assurée.

En novembre 1996, à l'occasion du Sommet Mondial de l'Alimentation, à Rome, les 190 chefs d'Etats et de gouvernements s'engageaient solennellement « à réduire de moitié le nombre des personnes sous-alimentées, d'ici à 2015, au plus tard ».

Or, en 2004, le Rapport annuel de la FAO sur la situation alimentaire dans le monde évalue à 852 millions le nombre de personnes souffrant de la faim, signifiant ainsi que, loin de diminuer, ce nombre a, au contraire, légèrement augmenté. Ainsi, le nombre de pauvres et de sous-alimentés reste important. Trois milliards d'humains disposent pour vivre de moins de 2 dollars par jour et se privent plus ou moins de nourriture. Deux milliards souffrent de graves malnutritions et 850 millions ont faim, presque tous les jours.

Dans les travaux de prospective sur la situation alimentaire mondiale, à l'horizon 2050, un certain consensus se fait jour pour considérer qu'il faut doubler la production agricole pour nourrir une population qui dépassera légèrement 9 milliards d'habitants, mais dont les besoins qualitatifs seront supérieurs, du fait d'une demande en produits animaux corrélée à l'augmentation du niveau de vie. Ce consensus n'est pas très clair quant à la situation réelle de départ.

En réalité, le récent désajustement qui s'est manifesté sur les marchés agricoles correspond à des raisons conjoncturelles, mais aussi structurelles.

Trois éléments structurels sont préoccupants et pourraient laisser présager des tensions récurrentes sur les marchés agricoles :

– **L'abandon des politiques publiques d'organisation des marchés agricoles** par les pays développés, à la suite des négociations de l'Uruguay Round et de la jurisprudence de l'OMC qui condamne assez systématiquement les interventions publiques sur les marchés agricoles, du fait de leurs « effets distorsifs » dans la compétition internationale.

- **Les besoins en surfaces supplémentaires de terres arables**, pour accompagner le doublement de la production agricole, sont de l'ordre de 40 millions d'hectares par décennie (2005 / 2015 et 2015 / 2030.).

Ceci s'est produit dans le passé entre 1965 et 1975. Par contre, depuis, on assiste à une tendance au ralentissement de la mise en culture de terres arables :

+ 34 millions d'hectares entre 1975 et 1985

+ 20 millions d'hectares entre 1985 et 1995

+ 20 millions d'hectares entre 1995 et 2005.

Le doublement de cette progression nécessite un volontarisme public qui n'est plus dans l'air du temps.

- L'autre sujet de préoccupation structurel correspond **au maintien et au développement des surfaces irriguées**.

Entre 1989 et 2030, les surfaces irriguées passeront de 197 millions d'hectares à 242 millions. Cette progression est nettement inférieure à celle de la période 1963-1999 qui a vu les surfaces irriguées passer de 98 millions d'hectares à 197 millions.

Cela signifie que 20 % des terres susceptibles d'être irriguées seront aménagées d'ici 2030. Cela correspond à un investissement annuel public d'environ 5 milliards de dollars US, auxquels il faut ajouter 10 à 12 milliards de dollars US pour la réhabilitation et la modernisation des périmètres irrigués vieillissants qui ont été construits entre 1960 et 1980. En fait, il faut doubler ces chiffres si on inclut la part fournie par les agriculteurs eux-mêmes, ce qui correspond donc à une dépense annuelle totale de 30 milliards de dollars US.

Là encore, on se demande quels sont les Gouvernements d'Amérique Latine et d'Afrique subsaharienne qui adopteront des mesures aussi ambitieuses, pour développer leur potentiel de production agricole.

La situation à moyen terme des marchés des matières premières agricoles est, à cet égard, assez comparable à celle des autres matières premières, où l'on note une faiblesse des investissements. Le coût des investissements supplémentaires a, d'autre part, tendance à être sous-estimé. C'est pourquoi l'on risque d'assister à des périodes de tensions sur les marchés agricoles, dès qu'un accident climatique se produit dans telle ou telle partie du globe. Par ailleurs, faute de nouvelles régulations, la volatilité des prix sera plus grande, décourageant par là même les producteurs d'investir.

Mais **la sécurité alimentaire est également qualitative**, notamment dans les sociétés développées : le consommateur souhaite de plus en plus disposer de produits

alimentaires exempts de risques sanitaires et d'accidents de pollution. Cette demande de sécurité sanitaire est légitime, mais elle entraîne des attitudes contradictoires, de la part des autorités communautaires qui se montrent extrêmement exigeantes pour les productions communautaires, mais relativement laxistes pour les produits importés. Cette distorsion de traitement est, à terme, préoccupante pour les agriculteurs européens qui risquent d'assister impuissants à une délocalisation de la production en faveur des zones de pays-tiers plus permissives, notamment dans le secteur des productions animales, voire des fruits et légumes.

Les consommateurs-mangeurs sont de plus en plus préoccupés par **la liaison entre alimentation et santé**.

Sans vouloir analyser tous les mécanismes sous-jacents à cette interrogation, force est de constater que de nombreux acteurs veulent s'en occuper, les distributeurs et les pouvoirs publics, sans oublier les professionnels de santé.

La qualité nutritionnelle des aliments et les mécanismes de régulation sociale du comportement alimentaire constituent un domaine demandant encore une vaste exploration. Là encore, la tentation simplificatrice est puissante et vise à conférer à chaque aliment une qualité nutritionnelle pas toujours facile à appréhender, car elle n'a de sens que dans le contexte d'une diète ou d'un régime général.

Le grand danger est dans la diabolisation de certains aliments : l'exemple des différentes pyramides alimentaires préconisées par les autorités publiques américaines démontre que le conseil nutritionnel n'est pas aisé et que l'amélioration du dispositif n'a pas empêché l'explosion de l'obésité et du syndrome métabolique aux Etats-Unis.

En France, le comportement alimentaire est un phénomène culturel encore bien ancré et qui résiste au grignotage et à la multiplication des prises alimentaires. Cela démontre, si besoin était, le continuum entre agriculture, alimentation, industrialisation alimentaire, comportement alimentaire, gastronomie, identité régionale, voire tourisme.

C'est là, la quatrième dimension de la production agricole et alimentaire intégrant des paramètres culturels importants : la France n'est pas le pays de l'art de vivre sans sa dimension alimentaire qui, elle-même, est un élément non négligeable dans la construction de l'attrait touristique de notre pays et de la contribution du secteur agro-alimentaire à l'aménagement du territoire.

Outre les enjeux économiques et sociaux que nous venons d'évoquer, l'agriculture est confrontée à d'autres préoccupations sociétales, qu'il s'agisse de l'environnement avec notamment les questions du changement climatique et de la durabilité du développement, qu'il s'agisse du bien-être animal, de l'appropriation du vivant ou de la conservation de la biodiversité.

Un certain conformisme ambiant conduit volontiers à un catastrophisme systématique

et à jeter des anathèmes sur des pratiques ou certaines innovations. Certes, nous n'avons qu'un seul monde, mais les défis posés par ces nouvelles prises de conscience réclament avant tout des efforts de recherche, d'innovation pour imaginer de nouveaux systèmes productifs. L'erreur serait de raisonner à technologie et comportement social constants.

Le pas de temps de la recherche est long ; c'est aussi celui d'une profession responsable, pas toujours compatible avec l'impatience d'une société où l'importance donnée à la communication laisserait entendre que les changements peuvent être rapides, voire immédiats.

Il importe que le monde agricole montre qu'il se mobilise, tant en liaison avec les grands organismes de recherche que par ses instituts techniques, pour répondre à tous ces nouveaux défis, la plupart du temps dans une démarche systémique. Prenons l'exemple des rapports en agriculture et énergie.

AGRICULTURE ET ENERGIE

Le sujet est vaste et ne peut se cantonner au débat sur les biocarburants.

L'agriculture, comme tout secteur économique d'avenir, doit se préoccuper d'améliorer son efficacité énergétique, ce qui est un gage d'amélioration de la productivité.

La première économie significative concerne la simplification du labour très gourmand en énergie. Mais comme le rappelait Christiane Pees, lors d'un récent Colloque : « Le labour n'est autre 'qu'une opération de désherbage' et (...) dans le contexte actuel, il ne faut plus labourer. Le problème c'est que dans le même temps, il nous est fortement conseillé de ne plus recourir aux produits phytosanitaires, aux désherbants. Et là, face à cette double contrainte, je l'avoue, je ne sais plus faire ».

Les enjeux actuels dans bien des domaines appellent ainsi des sauts technologiques considérables : les économies d'énergie appellent aussi à modifier les techniques de fertilisation en agriculture, notamment les engrais azotés. Cela suppose à la fois de mieux raisonner le séquençage des apports d'engrais chimiques, la gestion de la fertilité du sol par l'enfouissage des résidus végétaux et les effluents d'élevage dans une nouvelle complémentarité entre agriculture et élevage. A plus long terme, on rêve de créer sur les racines de plantes autres que les légumineuses des systèmes symbiotiques pour l'assimilation directe de l'azote atmosphérique.

Remarquons que tous ces efforts d'économie d'intrants qui s'adressent aux agriculteurs peuvent avoir des inconvénients en termes de gestion des incertitudes, car ces pratiques se traduisent par une amplification du risque.

Comme le soulignait Dominique Bureau dans un rapport du Ministère de l'Agriculture :

« Un moindre recours aux intrants implique donc un renforcement des autres instruments de prévention, de diversification et de mutualisation de ces risques : sélection des produits, diversification des combinaisons de productions et des débouchés, développement de l'assurance. Ainsi, la réflexion générale sur les instruments d'assurance et de lissage financier dans le secteur agricole doit-elle prendre en compte, non seulement les conséquences de l'abandon des mécanismes de soutien par les prix (...) mais aussi un contexte environnemental plus exposé aux risques environnementaux et sanitaires ».

Ensuite, on pense naturellement à la transformation de la biomasse en énergie. Au moins trois voies doivent être explorées, en parallèle :

- **La production de chaleur**, à partir de plantes riches en cellulose et de la forêt. C'est un domaine où notre pays est plutôt en retard, alors qu'il dispose d'une grande ressource forestière.
- **L'utilisation des déchets agricoles** et des effluents d'élevage, sans doute avec d'autres déchets organiques domestiques et urbains, pour alimenter des digesteurs produisant des biogaz.
- Enfin, **la production de biocarburants** qui, si elle n'est pas la panacée pour résoudre le problème des transports, a néanmoins certains atouts : les carburants produits sont mélangables aux produits pétroliers, ce qui a deux avantages : ils permettent de desserrer, dans une certaine mesure, la contrainte pétrolière ; ils permettent aussi d'utiliser tout l'investissement de transport existant, sans modification des moteurs.

Le débat sur les biocarburants est pitoyable, car il s'appuie souvent sur des analyses réductrices basées sur le critère unidimensionnel du rendement énergétique, ce qui conduit à condamner les biocarburants de première génération en Europe. Ils correspondent à l'utilisation d'une technologie de transformation de la seule partie de la plante contenant, soit du sucre, soit de l'amidon ou de l'huile. Ce critère ne permet pas d'estimer à sa juste valeur l'utilisation des co-produits de ces technologies qui sont riches en protéines. Ils contribuent significativement à la réduction du déficit en protéines pour l'alimentation du cheptel européen (réduisant ainsi notre dépendance vis-à-vis de la production de soja).

L'alternative des carburants de deuxième génération basée sur l'utilisation de la plante entière conduit naturellement, au regard du bilan énergétique, à un meilleur résultat, mais c'est encore une approche virtuelle. Il faudra disposer de réalisations en vraie grandeur pour évaluer selon une analyse multi-critères la viabilité des différentes démarches, (biochimiques ou thermochimiques), notamment l'aspect logistique.

En tout état de cause, c'est un vaste chantier qui s'ouvre sur une longue période, sans que l'on puisse aujourd'hui déterminer les plantes qui prendront le dessus, soit qu'elles existent (dans ce cas, on pense aux plantes qui ne réclament pas beaucoup d'intrants comme la canne de Provence, le Miscanthus, Switchgrass ou arbustives), soit qu'elles sont modifiées par sélection, pour augmenter leur production de biomasse totale (betterave d'hiver à haut rendement ou maïs-fourrage, pour usage énergétique).

Une dernière remarque à ce propos est relative à la continuité plus qu'à la rupture entre première génération et deuxième génération : le cas le plus typique étant l'optimisation de l'utilisation de la bagasse dans les usines de bio-éthanol au Brésil, soit par voie biochimique, grâce à la digestion des éléments cellulosiques de la bagasse, soit par l'amélioration des rendements thermodynamiques de la combustion des résidus.

Le débat sur l'intérêt des biocarburants doit également être resitué dans le contexte plus large de la sécurité alimentaire mondiale et la récente crise des marchés des grandes cultures. Il a rendu encore plus véhémente la critique : le développement de l'utilisation du maïs aux Etats-Unis conduisant à réduire significativement les disponibilités pour les marchés de l'alimentation humaine et animale.

Si l'on veut être caricatural, on pourrait dire qu'au plan éthique, tant qu'il y a un problème de faim et de malnutrition dans le monde, les incitations fiscales à la production de biocarburants à partir de plantes qui sont aussi utilisables en alimentation humaine devraient être suspendues.

En étant plus nuancé, on pourrait proposer un moratoire prenant en compte la situation des stocks mondiaux de maïs. Ainsi, pour la campagne 2007-2008, les stocks mondiaux de maïs sont tombés à 45 jours de consommation, alors qu'un niveau raisonnable correspond à 100 jours. S'il existait une Autorité mondiale de régulation des marchés agricoles, celle-ci pourrait conseiller aux Etats-Unis de geler leur programme de production d'éthanol de maïs, tant que les stocks mondiaux ne sont pas revenus au niveau normal.

Par ailleurs, il faut constater que la pression exercée par la demande en biocarburants contribue, certes, à la hausse des matières premières agricoles, mais agit comme un élément de régulation du marché, ce qui peut constituer pour beaucoup de pays en développement, un encouragement au développement de la production agricole locale et un soutien au revenu de leur population agricole locale.

CONCLUSION

Ainsi l'agriculture française et européenne doit relever de nouveaux défis, notamment se placer dans l'espace géopolitique instable qu'est l'ensemble euro-méditerranéen avec ses problèmes démographiques, son développement inégal, un lourd tribut à venir avec un changement climatique fragilisant une grande partie du pourtour méditerranéen, notamment au regard de la ressource en eau. L'Union Européenne ne peut envisager que cet ensemble soit trop dépendant d'un approvisionnement alimentaire extérieur ; il y a là une des raisons les plus légitimes à maintenir en Europe une ambition agricole visant à la sécurité alimentaire de l'espace euro-méditerranéen, en s'appuyant sur des acteurs forts.

Il appartient à la profession agricole de démontrer et de communiquer avec constance et conviction sur son effort permanent d'adaptation et d'innovation. On l'oublie trop souvent, l'agriculture reste un secteur en perpétuelle évolution, grâce notamment à sa capacité d'innovation solidaire et collective.



– Jean-Pierre POULAIN

SOCIOLOGUE ET ANTHROPOLOGUE

Sociologue et anthropologue de l'alimentation. Professeur des Universités, il enseigne à l'Université de Toulouse Le Mirail. Il est membre du CERTOP, Centre d'Etude et de Recherche Travail, Organisation, Pouvoir, Unité Mixte de Recherche associée à l'Université Toulouse II - Le Mirail et au CNRS. Il est l'auteur de l'homme le mangeur et l'animal, qui nourrit l'autre ?, en 2007, et de Sociologie de l'obésité qui paraîtra en janvier 2009, PUF.

LES DIMENSIONS SOCIALES ET CULTURELLES DES ENJEUX DE L'AGRICULTURE MODERNE

Que l'on soit dans des pays en développement où les aliments sont rares et posent des problèmes de disponibilité en termes techniques et sociaux, ou que l'on soit dans des pays développés dans lesquels règne l'abondance alimentaire souvent accompagnée de crises de confiance, ou que l'on soit encore à l'articulation du global et du local, l'alimentation prend une dimension politique.

La modernité alimentaire et la globalisation élargissent l'ouverture de l'espace social alimentaire aux sphères publique et politique. Les progrès des biotechnologies déplacent la question de l'arme alimentaire des Etats vers les multinationales. Peut-on laisser prendre la planète en otage par dix entreprises multinationales de semences ? A-t-on le droit de breveter, de s'approprier, de « confisquer » le vivant ? Quels sont les impacts sur l'environnement du développement de la filière OGM ? Dans les pays développés, se profilent derrière les crises alimentaires des choix sociétaux et politiques. Les manifestations anti-mondialisation prennent la qualité de l'alimentation à la fois comme un étendard identitaire et comme le symbole d'un type d'organisation sociale.

Sur la fin des années 1990, différentes thématiques sociologiques vont se déployer à partir, ou sur des questions alimentaires : la sociologie du risque, la sociologie des controverses scientifiques, la sociologie de la santé, la sociologie de la décision publique. Toutes pointent des mouvements de flux et de reflux entre trois grands modes de régulations sociales : le juridique, le scientifique et le politique.

Les sciences, toutes les sciences, apportant des connaissances nouvelles, transforment les visions du monde des individus et des sociétés humaines. Les innovations techniques modifient les comportements et les pratiques, individuelles ou collectives. Leurs influences directes ou indirectes sur les frontières entre « espace privé » et « espace public » sont à étudier, autant que leur influence sur les conceptions mêmes d'espace public et d'espace privé, ces mots désignant suivant les lieux et les époques des réalités, et des représentations qui peuvent être très différentes. Ce mouvement, décrit par Herbert Marcuse (1966) et Jürgen Habermas (1962 et 1973), fait passer les espaces sociaux, dans lesquels se déploie l'influence de la science, de forme de rationalité en valeur à des rationalités en finalité.

Sur l'alimentation, l'influence de la science se déploie de façon très différenciée. La gastronomie et l'hédonisme alimentaire ont, en France et dans l'Europe du sud, ralenti son expansion. Au sein d'une même société, la perméabilité aux arguments scientifiques varie avec les groupes sociaux : les femmes, par exemple, y sont plus sensibles que les hommes. Le niveau d'éducation semble également avoir une influence. Cependant, il ne faut pas croire que la diffusion de connaissances scientifiques fasse toujours la promotion de la rationalité instrumentale. La science peut aussi fonctionner comme une idéologie. Prolongeant cette conception de Marcuse, Deborah Lupton (1995)

suggère que dans les sociétés modernes, le discours médical joue le rôle d'une culture. En fait si l'on garde le vocabulaire de Max Weber, plus qu'une montée en charge de la rationalité en finalité, la médicalisation favoriserait le développement d'une forme particulière de légitimation des valeurs, le type rationnel.

Dans le domaine de l'alimentation, la scientification prend des formes multiples. Elle correspond tout d'abord au développement de nouvelles technologies sur la production, la transformation et la conservation des aliments. Elle prend également la forme de la médicalisation, c'est-à-dire la substitution aux raisons traditionnelles socialement normées de manger ceci ou cela, dans telle ou telle condition, de raisons nutritionnelles scientifiquement légitimées. La médicalisation a fait l'objet de nombreux travaux de la part des sociologues de la santé et nous avons tenté d'en dégager les enjeux pour l'alimentation moderne (Poulain, 2001).

Sans doute est-il possible, comme pour la montée du juridique, de distinguer deux niveaux de médicalisation de l'alimentation. Le premier correspond à une prise en charge de l'alimentation dans le cadre du traitement d'une pathologie précise. Ici les conseils nutritionnels et un éventuel régime sont formulés par le médecin lui-même, dans le contexte d'une relation thérapeutique. Le second niveau que l'on pourrait qualifier de *nutritionnalisation*, correspond à la diffusion des connaissances nutritionnelles dans le corps social à travers différents vecteurs : la presse, la télévision, les campagnes d'éducation pour la santé... Dans ce cas, la médicalisation de l'alimentation s'opère hors du face à face médical et ne s'inscrit plus dans l'ordre de la thérapeutique mais plutôt dans celui de la prévention. Le levier le plus puissant de la *nutritionnalisation* est sans doute la pression des modèles d'esthétique corporelle et l'immensité du désir de mincir qui l'accompagne chez certaines catégories d'individus.

Cependant, les sciences modernes qui progressent par dépassements successifs de contradictions sont traversées par des controverses et la nutrition moderne, sans doute parce qu'elle est une discipline jeune, mais surtout parce qu'elle s'intéresse à des questions d'une très grande complexité, plus que toutes les autres. L'impact de ces controverses sur les profanes prend des formes différentes. Lorsqu'il ne s'accompagne pas d'un affaiblissement du prestige de la science, il contribue au développement d'un usage idéologique ou culturel de la science. Mais la fluctuation du discours scientifique débouche aussi sur des problèmes de crédibilité (Boy, 1999) et la prise de conscience de la nécessité d'un contrôle politique et juridique.

La poussée du politique s'inscrit dans un constat de crise des usages sociaux de la science et de l'expertise. La volonté d'expertiser les impacts sanitaires et environnementaux des innovations est ancienne, en particulier dans le domaine sanitaire où l'alimentation tient une place centrale : création du « Conseil Supérieur de la Santé » (1822), devenu le CSHPF (Conseil supérieur d'hygiène publique de France), lois sur la sécurité des aliments (1902, 1905), lois sur les produits vétérinaires, phytosanitaires et plus récemment création des agences spécialisées. Cependant, ces dispositifs, basés sur l'expertise scientifique *a priori*, semble connaître des limites, avec l'apparition différée d'effets

néfastes non prévus ou sous-estimés par les experts : amiante, ESB, médicaments (Chevassus au Louis, 2001). Ce retour du politique s'inscrit dans un contexte de crise de la science. L'affaire du sang contaminé, la crise de la vache folle, le développement des OGM, posent la question des relations entre la recherche, l'expertise et la décision politique faisant émerger la figure du *consommateur citoyen*.

Ce contexte contribue à une poussée du juridique dans laquelle deux mouvements distincts sont repérables. Le premier, la *juridisation*, correspond au développement d'un cadre juridique encadrant les pratiques de production, de commercialisation qui étaient jusque là contrôlées par des interactions sociales. La juridisation rend compte d'un phénomène commun aux sociétés modernes dans lesquelles toutes sortes de processus sociaux sont désormais accompagnés et décrits en détail par le législateur. Dans les sociétés européennes, l'alimentation a déjà été l'objet de réglementations, notamment à travers l'organisation professionnelle des corporations, mais celles-ci avaient avant tout pour objet la définition des métiers et des modalités de mise en œuvre de la concurrence. La relation aux consommateurs était gérée par les usages et les codes d'honneur professionnels.

La juridisation de l'alimentation est le résultat de la demande des consommateurs et s'inscrit dans le développement du consumérisme et de la thématique de la protection du consommateur. Mais elle émane aussi de certaines catégories de professionnels de la filière agro-alimentaire qui voient en elle une façon de se protéger dans la chaîne de responsabilité. Ainsi, lorsque les acteurs de la grande distribution soutiennent la mise en place de dispositifs de traçabilité, au nom bien sûr de la protection du consommateur, ils en sont les premiers bénéficiaires car elle permet de faire remonter sur l'amont les éventuelles responsabilités. La juridisation est aussi en partie la conséquence de la multiplication des niveaux de production de droit dont le plus important est sans aucun doute l'élargissement du champ d'intervention juridique de l'Union Européenne.

Le second mouvement qui atteste de la montée du juridique est la *judiciarisation*. Elle correspond à l'utilisation de l'arbitrage des tribunaux, au judiciaire donc, pour régler des différends qui étaient jusqu'alors socialement régulés. Les enjeux économiques qui accompagnent les indemnisations sont de puissants moteurs de son développement. L'émergence de la notion de risque crée les conditions pour que des acteurs industriels de grande taille qui de surcroît, sont plus solvables, deviennent l'objet de mises en accusation, de recherches de responsabilité et de demandes de réparation. Sur fond de développement de l'obésité dans les sociétés occidentales, le mouvement de judiciarisation vient de débiter aux Etats-Unis où les industries agro-alimentaire et de la restauration rapide ont été mises en cause par des personnes atteintes d'obésité et où plusieurs procès sont en cours. Il pourrait prendre un tour plus large et porter bientôt sur d'autres catégories d'acteurs comme les milieux médicaux, politiques de l'éducation... L'alimentation se pose en analyseur privilégié pour mettre au jour et comprendre les dynamiques des mouvements de flux et de reflux qui traversent le champ social entre le politique, le juridique et le médical.

LES TROIS DÉFIS DE L'AGRICULTURE MONDIALE

Nourrir la planète : Le défi de la production

Durant les années qui viennent de s'écouler, la question de la faim dans le monde était passée au second plan. Non que le problème ait disparu, mais d'autres thématiques (comme le développement de l'épidémie mondiale d'obésité ou les OGM) occupaient le devant de la scène. La forte augmentation du prix des produits alimentaires, les émeutes de la faim qui se sont déroulées dans certaines parties du monde, ont remis sur le devant de la scène la question de la capacité de production. En effet depuis plusieurs dizaines d'années les enjeux semblaient s'être tournés plus du côté de la qualité que de la quantité, au moins dans le monde occidental, au point que l'Europe agricole avait mis en place des quotas de production pour certains produits et réintroduit la pratique de la jachère.

L'adéquation de la production agricole aux besoins de l'humanité semble être une question facilement modélisable. Historiquement, elle est d'ailleurs à l'épicentre épistémologique des sciences sociales modernes : de l'économie, de la démographie et dans une certaine mesure de la sociologie et de l'anthropologie. En 1798, Thomas Malthus dans son *Essai sur le principe de population*, tente de démontrer que la population croît selon une fonction géométrique, alors que ses moyens de subsistance le font selon une fonction arithmétique. Il en conclut que si l'on ne prend pas soin de réduire l'accroissement des populations, la terre deviendra le théâtre de luttes mortelles dont la cause sera la faim. Avec un certain cynisme, les guerres et les maladies apparaissent dans cette perspective comme des mécanismes régulateurs.

La seconde moitié du 20^{ème} siècle est marquée par des prises de consciences écologiques. En 1974, René Dumont, figure de proue du tiers-mondisme, se présente aux élections présidentielles françaises. Durant la campagne télévisée, il apparaît à l'écran un verre d'eau à la main et formule un sombre pronostic : « Si nous ne faisons rien, dans vingt ans nous ne pourrons plus boire d'eau ». *Le Nouvel Observateur* lance un supplément écologiste : *Le sauvage* qui consacre la une de son premier numéro aux « militants du légume » et annonce tout de go que « l'humanité doit se préparer à devenir végétarienne ». S'en suit la démonstration « qu'un kg de protéines animales nécessite 7 kg de protéines végétales » et que la population augmentant plus vite que les capacités de production, les surfaces de cultures atteignant bientôt leurs limites, il n'y aurait pas d'autre choix que la modification des habitudes alimentaires, avec notamment la réduction des produits d'origine animale...

Les années quatre-vingt marquent un tournant décisif en France et des pauvres ont faim. Non que les pauvres fassent leur apparition. L'abbé Pierre en 1956 avait poussé un coup de gueule. Ce n'est pas le manque de nourriture qui était mis en avant, mais le manque de toit et le froid. Cette fois le scandale naît du contraste entre la surabondance des excédents agricoles, les montagnes de tomates ou de choux

fleurs déversées par des paysans en colère devant les grilles de sous-préfectures, les carcasses de bovin et les tonnes de beurre retirées du marché pour soutenir les cours, qui s'entassent dans les chambres froides de la communauté européenne. Les Restos du Cœur signent à la fois la mobilisation de la France bien nourrie et le changement de statut de l'alimentation. Le droit à la nourriture s'érige en droit fondamental. Bientôt les associations travaillant dans ce secteur pourront être reconnues d'utilité publique. Le développement de l'Europe agricole va favoriser les efforts de modélisation.

La problématique du développement durable se déploie et tente d'articuler les enjeux économiques, environnementaux et sociaux du développement. Le sommet de Johannesburg, la signature du protocole de Kyoto sont autant de lieux d'où sont lancées des alertes et d'où sont pris des engagements. Très vite derrière l'apparent consensus se fait jour un clivage dans l'expression « développement durable » : « Les riches mettent l'accent sur durable et les pauvres sur développement » (Brunel, 2008).

Mais la question est complexe. La dynamique des populations est l'objet d'avancées scientifiques considérables notamment sur les questions de transition démographique qui accompagnent le développement modifiant la structure démographique et s'accompagnant d'une poussée qui peut parfois être un facteur de dynamisme puisque la population rajeunit avec un ratio favorable entre les actifs et les retraités. Mais ces individus supplémentaires mangent aussi... La définition du besoin nutritionnel est trop souvent réalisée selon le modèle alimentaire occidental, il conviendrait de le variabiliser. Sur le terrain, l'anthropologie de l'alimentation nous donne à voir un nombre considérablement plus important de modèles de consommation. Les évolutions sont elles aussi difficiles à prévoir au-delà de certaines règles sommaires, comme le fait que la part des produits d'origine animale augmenterait en fonction de l'augmentation du pouvoir d'achat. Enfin, les données disponibles dans de nombreux pays sont à prendre avec précaution car il est très compliqué de faire la part de l'économie informelle et d'autre part certains pays, certaines organisations, peuvent avoir intérêt à aggraver des situations pour justifier des demandes d'aide ou leur existence.

La situation contemporaine ne résulte pas de l'incapacité de produire des aliments pour nourrir la planète, mais d'autres raisons politiques, économiques. Le problème n'est pas pour le moment et sans doute pour un certain temps encore, un problème de production mais un problème de répartition, un problème économique, un problème politique. C'est ainsi que Jean Ziegler, rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, considère que l'agriculture actuelle peut nourrir 12 milliards d'êtres humains, c'est-à-dire deux fois plus que la population. « Les 100 000 personnes qui meurent de faim chaque jour sont donc assassinées ». Et il en appelle à la responsabilité collective.

Un enjeu sanitaire : une nourriture saine sur le court et le long termes

Aujourd'hui, deux thématiques occupent le devant de la scène : le *risque sanitaire*, dans sa double composante de l'intoxication d'origine microbiologique ou chimique et des pathologies différées. Le risque sanitaire qui couvre les risques associés à l'ESB, à la montée de l'obésité, à l'utilisation des OGM dans l'alimentation humaine, s'enracine dans l'ambivalence de la santé et de la maladie, dans cette contradiction structurelle de notre rapport aux aliments qui sont tout à la fois facteurs de santé et de maladie. Le célèbre précepte hippocratique *des aliments tu feras ta médecine* fait écho au *tu creuses ta tombe avec tes dents* !

L'alimentation se doit de relever un enjeu sanitaire, c'est-à-dire qu'elle se doit d'être saine sur le court terme tant du point de vue microbiologique que du point de vue chimique. C'est ce que l'on désigne sous l'expression de sécurité sanitaire des aliments. Mais l'alimentation doit également être capable de maintenir les mangeurs en bonne santé sur le long terme. De ce point de vue, l'obésité se présente comme un des problèmes de la modernité que ce soit dans les sociétés développées ou dans les sociétés en développement dans lesquelles elle cohabite avec la malnutrition.

L'enjeu culturel : une agriculture qui respecte les cultures alimentaires

L'alimentation humaine est soumise à un double jeu de contraintes biologiques. Les premières sont la conséquence du statut d'omnivore de l'espèce humaine. Elles proviennent de la nécessité de puiser dans le milieu des ressources énergétiques pour assurer la couverture des besoins vitaux et permettre la croissance ou le maintien en l'état de l'organisme. Elles sont déterminées par les mécanismes biochimiques sous-jacents à la nutrition et aux capacités du système digestif. Les secondes résultent du milieu dans lequel vit la communauté humaine, de ses caractéristiques matérielles (le climat, la faune, la flore...) et des conditions de son exploitation. Toutefois, ces contraintes sont plus ou moins lâches et laissent un espace de liberté assez important dans lequel peuvent intervenir des processus sociaux et culturels. Ceux-ci prennent l'alimentation comme support, ils participent à la construction des identités sociales et à la structuration des formes de socialité. Mais, ils agissent également sur le physiologique et le biologique contribuant à l'échelle individuelle à la socialisation des corps et à l'échelle des générations à la sélection, à la diffusion de certaines caractéristiques génétiques.

L'écologique et le social

Si les relations qu'entretiennent les groupes humains à la nature ont d'abord intéressé les géographes et les historiens, notre ambition est de montrer qu'il s'agit aussi d'une question socio-anthropologique. Pour ce faire, voyons tout d'abord rapidement comment la géographie aborde cette question. Trois théories sont en concurrence selon qu'elles mettent l'accent sur le poids de la nature, l'action des hommes ou les interactions des hommes avec le milieu : les théories « déterministes », les théories « possibilistes » et les théories « environmentalistes ».

Les conceptions « déterministes » s'inscrivent dans la perspective de la théorie des climats de Montesquieu. Pour eux, le milieu et ses contraintes (le climat, la disponibilité et la saisonnalité des ressources) déterminent les formes et les modalités de l'alimentation d'un groupe humain. Une civilisation serait donc déterminée par son environnement physique et naturel. L'alimentation et la cuisine sont ici posées comme un ensemble de conduites d'adaptation au milieu. En fonction de ses besoins biologiques, l'homme mangerait ce que la nature met à sa disposition. Le climat agit par un double déterminisme : il rend possible certaines productions alimentaires et influence les besoins énergétiques de l'homme.

Les théories « possibilistes » sont une réaction à l'attitude déterministe et rejettent l'idée d'une action mécanique des facteurs naturels sur une humanité purement réceptrice. En France, elles sont représentées par Lucien Febvre, continuateur sur ce point de Paul Vidal de La Blache, fondateur de l'école de géographie humaine française. « *Des nécessités nulle part, écrit-il, des possibilités partout ; et l'homme, maître des possibilités, juge de leur emploi !* ». André-Georges Haudricourt et Louis Hédin ont magistralement montré, à travers l'histoire des plantes cultivées, l'incroyable capacité des sociétés humaines à façonner les produits végétaux et les biotopes dans lesquels elles les font pousser (1943).

Maximilien Sorre (1943), précurseur des théories « environnementalistes », tente de dépasser cette opposition théorique en mettant l'accent sur les rétroactions entre les phénomènes naturels et culturels : les hommes façonnent leur milieu naturel et en retour ils sont façonnés par lui. L'homme n'est pas contraint par le milieu physique à adopter telle technique d'exploitation de la nature ou telle technique d'organisation de l'espace ; il ne fait pas un choix conscient parmi les « possibilités » naturelles. Ce qui compte pour l'explication géographique, ce sont les possibilités offertes par les techniques dont dispose le groupe humain étudié. Cependant, la conception environmentaliste se réduit, la plupart du temps, à des constats de variations culturelles et ne parvient pas toujours à dépasser l'écueil des explications tautologiques.

A cette triple posture de la géographie font écho en anthropologie, même s'ils ne sauraient s'y réduire, les points de vue fonctionnaliste, culturaliste et de l'écologie culturelle. Le fonctionnalisme privilégie la dimension adaptative. Il se donne pour objet d'analyser les formes sociales qui constituent les réponses adaptatives au déterminisme biologique de la nature humaine. Le culturel ne serait rien d'autre qu'une dimension super organique dérivant du biologique. Les « besoins primaires » sont conditionnés par la nature biologique de l'homme et les « besoins secondaires » s'inscrivent dans le processus de dérivation ou renvoient à des impératifs sociologiques d'intégration ou de différenciation.

Marshall Sahlins pointe le fait que les raisons de la consommation d'un végétal ou d'un animal ne dépendent pas uniquement de « raisons utilitaires », c'est à dire de sa disponibilité ou de l'existence de technologies susceptibles de s'appliquer à lui, mais sont à référer à des ordres culturels. Ce qui frappe lorsque l'on observe les choix qu'une

culture donnée fait dans l'ensemble des produits naturels susceptibles de devenir des aliments – c'est à dire disposant d'une charge nutritionnelle –, c'est l'utilisation non systématique des ressources mises à disposition par le biotope, loin s'en faut. Certes, il existe bien des contraintes écologiques à la culture de certains produits : le blé et la vigne, par exemple, ne sont pas cultivables dans tous les biotopes. L'intérêt culturel pour ces produits a contribué à les diffuser sur des espaces géographiques infiniment plus larges que leurs espaces d'origine, jusqu'à l'extrême limite de leurs conditions de production.

L'hyper fonctionnalisme de Marwin Harris reprend de façon presque caricaturale la question du déterminisme, recherchant derrière les interdits culturels un avantage adaptatif. Il a tenté de mettre au jour, « des raisons adaptatives », derrière les interdits alimentaires d'origine religieuse ou culturelle. Les « véritables » causes de l'interdit du porc chez les juifs et les musulmans ou de la vache chez les hindous seraient donc à rechercher dans les performances écologiques ou sanitaires de ces choix et non dans l'ordre symbolique ou les représentations religieuses qui ne sont pour lui que de simples phénomènes de rationalisation (1977, 1985).

Espace social alimentaire et interactions entre le social, le biologique et l'écologique

Regardons comment s'opèrent les interactions entre le social et le biologique au niveau du comportement alimentaire de l'homme. Celui-ci est soumis à un double déterminisme biologique et culturel et va être au cours du développement de l'enfant et de sa socialisation l'objet d'apprentissages. Il est tout d'abord déterminé par le statut biologique d'omnivore de l'espèce qui définit une série de contraintes et s'inscrit dans le patrimoine génétique commun de l'espèce. Mais le comportement alimentaire subit également l'influence de mécanismes culturels. Le premier est inscrit au sein de son patrimoine génétique lui-même. Il résulte des interactions entre les patrimoines génétiques de la lignée dont est issu un individu donné, avec d'une part les biotopes et d'autre part les cultures dans lesquelles celle-ci a été immergée. Du dialogue entre la génétique des populations et l'anthropologie résulte le constat scientifique qu'il n'y a pas d'homme « biologique pur » ni d'homme « social pur », mais qu'un *homo sapiens* est le produit de façonnages et d'interactions entre biologie et culture. Celle-ci pèse sur la génétique en participant au mode de sélection, de transmission et de diffusion des gènes par les règles de parenté et les différents interdits sexuels et à travers l'alimentation elle est impliquée dans des processus d'expression ou de non expression de phénotype. Sur ces questions se développe aujourd'hui un pan nouveau de connaissance : la nutriginétique. La biologie à son tour pèse sur la culture en imposant des limites vitales aux prétentions des sociétés à organiser le vivant, qu'il soit naturel ou humain.

Le poids de la culture dans laquelle un individu est immergé intervient donc d'emblée et cela dès la naissance par son patrimoine génétique et à travers le modèle alimentaire dans lequel il est immergé et qui est un ensemble de catégories acquises par apprentissage. Ces deux patrimoines (le patrimoine génétique et le modèle

alimentaire) sont donnés en dehors de tout choix de l'individu. La résultante finale n'est cependant pas la simple addition des parties, mais une création originale, issue de l'interaction de ces deux patrimoines.

Si la programmation initiale du nouveau-né lui permet de téter, de digérer le lait maternel et de préférer la saveur sucrée, au-delà de cette première programmation, tout est à apprendre, depuis l'utilisation des modalités sensorielles jusqu'aux conduites d'ingestion et l'acquisition des manières de table. Ces apprentissages s'opèrent dans un contexte culturel et à travers des interactions sociales. Ils sont nécessaires pour assurer le traitement des informations et surtout pour les sémantiser, en d'autres termes pour leur donner une signification. Ils permettent également de donner une magnitude aux sensations, magnitude qui est à la fois personnelle et tributaire des normes des groupes sociaux dans lesquels l'individu est intégré. L'alimentation apparaît donc au cœur du dispositif de socialisation. En apprenant à manger, un enfant met à la fois en place des modes comportementaux utiles à la mise en œuvre et au contrôle de cette activité et simultanément, incorpore, au sens le plus fort du terme, le système de valeurs du groupe social dans lequel la naissance l'a placé.

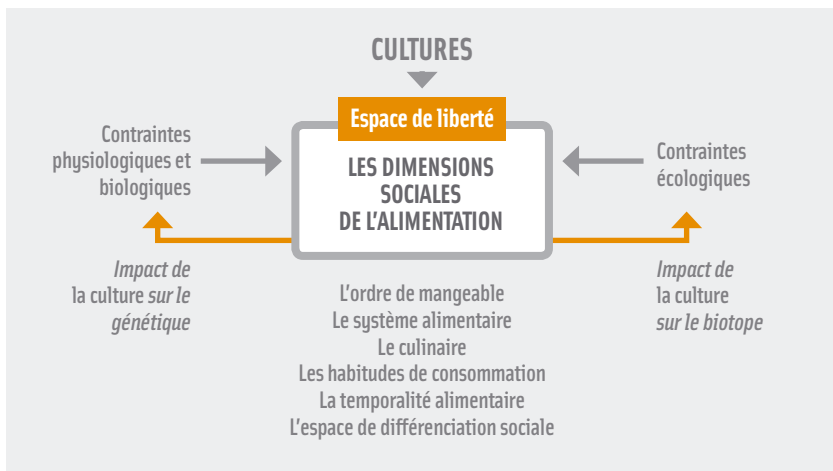
Le développement des sociétés modernes a un double impact sur les contraintes écologiques. Tout d'abord, il les transforme partiellement en contraintes économiques. C'est ainsi qu'au niveau d'un individu, la question du manque n'est pas tant le résultat de contraintes écologiques que de l'absence de ressources économiques. Et l'on voit en situation de surabondance des populations précarisées pour qui l'accès à la nourriture fait problème. Le second impact tient au fait que l'activité humaine d'exploitation de la nature en transformant le milieu crée de nouvelles contraintes écologiques qui à leur tour pèsent sur la disponibilité. L'aménagement de la nature (travaux d'irrigation, de défrichage, domestication et sélection des végétaux et des animaux, interventions sanitaires, pollution...) modifient le milieu. A nouveau, le sociologue soulignera que ces transformations résultent de phénomènes macrosociologiques et de décisions politiques.

Avec le concept « d'espace social », et en écrivant que « le régime alimentaire constitue un élément capital de l'espace social par la position centrale qu'il occupe dans le système de production d'où il commande la technologie et l'économie d'un groupe »¹, Georges Condominas opère un véritable renversement de perspective anthropologique classique. Le régime alimentaire cesse d'être posé comme conséquence du milieu (théories déterministes de la géographie), ou comme lieu de lecture des diversités culturelles (à la fois les théories possibilistes de la géographie et le culturalisme anthropologique), et apparaît comme une dimension structurante de l'organisation sociale, retrouvant ainsi un des apports principaux de l'anthropologie lévi-straussienne. Ce faisant, il donne à la socio-anthropologie de l'alimentation une position cruciale à l'articulation de dimensions jusque-là disjointes de la connaissance des sciences sociales et humaines : géographie humaine, ethnologie, sociologie, ethnobotanique, ethnozoologie...

¹ Condominas G., 1980, *L'espace social à propos de l'Asie du Sud-Est*, Paris, Flammarion, p. 32.

L'ESPACE SOCIAL ALIMENTAIRE

(Condominas, 1980, Poulain, 1997 et 2002)



La cuisine : à l'articulation du naturel et du culturel

La cuisine est entrée dans les préoccupations ethnologiques comme une extension des techniques d'acquisition (pêche, chasse, cueillette, horticulture, agriculture...). Elle est d'abord perçue comme un ensemble de techniques, au sein desquelles la cuisson joue un rôle éminent et dont la fonction serait de rendre mieux assimilables des produits. Elle améliore les qualités nutritionnelles et la digestibilité de certains produits comme les amidons des céréales. Elle rend plus appétissantes les viandes et les poissons. Les techniques de conservation, de salage, de fumage, de fermentation... permettent de mieux tirer parti des ressources du milieu naturel, en lissant les variations de la disponibilité.

Si les premiers travaux des anthropologues privilégiaient les dimensions adaptatives de la cuisine, très vite les points de vue fonctionnaliste et culturaliste vont élargir la question en affirmant le statut social de cette activité. Ils montrent qu'elle est l'objet d'une répartition sexuelle des rôles, qu'elle mobilise des processus de catégorisations pour désigner les produits, les techniques, les règles de combinaison que les choix d'aliments et les modalités de préparation sont l'objet d'interdits... Autant de dispositifs qui s'inscrivent dans des systèmes de représentations plus larges, dans une conception du monde. De surcroît par son aspect répétitif, cette activité à la fois technique et sociale joue un rôle central dans la transmission intergénérationnelle des systèmes de valeurs d'une société. Loin de se réduire donc à ses dimensions adaptatives, la cuisine est pour la socio-anthropologie une mise en « ordre social » du monde alimentaire². Comme l'écrit Annie Hubert : « Quelle que soit la variété de leur contenu empirique, les opérations culinaires sont un lieu d'interaction des techniques, des rapports sociaux et représentations. La sélection des aliments, qu'elle soit détermination de ressources

² Douglas M., 1984, *Food in the social order, Studies of Food and Festivities in three American Communities*, New York, Russell Sage Foundation.

comestibles ou effets d'interdits (permanents ou temporaires, imposés à tous ou à certains), se fonde sur des classifications liées à la mise en ordre du monde, à une cosmologie reliant la personne, la société et l'univers et assignant à l'homme sa place et sa conduite ».

L'analogie entre la cuisine et le langage posée par Claude Lévi-Strauss attire notre attention sur son caractère universel et trace une double perspective : l'organisation structurelle d'une cuisine ouvre une voie vers la compréhension de la société qui l'a produite et d'autre part l'approche comparative des cuisines permet d'engager, à partir d'un champ empirique jusqu'alors inexploré, l'étude des formes logiques de l'esprit humain. Avec Claude Lévi-Strauss, la cuisine est projetée sur le devant de la scène, comme « dispositif articulant le culturel et le naturel ».

Durant les années 1980, Claude Fischler et Paul Rozin ont développé l'idée que l'opposition entre « néophilie » et « néophobie » résultait de la contradiction entre l'obligation biologique de consommer une alimentation variée et la contrainte culturelle de ne pouvoir manger que des aliments connus, socialement identifiés et valorisés. Double contrainte caractéristique du statut d'omnivore humain, qu'ils nomment le *paradoxe de l'Homnivore*³, et qui serait l'origine d'une anxiété fondamentale des mangeurs humains. Celle-ci ne serait donc ni propre à la modernité ou sur-modernité, ni conjoncturelle mais permanente et devrait donc sans cesse être régulée. Pour Claude Fischler, la gestion de ce paradoxe est assurée par le « système culinaire », sous-ensemble du système culturel composé d'une série de règles définissant l'ordre du mangeable, les conditions de préparation et de consommation. Il permet l'acceptation d'aliments nouveaux en les « marquant » gustativement, en les assaisonnant littéralement « à la sauce » d'un espace culturel donné. Le système culinaire fixe également les règles d'associations des aliments permettant ainsi de créer de la variété à partir d'un même aliment de base. La cuisine classique française du XIX^{ème} siècle compte, par exemple, plusieurs centaines de recettes d'œufs, les associant à une multitude d'aliments secondaires. Le système culinaire définit enfin les combinaisons des plats à l'intérieur d'un menu. Inséré dans une culture, le mangeur n'a donc que très peu de décisions à prendre. C'est le système culinaire de sa société qui les lui dicte, dénouant ainsi le « double bind » ou injonction paradoxale, propre au statut d'Homnivore.

Du système culinaire au modèle alimentaire

Nous avons proposé la définition suivante : « Les modèles alimentaires sont des ensembles socio-techniques et symboliques qui articulent un groupe humain à son milieu, fondent son identité et assurent la mise en place de processus de différenciation sociale interne et externe. Ils sont un corps de connaissances technologiques accumulées de génération en génération, permettant de sélectionner des ressources dans l'espace naturel, de les préparer pour en faire des aliments, puis des plats et de les consommer. Mais ils sont en même temps des systèmes de

³ Fischler C., 1990, *L'Homnivore*, Odile Jacob.

codes symboliques qui mettent en scène les valeurs d'un groupe humain participant à la construction des identités culturelles et aux processus de personnalisation ». Un modèle alimentaire est un ensemble de connaissances qui agrège de multiples expériences réalisées sous la forme d'essais et d'erreurs par une communauté humaine. Il se présente sous la forme d'une formidable série de catégories emboîtées, imbriquées qui sont quotidiennement utilisées par les membres d'une société, sans qu'ils en aient véritablement conscience. C'est dans ces « cascades de catégories », pour reprendre l'expression de Claude Fischler, que se déploient les raisonnements alimentaires.

La notion de modèle alimentaire est centrale en socio-anthropologie de l'alimentation : elle correspond à une configuration particulière de l'*espace social alimentaire*. Le modèle alimentaire d'un groupe social particulier se caractérise par un *ordre du mangeable* précis, un *système d'approvisionnement*, un *système culinaire*, un *système de consommation*, une *temporalité* et un ensemble de *processus de différenciation* internes et externes particuliers.

Dans le prolongement de Lévi-Strauss, de Garine suggère que la fonction anthropologique des modèles alimentaires est l'articulation du naturel et du culturel. La différenciation des attitudes et des comportements alimentaires contribue tout à la fois à marquer « *la cohésion du groupe d'origine et à maintenir entre les individus et les groupes sociaux et les cultures une hétérogénéité qui favorise la communication et l'échange sans lesquels il ne peut exister de société humaine.* » (Garine, 1979).

Les modèles se transmettent de génération en génération et sont à la fois des corps de connaissances empiriques efficaces et des mises en scène concrètes des valeurs centrales du groupe social. Ils sont donc impliqués dans la construction (au cours de la socialisation) et l'entretien (tout au long de la vie) des identités sociales et culturelles. Ce faisant, ils contribuent simultanément à la survie des individus, en leur offrant des schémas de conduites adaptées et à la survie du groupe social, en permettant la transmission de valeurs et de normes par delà les générations (Poulain, 2001 et 2002).

Les modèles alimentaires sont soumis à une double détermination. Ils évoluent tout d'abord parce que les systèmes de valeurs se transforment ; on parle alors de détermination culturelle. Mais ils se modifient aussi parce que les systèmes d'action concrète que sont les emplois du temps, les savoir faire, le pouvoir économique se transforment.

L'étude des modèles alimentaires peut s'opérer à partir de différentes variables rendant compte de données factuelles relatives aux pratiques alimentaires et de données de représentations portant sur les valeurs et les systèmes symboliques dans lesquels s'inscrivent les aliments et les pratiques de consommation.

LES NOUVELLES MISSIONS DE L'AGRICULTURE

Elles s'inscrivent dans des transformations structurelles du rapport des hommes à la nature et plus encore des mangeurs modernes à leurs aliments. Bien qu'en France et plus largement en Europe occidentale, l'urbanisation soit achevée depuis déjà plusieurs décennies et que la dés-emprise agricole ait permis dès les années 1970 la mise en place d'un mouvement de « rurbanisation », le processus de distanciation entre les urbains et la « nature agricole » se prolonge avec la tertiarisation de la société et surtout l'accélération de sa « dés-agriculturisation ». En fait, les conséquences de l'urbanisation sur la relation des mangeurs contemporains à leurs aliments se font sentir avec un effet retard. Durant les phases d'urbanisation et jusque dans les années 1980 et 1990, les liens avec le monde rural étaient encore massifs. Nombreux étaient les habitants des villes qui avaient encore des ascendants, des parents agriculteurs ou au moins des connaissances vivant à la campagne et de la campagne. Ces liens ont traversé plusieurs générations et maintenu un fil plus ou moins ténu entre les mangeurs et les conditions de production alimentaire. La diminution drastique du nombre d'agriculteurs a « déchiré » ce tissu social sur lequel reposait une part de la socialisation alimentaire. Les visites à la ferme du grand père ou d'un grand oncle plus ou moins éloigné étaient l'occasion de voir, de sentir, de toucher, cet univers agricole où sont produits les aliments.

Transformation radicale, l'expérience concrète de la campagne s'opère désormais à travers le tourisme. Une campagne paysagée, une campagne romantisée, une campagne « écologisée », une campagne dans laquelle « les agriculteurs qui polluent » et « les élevages d'animaux qui puent » ou « font du bruit » détonent dans le paysage. Plus les liens sociaux se réduisent, plus la « campagne » s'idéalise. Les idéologies de la « ruralité heureuse » ou de « l'utopie rustique »⁴ se déploient. Le succès de films comme *Le bonheur est dans le pré* ou encore *Les enfants du marais* n'en est qu'un des signes les plus visibles. Cette nouvelle distribution spatiale des activités humaines et les imaginaires qui l'accompagnent met à mal le clivage entre les animaux de compagnie et les animaux de rente sur lequel reposait l'organisation d'une société rurale en transition. Les crises en cascade donnent à voir ce qui, depuis plusieurs décennies, avait été patiemment mis à l'écart du regard des mangeurs modernes : les arrière-boutiques de l'agro-industrie, des abattoirs et de l'agrofourmiture. Dans ce contexte les agriculteurs se voient confier de nouvelles missions : l'entretien des espaces ruraux et l'articulation des univers urbain et rural.

Les paysages font partie du capital touristique d'un territoire et participent à la génération de valeur économique dont bénéficient une série d'acteurs économiques impliqués directement ou indirectement dans la filière touristique : les hébergeurs (hôteliers, loueurs de meublé de tourisme, campings, chambres d'hôte), les restaurateurs... De surcroît, le tourisme est un média. Il donne à voir aux touristes des produits alimentaires dans leurs univers naturels et culturels d'origine et constitue un puissant levier à leur commercialisation et leur consommation localement et dans les régions ou

⁴ Mendras H., 1992, *Voyage au pays de l'Utopie rustique*, Actes Sud.

pays d'origine des touristes. Ce contexte ouvre une série de questions et d'opportunités. Comment prendre en compte ce travail fait par les agriculteurs pour la collectivité ? Il intègre dans la fonction économique de production de nouvelles variables susceptibles de reconsidérer les formes d'organisation de la production pour tenir compte de certaines dimensions esthétiques dès lors qu'elles sont valorisables.

La fonction d'articulation consiste à faire de l'agriculteur ou de l'entreprise agricole un lieu d'initiation au monde rural contemporain. Elle consiste en une découverte, une compréhension des conditions de production et de leurs évolutions. Elle participe à une démythification de la campagne. Elle peut s'articuler avec des activités secondaires comme l'accueil touristique en chambres d'hôtes ou tables d'hôte. Mais aussi la visite d'exploitation sur le mode du tourisme industriel. La réalisation de cette fonction suppose de la part des agriculteurs un travail de formation.

Les agriculteurs sont à la fois gardiens d'un patrimoine alimentaire, gastronomique, culinaire et en même temps médiateurs des transformations de l'agriculture moderne.

QUELQUES PROPOSITIONS CONCRÈTES

De l'importance du travail de modélisation

Les erreurs de prévision ne doivent pas empêcher de voir l'intérêt des modèles prédictifs. Il n'est pas impossible d'ailleurs de penser que si les sombres prédictions ne se sont pas réalisées, c'est en partie grâce aux prises de conscience qu'elles ont suscitées et qui ont contribué à la réorganisation des systèmes de production, de distribution et à la mise en place de nouvelles politiques agricoles. Les modèles sont rustiques, raison de plus pour tenter de les améliorer. Pour ce faire regardons sur quels présupposés ils reposent.

Le travail de modélisation est en tension entre deux perspectives épistémologiques, entre deux cadrages théoriques plus ou moins concurrents⁵ : un cadrage écologique et un cadrage socio-économique. La première perspective privilégie la responsabilité intergénérationnelle, à savoir la responsabilité environnementale de notre génération à l'égard des générations futures. Elle s'incarne dans des questions du type : « Quelle terre laissera-t-on à nos enfants ? » « Vivre à crédit sur le dos des générations futures »... La seconde met l'accent sur la responsabilité intra générationnelle, c'est-à-dire sur le scandale éthique des écarts de situation entre des individus vivant dans les sociétés développées et dans les pays sous développés. « Peut-on profiter de l'abondance quand d'autres meurent de faim ? ». Elle met l'accent sur les rapports nord-sud, fait la promotion du commerce équitable, de la biodiversité, de l'ethno-diversité...

Ces deux perspectives ne mobilisent pas les mêmes ressources scientifiques. La première prend pour modèle l'économétrie, l'écologie systémique..., adoptant

⁵ La théorie du développement durable est une tentative de dépassement de cette opposition mais à du mal encore à déboucher sur des travaux de modélisation.

une posture épistémologique objectiviste et idéaliste (recherchant les grandes lois qui structurent les phénomènes) alors que la seconde s'inscrit dans les logiques de la socio-anthropologie et se veut subjectiviste et empirique (soucieuse du terrain et de la vision des acteurs). Ces deux cadrages s'affrontent : l'un accordant un primat à l'écosystème, l'autre un primat à l'humanité. Les seconds reprochent aux premiers de construire des modèles « hors sol » sans rapport avec les données de terrain et les premiers critiquent le faible degré de généralisation du travail des seconds.

Parce qu'ils donnent une vision globale permettant d'orienter l'action, les modèles prédictifs sont utiles, tant aux professionnels qu'aux politiques. Leur rusticité n'est pas une fatalité et la puissance de calcul dont dispose la recherche contemporaine permet d'envisager la complexification des modèles. La situation est formellement comparable avec celle que connaît la climatologie. Les modèles actuels ne sont pas très fiables et nombreux sont les spécialistes qui les considèrent comme trop réductionnistes et appellent de leur vœux leur complexification. Il n'en demeure pas moins qu'ils ont permis de lancer l'alerte. Il convient donc de renforcer la capacité prédictive des modèles en enrichissant les données de consommation par les approches socio-anthropologiques (démographie, anthropologie de l'alimentation,...). La diversité des modèles alimentaires doit être considérée comme une ressource et non comme une variable parasite. L'enrichissement des modèles « hors sol » passe par l'introduction de données démographiques (étapes du processus de transition), de données socio-économiques au niveau de la diversité des modèles alimentaires consommés par les populations, au niveau de leur dynamique, au niveau des alternatives culturelles...

Dans la situation actuelle, l'évolution des consommations est envisagée selon une occidentalisation du modèle alimentaire avec augmentation de la part des produits animaux suivant l'augmentation du pouvoir d'achat. Les populations indiennes qui comptent nombre de végétariens suivront-elles ce modèle ?

Le système alimentaire mondial peut être modélisé. Il se caractérise par une capacité de production alimentaire et par des besoins. La capacité de production fait face à des besoins. La capacité de production du système alimentaire mondial est déterminée par un certain nombre de facteurs : les surfaces mises en culture, les semences et les méthodes culturales utilisées, les intrants et les produits de conservation, les méthodes de conservation et de transport, le climat et ses évolutions. En face, le besoin est lui-même déterminé par la population à nourrir et ses évolutions, par les modèles de consommations alimentaires et leurs évolutions.

Un Conservatoire du patrimoine des ressources et des usages alimentaires

La diversité ethno-alimentaire fournit aussi une série d'exemple de la façon de tirer partie des ressources naturelles. La géographie, l'anthropologie et la sociologie de l'alimentation sont en mesure de constituer une banque de données des utilisations alimentaires. Il ne s'agit pas seulement de mettre en mémoire ou de constituer une bibliothèque du patrimoine biologique du mangeable, mais

de collationner les usages alimentaires applicables à cet ensemble de produits végétaux et animaux.

Les informations à collecter porteront sur l'étendue du mangeable ; les modalités de conservation ; les modalités de préparation culinaire ; les usages sociaux. Des inventaires locaux ont déjà été entrepris, des inventaires de pratiques culinaires (CNAC) existent qui peuvent constituer un point de départ pour un travail systématique.

Envisager les moyens de lutter contre la spéculation sur les matières premières alimentaires

La spéculation est une des causes principales de l'augmentation des matières premières alimentaires à l'origine des émeutes de la faim, avec notamment le déplacement de fonds spéculatif libérés par la crise de l'immobilier nord américaine. Depuis la fin des années 1980, ces pratiques avaient sinon disparu au moins pris des dimensions moins inacceptables. La spéculation est un des phénomènes les plus irrationnels de l'économie qui amplifie tantôt à la hausse, tantôt à la baisse les cours des produits sur lesquelles elle se porte. Dans un marché mondialisé, l'amplification des hausses de prix des matières premières a des répercussions considérables sur les franges des populations les plus précaires.

Lutter contre la spéculation alimentaire est difficile. On s'accorde toutefois à reconnaître que ce n'est pas la catégorie de produits où la lutte serait la plus difficile. C'est, en outre, un domaine qui accueillerait favorablement une « éthicisation » de l'économie : l'enjeu est la vie ou la mort.

Avant que la mémoire de la flambée actuelle ne s'efface avec le reflux éventuel des cours, politiques et économistes pourraient être appelés à imaginer des réponses.

A series of 20 horizontal dotted lines, evenly spaced, intended for handwritten notes or answers.

Passion Céréales – une culture à partager est la collective des céréales. Lancée en juin 2006, elle a pour mission **de faire connaître l'ensemble des activités et débouchés de la filière céréalière**. Elle propose à tous les publics des informations sur les céréales dans notre alimentation, leurs utilisations non alimentaires (bioéthanol, chimie végétale...) et sur le métier de producteur de céréales.

www.passioncereales.fr

Créée le 30 mai 2006, **France Betteraves** est une association de planteurs qui a pour objectif **d'informer sur la filière betteravière et bioéthanol**. Elle est également chargée de négocier les prix des betteraves alcool, éthanol et UNA (usage non alimentaire) pour le compte de ses adhérents planteurs de betteraves.

www.labetterave.com

Agriculture Contributive est un projet initié en 2006 par Passion Céréales avec la collaboration des organisations professionnelles des grandes cultures : France Betteraves et Proléa.

Dossier téléchargeable sur www.agriculture-contributive.fr

Agriculture Contributive est un projet initié en 2006 par Passion Céréales avec la collaboration des organisations professionnelles des grandes cultures : France Betteraves et Proléa.



23 - 25 avenue de Neuilly - 75116 Paris
www.passioncereales.fr
Tél. : 01 44 31 10 78



29 rue du Général Foy - 75008 Paris
www.labetterave.com
Tél. : 01 44 69 39 00